

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA COUTUME
DE
SALIES DE BÉARN
(UNE FORME SUBSISTANTE DE PROPRIÉTÉ COLLECTIVE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Jeudi 26 Avril 1900, à 1 heure

PAR

Albert LOMBARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. ESMEIN.

*Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY, } professeurs.
GARÇON, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1900

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA COUTUME
DE
SALIES DE BÉARN

(UNE FORME SUBSISTANTE DE PROPRIÉTÉ COLLECTIVE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 26 Avril 1900, à 1 heure

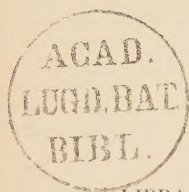
PAR

Albert LOMBARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. ESMEIN.

*Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY, } professeurs.
GARÇON, }*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA COUTUME DE SALIES DE BÉARN

(UNE FORME SUBSISTANTE DE PROPRIÉTÉ COLLECTIVE)

INTRODUCTION

—

Salies de Béarn est une coquette petite ville du département des Basses-Pyrénées qui possède une coutume vraiment originale. Elle repose sur un règlement du XVI^e siècle qui a codifié la coutume alors existante et dont les parties essentielles sont encore en vigueur. C'est une propriété collective qui en fait l'objet descendant en droite ligne de la main-morte du Moyen-Age, et même, peut-on affirmer, des propriétés collectives qui se retrouvent à l'origine de la propriété chez certains peuples. Chose curieuse, elle s'est conservée absolument intacte malgré les fluctuations nombreuses qu'a subie la législation française. Aussi c'est cette originalité même de la coutume de Salies qui nous a séduit, et qui nous l'a fait choisir comme sujet de notre thèse. Il nous a paru intéressant de nous livrer à des recherches, sur une matière qui n'avait point encore été étudiée, car la coutume de Salies n'a jamais eu jusqu'ici, l'honneur

d'un ouvrage quelque peu considérable. Seuls, quelques guides à l'usage des baigneurs, dans lesquels cependant les auteurs ont fait preuve d'une véritable érudition, mais qui confondent ensemble les indications thérapeutiques, les faits historiques et les renseignements topographiques, ont décrit sommairement ce dernier vestige des institutions primitives. Nous avons essayé de l'étudier à un point de vue purement juridique, de détacher les hypothèses et les théories que comporte une semblable coutume.

Enfin, ce sujet essentiellement local pour nous, était d'autant plus fait pour nous séduire. Né dans le coin de France qui constitua autrefois le Béarn, c'était presque un devoir de reconnaissance filiale, et c'est avec un véritable plaisir que nous avons entrepris un semblable travail.

Notre choix, en dernier lieu, n'était pas exempt d'une préoccupation juridique. Nous avons en effet, souvent entendu répéter cette phrase : le Code civil forme en France le droit commun de la propriété immobilière. Et nous nous trouvions précisément en présence d'une exception remarquable, que nous avons reconnue plus tard n'être pas unique, à la loi générale régissant les immeubles. Nouvelle raison pour nous inciter à l'étude de la coutume de Salies et pour nous pousser à bâtir une théorie juridique cherchant à montrer ce que cet axiome avait de trop absolu.

Telles sont les idées directrices qui nous ont conduit

dans cette étude et voici la façon dont nous en avons essayé la réalisation. Avant d'étudier la coutume de Salies elle-même, nous avons cru qu'il n'était pas inutile de donner un aperçu très général des propriétés collectives ayant été à l'origine de la propriété chez bon nombre de peuples, et, en effet, c'est à cette forme primitive de la propriété que nous avons essayé de la rattacher d'abord. Nous avons ensuite suivi son évolution au Moyen-Age, où elle nous a paru subsister et se perpétuer sous la forme de la main-morte. Après cette entrée en matière, nous avons pu aborder le cœur même de notre sujet et nous avons débuté par l'histoire de la coutume : nous nous sommes assez étendu sur cette partie, car une institution fait en quelque sorte corps avec son histoire : c'est cette dernière qui l'éclaire, et qui en fait connaître son véritable esprit. La coutume de Salies nous étant dès ce moment suffisamment connue, nous avons pu en entreprendre l'étude tout à fait juridique. C'est alors que nous avons donné et commenté les différents textes qui sont sa loi ; que nous avons analysé et discuté la nature juridique de ce droit apparaissant si particulier de nos jours. Nous avons même étendu nos recherches, et essayé quelque peu de généraliser : c'est ainsi que nous avons étudié certains droits semblables à celui que réglemente notre coutume, et qui existent encore dans plusieurs parties de la France. C'est du reste d'une façon tout incidente que nous l'avons fait, le cadre de notre

ouvrage et notre faible autorité ne nous permettant pas des généralisations vastes. Enfin, pour clore ce travail et comme conclusion, nous avons passé en revue quelques questions fort pratiques, touchant la façon dont cette coutume pourrait être modernisée, tentative qui a souvent échoué, et que, pour notre part, nous ne désirerions pas voir se reproduire.

Peut-être, notre modeste travail donnera-t-il à d'autres l'idée de se livrer à de semblables investigations. Nous serions heureux de les avoir intéressés à un point particulier de l'histoire du droit.

Qu'il nous soit permis, en terminant, de demander toute leur indulgence à ceux qui nous liront et de les prier de ne pas juger trop sévèrement les nombreuses imperfections que notre œuvre peut contenir.

CHAPITRE PREMIER

DE LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE EN GÉNÉRAL

Avant d'aborder l'étude de la coutume de Salies proprement dite, il est nécessaire de donner quelques notions très générales se rapportant à la propriété collective. Et, en effet, la coutume de Salies organise une propriété collective contraire en plusieurs points aux règles modernes qui régissent la propriété immobilière en France. C'est un reste de ces propriétés collectives qui se trouvent parfois à l'origine des sociétés. Les peuples, passant dans la première phase de leur existence par l'état pastoral, l'ont presque toujours pratiquée. C'est donc en quelque sorte une nécessité de l'état social des premiers temps puisqu'elle se reproduit chez des peuples très différents de races et de mœurs. Nous allons rapidement passer en revue cette origine de la propriété. Nous la chercherons dans l'antiquité la plus reculée, chez les peuples barbares, chez les Hébreux, dans l'Inde, en Grèce et à Rome. Mais auparavant nous donnerons un aperçu très général des controverses aux-

quelles a donné lieu cette question des propriétés primitives.

Des auteurs très considérables se séparent en deux camps bien tranchés, les uns soutenant que la propriété primitive a été collective chez tous les peuples ; les autres, que la propriété collective n'a existé que chez un petit nombre de peuples qui l'ont adoptée sous l'influence de raisons purement physiques : l'état du sol qu'ils cultivaient ne leur permettant pas de demander plusieurs récoltes de suite aux mêmes terres.

Nous allons étudier cette propriété collective chez les peuples d'origine celtique et germanique, indiquant en passant que ces derniers l'empruntèrent aux Celtes plutôt qu'ils ne la pratiquèrent eux-mêmes. Nous la verrons fonctionnant dans la *Mark* ou marche germanique.

Suivant l'évolution de cette propriété collective, nous la retrouverons au Moyen-Age sous la forme des communautés agricoles, ou de la main-morte descendant parfois de l'ancienne propriété collective des premiers temps, dans d'autres cas, créée par le seigneur ou recherchée par le serf, chacun y trouvant son avantage.

Avant de terminer ces notions très générales sur la propriété collective il est nécessaire de faire un peu de législation comparée et d'étudier quelques manifestations de cette propriété qui ont persisté jusqu'à nos jours dans les nations étrangères. Nous la verrons pratiquée dans l'*Allmend* de Suisse et d'Allemagne, dans

la *Zadruga* des provinces danubiennes, dans les communautés terriennes de Russie, organisées sous le nom de *Mir*. Nous en étudierons quelques vestiges qui subsistent encore en Algérie parmi les tribus arabes. Et enfin nous toucherons un mot en terminant de la propriété collective de fait qui existe chez les Basques.

Après cet exposé succinct sur la propriété collective, nous pourrons entreprendre l'étude approfondie de la coutume de Salies.

Formes différentes des propriétés primitives.

Parmi les auteurs qui ont étudié les questions se référant aux formes de la propriété à l'origine, les uns se sont attachés à prouver que dans les premiers temps la propriété avait été collective, les autres, qu'elle n'avait existé sous cette forme que chez un petit nombre de peuples.

La première opinion a comme représentants Sumner-Maine (1) et de Laveleye (2). La conception de ce dernier sur l'origine de la propriété consiste dans sa croyance à un sentiment de justice inné chez les

(1) *Ancien droit considéré dans ses rapports avec l'histoire de la société primitive et avec les idées modernes*, traduit sur la 5^e édition anglaise par J. C. Courcelle-Seneuil, Paris, 1874.

(2) *De la propriété et de ses formes primitives*, Paris, 1874, 4^e édit. Paris, 1891.

peuples, qui les pousse à partager entre eux la propriété du sol. Chacun a droit en équité à une part égale, et c'est là la raison de la forme collective de toutes les propriétés à l'origine. P. Viollet (1), Garsonnet (2), Dareste (3), Geffroy (4) ont soutenu une théorie semblable sur l'origine toujours collective de la propriété.

Dans l'opinion adverse, nous trouvons F. de Coulanges (5) et E. Belot (6) qui, à propos de Nantucket (petite île de l'Océan Pacifique où se réfugièrent des émigrés écossais qui mirent là en vigueur le système des *towns-hips* écossais, et pratiquèrent la propriété collective sous la forme d'allotissements des terres, de la culture en commun et du partage des fruits), passe en revue la question des propriétés primitives. D'après lui, la propriété collective n'a existé à l'origine que chez un petit nombre de peuples. Ceux-ci l'ont adoptée sous l'influence de raisons purement physiques, l'état du sol ne permettant pas de demander plusieurs récoltes de suite aux mêmes terres. Ils se sont vus alors forcés de mettre toutes les terres en commun et d'en tirer au sort

(1) *Caractère collectif des premières propriétés immobilières*, Paris, 1872.

(2) *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, Paris, 1879.

(3) *Histoire des classes agricoles*, 2^e edit., Paris, 1858.

(4) *Rome et les barbares*, Paris, 1874.

(5) *Cité antique*, Paris, 1874.

(6) Nantucket, *Étude sur les diverses sortes de propriétés primitives*, Paris, 1884.

annuellement, entre tous les habitants, une certaine partie. L'année suivante, l'autre partie des terres était mise en culture pendant qu'on laissait reposer celle qui avait produit l'année précédente, qu'ils avaient cultivée ensemble et dont ils avaient partagé également les fruits. Suivant lui, les propriétés collectives n'ont dû être que l'annexe d'une propriété privée.

M. Aucoc (1) professe une opinion moyenne. Pour lui, la propriété collective existe de même que la propriété individuelle à l'origine de certains peuples. Il se défend de généraliser, il n'accepte point ces deux opinions extrêmes : la propriété à l'origine a toujours été collective ou toujours individuelle. Pour lui, l'origine de la propriété a été tantôt l'une tantôt l'autre, mais il n'accepte pas entièrement la théorie de M. Belot citant des exemples d'une époque qui est loin d'être primitive.

Nous prendrons parti dans ce débat et nous admettons que la propriété a été collective à l'origine chez la grande majorité des peuples. Cette forme qui se retrouve chez presque tous a été nécessitée par l'état pastoral que ces peuples ont traversé. Obligés à des émigrations fréquentes pour faire vivre leurs troupeaux, ils pratiquaient très peu l'agriculture. Ils ne cultivaient que la partie de terres strictement nécessaire à leurs besoins ; cette partie ils la mettaient généralement en commun et en partageaient les produits.

(1) *La question des propriétés primitives*, Paris, 1875.

Cette propriété collective s'est perpétuée à travers le Moyen-Age, tant elle est de l'essence même de la propriété. De nos jours également il en a subsisté quelques vestiges qui ont résisté aux transformations qu'a subies la propriété par suite de l'évolution de l'homme à mesure que la civilisation progressait. C'est une de ces propriétés collectives que nous allons étudier dans le cours de cet ouvrage avec la coutume de Salies de Béarn.

Origine des propriétés collectives.

La propriété collective a été décrite par Hésiode et Virgile sous le règne de l'Age d'or. Horace nous a parlé de celle des Gètes et des Scythes. Elle a existé chez les Hébreux : leur Jubilé qui avait lieu tous les cinquante ans nous le prouve. Les Juifs pratiquèrent la copropriété des terres : la faculté de rachat qui exista chez eux dans les cas de vente le prouve surabondamment. Les Vaccéens et les Dalmates (chez lesquels Strabon la décrivit), la pratiquèrent aussi.

Nous retrouvons dans l'Inde actuelle des communautés de village et de famille remontant à la plus haute antiquité.

En Grèce nous voyons la Communauté familiale accompagner celle des terres et des fruits (1).

(1) On peut consulter à ce sujet M. Esmein : *La propriété foncière dans les poèmes homériques*.

A Rome, la propriété a cessé de bonne heure d'être collective ; mais comme chez les autres peuples, c'est par cette phase qu'elle a débuté. Nous voyons en effet l'*Ager romanus* distribué entre tous les citoyens ; c'est donc une propriété individuelle. Mais la propriété romaine elle-même a porté la marque d'un communisme restreint. Aussi nous voyons que dans les terres à distribuer, il est formé autant de lots que de *gentes*.

Les premiers habitants de l'Italie ont certainement pratiqué la propriété collective. La preuve existe dans certains caractères qu'a conservés la propriété privée, même dans le droit moderne de Rome. Et, en effet, nous entendons les auteurs nous parler de la propriété collective de la *gens*. Les droits de succession de tutelle et de curatelle des membres de la *gens* en sont une autre preuve. L'association, en effet, était intéressée à la conservation des biens communs et devait, par suite, avoir un droit de contrôle et d'administration pour le cas où l'un de ses membres était dans l'impossibilité d'administrer lui-même. De plus, chaque membre étant copropriétaire des biens, il était tout naturel que ceux-ci lui fassent retour à la mort de l'un d'eux. Nous voyons aussi que le père reste toujours l'administrateur en chef de la propriété romaine. Pourquoi ? si ce n'est qu'au début les biens avaient été communs sous l'administration suprême du chef de la *gens*. La propriété a donc été collective à Rome dans les débuts, mais peu à peu la propriété individuelle l'a remplacée. Sans

doute, voici l'évolution qu'elle a suivie : la propriété de la tribu s'est d'abord restreinte à celle de la *gens*, association de familles, puis à la famille, association de membres (1).

Les Celtes, nos ancêtres gaulois, soumis par les Romains, ont aussi pratiqué la propriété collective. Nous en avons une preuve dans le testament chez les Gaulois, sur lequel César garde le silence. Certainement, cette institution n'avait pas dû exister chez eux, car autrement César, dans ses *Commentaires*, n'eût pas manqué d'en parler, et comment en expliquer l'absence, si ce n'est par ce motif : que les Gaulois pratiquaient la propriété collective ? Quant à leurs biens, le testament était parfaitement inutile, puisqu'ils faisaient retour à la communauté à la mort d'un de ses membres. Par la même raison s'explique le retrait lignager qui avait lieu lors de la vente des biens. César emploie le mot *pecunie* (2), qui désigne l'ensemble des biens, pour décrire la communauté qui existe entre deux époux.

M. Julian Corbett, dans ses études critiques sur les ouvrages de M. Sumner-Maine (3), a démontré que

(1) Consulter à ce sujet : *Manuel des antiquités romaines*, par Th. Mommsen et Joachim Marquardt, t. VI, 1^{re} partie ; *Le droit public romain*, traduit par Paul-Frédéric Girard, 1889, p. 23 et suivantes.

(2) Ces renseignements sont donnés par M. Garsonnet dans l'*Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, op. cit., ch. III, p. 35.

(3) E. Passez, *Portions ménagères et communales*, Paris, 1882.

les Celtes avaient pratiqué la propriété collective, qui a subsisté dans les clans ou familles de la Haute-Ecosse. Mais il est aussi démontré que les Romains introduisirent chez eux la propriété individuelle, et que les deux genres continuèrent à vivre à côté l'un de l'autre (1).

Nous la retrouvons encore chez les Germains, qui l'empruntèrent aux Celtes lors de l'envahissement de la Gaule, et même nous la voyons, par la suite, établie sur les terres non cultivées de ces derniers. On a invoqué un texte de Tacite (2) pour affirmer l'existence de cette forme chez les Germains. MM. Belot et Aucoc pensent que Tacite a voulu désigner un mode de jouissance des terres cultivées motivé par l'état primitif de l'agriculture. Tacite n'a point voulu parler de la culture en commun des terres, ni signaler un tirage au sort annuel des lots pour chaque copropriétaire, mais montrer le changement opéré chaque année dans les cultures pour permettre à la terre de se reposer. (*Arva per annos mutant*).

M. Julian Corbett estime que la propriété n'est devenue collective chez les Germains qu'après avoir été individuelle. Il prouve son opinion en alléguant l'absence de villages dans les contrées primitivement habitées par les Germains seuls. Ainsi, dans les parties de l'Ecosse

(1) Voir sur les Celtes le *Cours de littérature celtique*, par H. d'Arbois de Jubainville, 2 vol., Paris, 1895.

(2) Ch. XXVI de la *Germanie*.

où habita cette race, on ne rencontre que des fermes isolées, où certainement la propriété n'a jamais appartenu à des communautés d'habitants.

Dans la Norvège et la Suède septentrionale toujours peuplées par cette même race, les villages sont rares. même aujourd'hui, on n'y rencontre que des fermes et des exploitations agricoles isolées. Au contraire, dans la Suède méridionale et le Danemark, habités par les Celtes, nous trouvons de nombreux villages. Originaiement, la communauté des terres a dû y être pratiquée.

En Islande, colonisée au IX^e siècle par les Norwégiens et déserte avant leur arrivée, la propriété des terres fut toujours individuelle.

Dans les Orcades, l'île Shetland, celle du Man dans la mer du Nord, de nouveau se trouve la même forme, attribuée aux Celtes qui les avaient habitées longtemps avant la conquête germanique.

Il semble donc que la propriété collective ait eu une origine plutôt celtique que germanique. Cependant, on ne peut l'affirmer purement celtique, car il est très difficile aujourd'hui de démêler ce qui a appartenu aux Celtes des emprunts qu'ils ont pu faire aux peuples de races différentes.

Mais chez les Germains, elle a positivement été pratiquée depuis son emprunt aux Celtes. Et enfin nous la retrouvons dans la *Mark* ou Marche germanique. Ce mot qui signifie borne, limite, signe, est employé au début pour désigner une délimitation de territoire. La

Mark se divise en deux parties : l'une destinée aux habitants, c'est la *terra salica*, la terre salique qui fait l'objet d'une propriété individuelle ; l'autre est indivise, elle forme la propriété collective. Ce sont les bois, pâturages, prairies, champs. On l'appelle *allgemeine* ou *allmend*, mot qui subsiste encore avec sa signification de propriété collective dans l'Allemagne méridionale et la Suisse allemande. Nous en reparlerons en étudiant la subsistance de la propriété collective, chez les nations étrangères. Cette propriété collective, l'autorité publique la répartit entre les individus par voie de tirage au sort. Elle doit être mise par eux en culture : ce sont les *sortes*, allotissements périodiques.

Ces divers biens immobiliers, possédés en commun ont donné naissance à nos communaux actuels. Nous retrouvons aussi, et nous l'étudierons plus tard en détail, la persistance de cette propriété collective dans certains droits appartenant à des associations d'individus. De ce nombre sont les droits sur les marais communaux de Flandre, Artois, Lorraine et aussi ceux des partprenants de Salies qui font l'objet principal de cet ouvrage.

Persistance de la propriété collective au Moyen-Age.

Ce caractère collectif que nous avons vu chez un si grand nombre de peuples à l'origine, nous allons le

retrouver persistant pendant tout le Moyen-Age. Et en effet l'indivision fut la grande doctrine économique du Moyen-Age, en matière de travail agricole libre comme de travail servile. La communauté de fait ou de droit est à cette époque une sorte d'institution universelle. Elle existe à tous les degrés de la hiérarchie des personnes pratiquée par les nobles pour leurs biens comme par les serfs et les vilains. Ainsi la tenure en parage des anciennes familles nobles, dans laquelle l'ainé seul venait à l'hommage pour la totalité du fief (les puînés et les sœurs tenant leur part du frère aîné n'y étant pas soumis) est une sorte de propriété collective du fief. L'indivision du fief paternel entre les fils avec un préciput pour l'ainé n'est-elle pas une manifestation de la même tendance? *Communiers, Consortes, Compains, cottes, cotteries, paternités*, autant de mots qui désignent des associations d'individus, entre lesquels les biens sont communs. Nous voyons aux XV^e et XVI^e siècles sous le nom de *celles* ou *celle*, qui se retrouve dans bien des villes ou villages français, des hameaux dont les dépendances étaient communes. Il apparaît donc clairement que la propriété collective des premiers âges loin de se transformer a subsisté avec les mêmes caractères.

Nous la voyons aussi dans les communautés agricoles que forment les serfs d'un même seigneur. Ils ont reçu la concession de la propriété des terres pour les travailler, mais il n'y ont que des droits collectifs et à leur

mort leurs parts reviennent à la communauté ; ils n'ont aucunement le droit d'en disposer.

Elle apparaît encore dans l'institution de la main-morte qui signifie : main incapable de transmettre, morte par conséquent. Ce sont des paysans libres payant à leur seigneur des rentes et des impôts. Ils cultivent la terre, mais ils ne peuvent pas en disposer à leur gré soit entre vifs soit par testament. A leur mort, c'est le seigneur qui hérite ou plutôt peut hériter, car souvent le bien fait retour à la collectivité dont l'individu faisait partie. Il leur est interdit de quitter la seigneurie ou de se marier avec une personne n'en faisant pas partie. Le seigneur a le droit de poursuite si le serf va résider ailleurs, et celui de *formariage* du mot *foris maritagium*, s'il veut contracter un mariage en dehors de la seigneurie, et alors il peut le lui interdire et le reprendre sur une terre étrangère où le serf s'est marié.

« Le possesseur de l'héritage tenu en main-morte
« réelle était soumis à des services personnels de corvée
« et de taille seigneuriale, à des prohibitions de dona-
« tions entre vifs et de testaments ou à d'autres restric-
« tions du droit de propriété ; mais il n'y était soumis
« que comme détenteur ; en abandonnant l'héritage à
« un autre possesseur il dépouillait la servitude (1). »

Cette communauté dans laquelle nous voyons vivre

(1) Laferrière, *Essai sur l'histoire du droit français depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, y compris le droit public et privé de la Révolution Française*, Paris, 1859, 2 vol., t. II, p. 94.

les populations du Moyen-Age, et qui est un reste de la propriété collective ancienne, fut cependant souvent créée par les seigneurs. Parfois aussi, elle fut recherchée par les serfs, car les seigneurs y trouvaient de grands avantages. Le payement des redevances devenait plus assuré par suite du recours qu'avait le seigneur contre toute une communauté et non plus contre un seul individu. Les serfs y trouvaient leur compte par les bienfaits que procurait l'association : la réversibilité des biens au profit du seigneur était ainsi conjurée ; de plus, ils trouvaient un moyen de protéger leur travail, leur épargne et leur fonds contre l'exaction et la violence seigneuriales. Réunis en groupe, ils avaient plus de force pour résister à cette puissance souveraine.

De son côté, le seigneur, incapable d'utiliser la terre par lui-même, laissa aux habitants communistes tous ces biens dont il ne pouvait tirer parti et dont ceux-ci avaient besoin pour eux et pour leur bétail. Naturellement, il préleva une redevance pour cet abandon. Telle fut l'origine des biens communaux et de certains droits appartenant à des associations.

Législation comparée.

Nous allons étudier certains vestiges de propriété collective subsistant chez les nations étrangères, et dans le cours de cette étude, nous rencontrerons parmi eux

bien des caractères qui se retrouveront dans la propriété collective organisée par la coutume de Salies.

Dans l'Allemagne méridionale et la Suisse allemande, il existe une propriété désignée sous le nom d'*allmend* : « chose de tous ». Nous avons déjà trouvé ce mot en étudiant la marche germanique. Comme dans la marche, il désigne ce qui est en commun, la propriété collective. Pour avoir droit à une part, les conditions requises sont d'être majeur ou marié. Nous verrons une condition semblable dans la coutume de Salies.

Dans certaines communes des lots sont à la disposition des nouveaux ménages ; en attendant, ils sont loués. Dans la plupart, il faut attendre que la mort d'un occupant ait laissé un lot disponible. Les portions ménagères et communales de Flandre, Artois, Lorraine, dont nous parlerons aussi incidemment, offrent l'exemple de semblables conditions,

En Suisse, l'*allmend* appartient généralement aux descendants des membres primitifs de la tribu ou de la communauté de village, qui forment ainsi une corporation fermée dont sont exclus les simples résidents et ceux même qui ont obtenu le droit de bourgeoisie sans avoir été reçus dans la corporation. Nous verrons, en étudiant la coutume de Salies, que la source salée de cette dernière ville appartient à une corporation appelée les voisins ou « *béziis* » en béarnais, et que nul n'a droit à la propriété de l'eau de la source, s'il ne descend des premiers voisins. On trouve même dans les

archives beaucoup d'exemples d'individus qui, ayant obtenu le droit de bourgeoisie et de voisinage, n'avaient pas droit aux revenus de la source, qui appartenaient exclusivement à la corporation.

Dans l'ancien droit germanique et au Moyen-Age, en Suisse, le droit à la part de jouissance de l'*allmend* était une sorte de droit réel, une dépendance de la maison se transmettant avec elle.

Dans les provinces danubiennes, nous trouvons encore un reste des propriétés collectives. Mais actuellement leur existence est bien ébranlée ; de nombreuses lois les ont battues en brèche au détriment du bien-être des populations rurales qui les pratiquaient et chez lesquelles on constate un appauvrissement notable depuis leur disparition.

En Bosnie, Herzégovine, Slavonie, Croatie, Bulgarie, Serbie, les propriétés collectives existent sous le nom de *Zadruga* (*za* pour et *drug* compagnon). C'est une association fondée sur des liens de famille. Vuk, dans le dictionnaire serbe, en donne cette définition : *plures familiæ in eâdem domo*. De son côté, le code serbe de 1844 dit : on entend par *Zadruga* plusieurs personnes majeures seules ou avec leurs descendants vivant en communauté. La *Zadruga* constitue une personne morale représentée par le chef *gospodar* (seigneur) ou *starechina* (l'ancien), dont la fonction est essentiellement révocable et dont l'autorité est absolue. Dans cette association, nul ne peut être forcé de rester en com-

munauté. Les filles qui se marient reçoivent un dot de la Zadruga. Tous les biens sont en commun ; cependant chacun peut posséder un petit pécule. Si la communauté vient à être dissoute, le partage des biens a lieu par tête.

La Zadruga a été respectée par les Turcs, mais depuis que les Slaves du Danube ont recouvré l'indépendance ou qu'ils obéissent à d'autres maîtres, un mouvement d'opinion contraire à ces associations s'est formé. De nombreuses lois ont interdit la création de nouvelles communautés, ou ont favorisé le partage de celles qui existaient. En Croatie, les lois de 1870 et du 3 mars 1874 ont défendu la création de nouvelles communautés à l'avenir. En Serbie, elles ont favorisé le partage des biens communs et préconisé le partage par familles ou *inokosnas*. Cependant on n'a pas tardé à s'apercevoir que la suppression des propriétés collectives était plutôt un mal pour l'agriculture, et que leur disparition amenait l'appauvrissement des familles rurales. Aussi une loi de 1873 a essayé de remédier à ce funeste état de choses. Elle a mis une partie des propriétés ainsi partagées, constituant une sorte de minimum, à l'abri des saisies et des aliénations. Cette réserve inaliénable se compose de 5 acres de terre, de la maison d'habitation, des ustensiles aratoires et du bétail. Toute inscription hypothécaire prise sur cette réserve est nulle.

En Bulgarie, la Zadruga n'a pas d'existence légale, mais il existe cependant de nombreuses communautés.

Dans les partages qui ont lieu, à la dissolution de ces communautés, les mâles ont un droit plus fort que les filles : ils reçoivent un droit double.

Il existe en Russie des communautés terriennes dans lesquelles se retrouvent les caractères des communautés agricoles et de la main-morte du régime féodal. Les terres des campagnes sont possédées par les communes composées de nombreuses familles. Les communes sont propriétaires du sol et le divisent périodiquement entre les membres mariés qui les constituent. Le lot échu à chaque membre prend le nom de *mir*. Le paysan n'est cependant pas attaché à la terre comme le serf du régime féodal. Les droits de poursuite et de mariage n'existent pas. Il peut selon sa volonté quitter le mir pour aller s'établir en ville, mais il est obligé de vendre sa part à un membre de la commune ou de la rétrocéder à cette dernière. Parfois cependant il peut conserver sa maison avec l'autorisation de la commune. Le consentement unanime de tous les chefs de famille est nécessaire pour la vente, le fermage, l'hypothèque des terres par la commune. La saisie des lots pour dettes est impossible.

Propriété collective en Algérie.

En Algérie, nous trouvons aussi les tribus arabes du Sahara vivant à l'état nomade et élevant des troupeaux dans

d'immenses espaces dont elles-mêmes n'ont pas la propriété. Celles qui peuplent le Tell sont demi-nomades, se livrant même à la culture des terres et à l'élevage des bestiaux. Les cultures cependant ne sont point fixes : elles n'ont lieu que pour une année. Près de la côte la vie devient plus sédentaire et l'on voit apparaître les perfectionnements agricoles. Le gouvernement, pour favoriser la colonisation, a tenté de supprimer, petit à petit, les diverses propriétés collectives. Et en effet, quelle sûreté pour le colon qui achetait des terres d'être à la merci des membres du *douar* pouvant exercer un droit de rachat ! Diverses lois se sont appliquées à éteindre cette propriété, mais avant d'en parler, il nous faut connaître les droits qu'avaient les individus sur ces terres elles-mêmes.

Les terres d'Algérie étaient des terres de souverain appartenant à la communauté musulmane. Elles se divisaient en deux grandes classes sur lesquelles les individus avaient des droits différents : tantôt de propriété, tantôt de simples droits précaires. Les terres *Melk* étaient des biens privés appartenant très anciennement aux habitants, mais sur lesquels le souverain s'était arrogé un droit payé par chacun sous la forme de tribut. Ces terres étaient la propriété collective du douar ou tribu, et chaque membre de cette collectivité pouvait annuler la vente d'une partie quelconque de ces terres en remboursant le prix. Les terres *arch* les plus nombreuses n'étaient pas la propriété des tribus qui les

occupaient. Elles avaient été concédées à titre précaire par le dey, et les tribus n'avaient sur elles qu'un droit de jouissance. Les douars ou les individus les occupant n'en étaient nullement propriétaires.

Le gouvernement français, depuis la conquête de l'Algérie, a succédé à tous les droits qu'avait autrefois le dey. Il a acquis les droits payés sous forme de tribut sur les terres *melk* et est devenu propriétaire des terres *arch*, concédées à titre précaire. Mais pour favoriser la colonisation, il en est arrivé à sacrifier une partie de ces droits. Il s'est efforcé du reste de partager la propriété collective entre les douars et celle des douars entre les individus. La tendance a été de généraliser la propriété individuelle pour permettre aux colons acquérant des terres de devenir irrévocablement propriétaires, sans avoir indéfiniment suspendu sur leur tête la menace de rachat par un des membres du douar. Malheureusement le but poursuivi n'a guère été atteint. Par un Sénatus-Consulte du 25 avril 1863, l'État a renoncé à ses droits sur les terres *arch* et *melk*, favorisant ainsi l'extension de la propriété individuelle. Plus tard une loi du 26 juillet 1873 a soumis les immeubles d'Algérie au statut réel français et à la transcription et a donné à chaque membre du douar la propriété divise du sol dont il avait la jouissance collective. Une procédure spéciale a été instituée pour constater la propriété privée où elle existe, et la créer où elle n'existe pas.

Propriété collective de fait dans la famille du pays Basque.

Avant de terminer cette étude très succincte de législation comparée, sur les propriétés collectives, nous donnerons un aperçu de celle qui existe en fait dans le pays basque qui touche de si près au territoire de Salies dont nous devons étudier principalement la coutume. Cette communauté familiale dans laquelle l'ainé a un droit prépondérant, est nécessitée par la nature même du pays, montagneux et peu fertile, ainsi que l'atteste une lettre du général Serviez, préfet en l'an X :

« On est en général d'accord dans le pays basque
« sur ce principe qu'autant la division des grandes
« propriétés sur un sol fertile peut être favorable à
« l'agriculture, autant lui est funeste dans cette con-
« trée montueuse et stérile le morcellement et la divi-
« sion d'un héritage très borné. Le principe acquiert
« l'évidence d'une maxime, si on observe que l'héri-
« tage de presque toutes les familles ne consistant que
« dans une métairie, ne peut s'exploiter qu'en demeu-
« rant assorti de terres labourables, de prairies suffi-
« santes pour nourrir les bestiaux utiles à la culture
« et de tuyaas pour l'engrais; que les enfants copar-
« tageants seraient dans l'impossibilité de faire valoir
« leurs lots, et que la subdivision qui s'opérerait à la
« seconde génération ferait tomber tous les descen-
« dants dans l'indigence. Ce résultat serait inévitable,

« en effet, puisque, obligés de les vendre aux citadins,
« ceux-ci, avec un peu d'argent, s'empareraient insen-
« siblement de toutes les propriétés foncières, et par
« là les laboureurs, qui furent toujours propriétaires
« et libres, deviendraient indubitablement dans la
« suite les métayers et les valets de quelques hommes
« pécunieux (1). »

Cette vie commune des vieux et des jeunes, cette maison-souche s'établit cependant sous le couvert de la loi sans y porter aucune atteinte et sous l'influence de la coutume seule. Le droit d'aînesse, aboli depuis longtemps en France avec tous les vestiges du régime féodal, subsiste ici dans toute sa force. La plupart du temps, le partage de la succession paternelle s'effectue par soulte. L'aînée, ou l'aîné, car il n'y a pas ici de différence au point de vue du sexe, hérite de toutes les terres, à charge de payer une soulte à ses cadets. La quotité disponible dont le père peut disposer lui est attribuée en totalité. Ainsi se sauvegarde l'intégrité du domaine familial. Et l'influence de la tradition est si grande que les cadets ne songent jamais à disputer les biens à leur frère. Au contraire, la plupart du temps, l'estimation des biens, nécessaire pour liquider la succession, a lieu à l'amiable pour éviter les difficultés sérieuses entre cohéritiers. L'individu qui chercherait

(1) Cité par les *Coutumes successorales du pays basque au XIX^e siècle*, par M. Louis Etcheverry, page 6, Ligué (Vienne), 1898.

noise à ses parents sur de telles questions serait mal considéré dans le village.

Du reste, une compensation s'établit fort bien par le mariage pour le cadet ou la cadette. Ceux-ci, en effet, épousent généralement l'héritier ou l'héritière d'une maison voisine. Ainsi se trouve comblée l'inégalité créée par la coutume et la nature des choses. Souvent aussi les cadets émigrent vers les pays étrangers ou entrent dans les ordres, trouvant ainsi à s'utiliser en dehors du domaine.

Les cohéritiers, pour ne point créer de difficultés sérieuses à leur frère aîné en réclamant tous ensemble leur part successorale, ne la demandent que successivement.

Parfois aussi l'héritier leur achète leurs droits successifs pour éviter des difficultés ultérieures. Les cohéritiers qui vieillissent dans la maison, ceux qui ont émigré ou sont entrés dans les ordres font l'abandon complet de leur part. Et ainsi dans ces régions où existent de vastes pâturages communaux qui permettent d'élever à bon compte une grande quantité de bétail, nous voyons encore fleurir une sorte de propriété collective qui est sans doute aussi ancienne que le peuple qui la pratique.

CHAPITRE II

HISTORIQUE DE LA COUTUME DE SALIES

L'ancien Béarn comprenait les arrondissements actuels de Pau, d'Oloron, et la plus grande partie de celui d'Orthez. Il eut successivement comme capitale Morlaàs, Orthez, Pau. Il était séparé de la Gascogne et du pays basque par une large bande de landes et de bruyères qui l'entourait comme d'une espèce de Marche ou frontière militaire. Aujourd'hui même, le souvenir de cette rigoureuse démarcation n'est pas tout à fait perdu.

Comme nous le verrons plus loin, Salies ne fit pas, à l'origine, partie du Béarn ; ce n'est qu'à une certaine époque qu'elle fut incorporée par cession à ce petit État.

Au début, l'histoire du Béarn et de la Gascogne se confondent. Les Romains, les Wisigoths, les Francs ravagèrent horriblement toute cette contrée. Les Sarrazins avant de livrer à Charles Martel la mémorable bataille de Poitiers, passèrent sur son territoire. Cependant les ennemis héréditaires des basques et des gascons furent les Francs, contre lesquels ils durent s'unir. Mais cette

haine vivace s'apaisa et les Francs s'allièrent avec eux. Gisèle, fille d'Amandus, le premier chef de la Confédération, se maria avec un frère de Dagobert. Le Béarn conserva toujours des princes de la race de Clovis. Là est l'origine de l'indépendance et de la suzeraineté de ce petit pays qui ne fut que transitoirement assujéti aux nations puissantes qui l'environnaient.

Le Béarn fut successivement divisé en 17 vics judiciaires remplacés au XIV^e siècle par 17 bailliages, au XVI^e par 19, puis 12 parsans. Les vics du Moyen-Age correspondent à peu près à nos modernes cantons, ils étaient chacun le siège d'un tribunal dont les juges élus s'appelaient jurats ayant justice civile et criminelle, des droits de police et d'administration dans la ville.

Salies se trouve dans l'énumération que donnent les fors de Béarn concernant les vics : « Art. 97, Salies et Cassabé et toute la bégueurie, un vic. »

Mais avant de faire partie du Béarn et de former une de ses divisions territoriales, Salies, comme nous le disions déjà plus haut, a appartenu à une vicomté voisine.

A présent que nous avons donné quelques notions historiques très générales concernant le Béarn, nous allons entrer dans l'histoire proprement dite de la coutume de Salies, qui se confond souvent avec celle de la ville elle-même. Nous allons d'abord voir l'origine de la ville et celle de la fontaine qui se perd dans la légende. Nous étudierons après, la façon dont la fontaine, source principale de sa richesse, était exploitée. L'administra-

tion de cette fontaine nous arrêtera un moment ; nous passerons en revue l'organisation de sa corporation et de ses jurats.

Notre attention se fixera ensuite sur les convoitises qu'a excitées la fontaine pendant le cours des siècles, les emprunts que lui firent les souverains, les abus de l'autorité administrative et les vols dont les propriétaires furent souvent victimes. Avant de terminer, il conviendra de parler de certains puits salés qui appartenaient aussi aux possesseurs de la fontaine, et qui, cependant, étaient assez éloignés d'elle. Enfin, nous ne pourrons achever cet historique sans consacrer quelques pages à la transformation qu'a subie le commerce de sel à Salies, et par là même les bénéfices des partprenants, par suite de la découverte des propriétés thérapeutiques de la fontaine, et de la création d'un établissement de bains. Une curieuse originalité de cette coutume locale nous fournira notre dernier paragraphe : nous voulons parler des mariages salisiens qui, même jusqu'à une époque très rapprochée de nous, ont constitué une des plus graves atteintes aux lois de la morale et de l'ordre public.

Origine de Salies.

L'origine de Salies est fort obscure. Cette jolie petite ville de 6.200 habitants, entourée de riantes collines et

de coteaux verdoyants, a-t-elle existé du temps où les Romains ont habité le pays voisin ?... Telle est la question que nous nous poserons d'abord pour ne point remonter trop haut. Et à vrai dire, cette question semble rester sans réponse, car on ne retrouve pas trace de l'existence des Romains dans cette partie de la contrée, comme dans beaucoup d'endroits de la vieille terre de Béarn où des vestiges d'habitation, de camps romains, des mosaïques parfaitement conservées ont résisté jusqu'à nos jours. Dans beaucoup d'endroits même, une habitation romaine a servi de fondement aux temples chrétiens qui ont été plus tard élevés sur son emplacement. C'est ce qui a eu lieu à Lescar, Bielle, et tout près de Salies, à Sordes. Mais à Salies, rien de semblable, rien seulement qu'une légende qui vient se greffer sur la dénomination de l'ancien château des seigneurs de l'endroit : la *Roume* ou *Rome*, où l'on fondait les chaudières de plomb pour fabriquer le sel. Cette sorte d'usine, qui constituait une banalité au Moyen-Age, puisque là seulement pouvaient se fabriquer les chaudières à sel, on prétend qu'elle aurait tiré son nom de ce qu'un Romain serait venu à Salies apprendre aux habitants à fabriquer le sel, et ceux-ci, en revanche, lui auraient concédé, ainsi qu'à ses descendants, le monopole de fabrication des chaudières. Mais tout cela est de la pure légende et aucun document sérieux ne vient étayer une pareille hypothèse, aussi, ne nous y arrêterons-nous pas.

On ne sait pas davantage si Salies a existé à l'époque de l'invasion des Arabes, et si ceux-ci y ont séjourné. Et cependant, près de Salies passe une route qui depuis a porté leur nom (via Sarrazena) pendant des siècles. Elle va de Sauveterre à Orthez en passant par Lanneplaa et le petit hameau des Antis, sur le territoire même de Salies.

D'Asfeld (1) a prétendu que Salies était déjà mentionné dans la Charte de Saint-Savin, octroyée par Charlemagne, dans le cartulaire de Sauvelade, et dans l'acte de concession du village de Cap-bis datant de la même époque. Mais ce ne sont que des affirmations qu'il est difficile de contrôler, puisque ces documents sont aujourd'hui perdus.

Les Chartes et Chroniques du IX^e siècle, qui parlent de l'invasion normande ravageant le pays, de 841 à 960, ne citent pas Salies parmi les villes détruites.

Le premier document que nous voyons apparaître, concernant l'origine de Salies, est l'acte de fondation de Saint-Pé-de-Génèrès, fait en l'an 1010, aujourd'hui Saint-Pé-de-Bigorre. Il nous prouve que Salies existait à peu près dès la fin du X^e siècle.

Centulle le Jeune, vicomte de Béarn, qui fut plus tard assassiné par les habitants de la vallée de la Soule, avait cédé à Guillaume Sance, comte de Gascogne, la ville de Saint-Pé-de-Génèrès sur la frontière du Béarn

(1) *Chronique de Béarn*, 1845, Paris.

et de la Bigorre. Guillaume Sance y fonda un monastère auquel, entre autres choses, il fit « un don exquis
« de ses armes de guerre, très artistement travaillées
« en or, avec son bouclier et sa lance et une maison
« dans Salies avec la poêle à faire du sel. Il fit la délivrance de toutes ces choses avec sa ceinture d'argent qu'il mit sur l'autel » (Marca) (1).

Comme on voit d'après ce document, il est certain que dès la fin du X^e siècle, plusieurs villages d'alentour et quelques maisons de Salies existaient et même exploitaient la fontaine.

Au XI^e siècle, Salies était placé dans la subdivision romaine du *pagus aquensis* (district de Dax). Elle faisait alors partie de la vicomté d'Acqs, et le vicomte y tenait un viguier. « Cette ville », nous dit le célèbre historien béarnais Marca, « a une source d'eau salée, dont se fait le sel blanc pour l'usage du pays et des
« circumvoisins ; cuisant l'eau dans des poiles de plomb,
« tout autre métal estant inutile pour cet effet. La source est découverte, de sorte que l'inondation d'un
« petit ruisseau et l'eau pluviale remplissent bien souvent son large puits ; mais les habitants puisent l'eau douce, la séparant de l'eau salée au moyen des œufs
« de poule qu'ils jettent dedans, qui s'enfoncent dans l'eau douce et surnagent dans la salée (2). »

(1) Cité dans *Salies et ses environs à travers les âges*, par S. Trébucq, 1898, p. 59.

(2) S. Trébucq, op. cité, p. 56.

Les ducs d'Aquitaine, seigneurs suzerains de tout le sud-ouest de la France, y possédaient un domaine considérable, probablement une portion de la ville. Centulle III, vicomte de Béarn, dont nous avons déjà parlé, voulut s'emparer de la ville vers 1060, mais il fut assassiné dans les environs par Salamace, vicomte de Soule. Centulle IV, son fils, en devint propriétaire et reçut Salies de Guillaume, duc d'Aquitaine. Désormais Salies fera partie du Béarn, et nous avons déjà vu qu'elle en constitua dans la suite un des vics.

Maintenant que nous avons élucidé la question de l'origine de la ville elle-même, voyons celle de sa fontaine salée, pour laquelle s'est constituée la coutume que nous voulons étudier.

Fontaine salée. — Son origine.

Une curieuse légende veut que la source ait été découverte à Salies par suite de la mort d'un sanglier qui, blessé à la chasse par un seigneur, avait été se vautrer dans un marais. Lorsqu'on le retrouva mort le lendemain, on s'aperçut que des cristaux de sel étaient pendus à ses soies. Mais citons plutôt le rapport du 10 prairial an VIII de M. Larouy-Soulénx, maire de Salies, au citoyen Guinebaud, préfet des Basses-Pyrénées :

« Suivant une ancienne tradition confirmée par un « monument dont les traces sont à peine effacées, un

« sanglier donna lieu à la découverte de la fontaine sa-
« lée, possédée par les descendants des propriétaires de
« la partie de la forêt dans laquelle elle fut trouvée. Ce
« sanglier, poursuivi, se réfugia dans un marais bour-
« eux, où il fut blessé par les chasseurs. Il s'élança sur
« le coup et alla mourir au loin ; on le suivit, et on le
« trouva couvert de cristaux de sel produits par l'évapo-
« ration de l'eau de ce borbier. C'est à cette découverte
« que la ville de Salies doit son origine.

« Les propriétaires de cette forêt formèrent, pour
« exploiter cette source, des établissements, dont le
« premier fut une maison qu'on voit encore à l'un des
« coins du bassin où elle dépose ses eaux. Son aspect
« et sa construction gothique attestent son antiquité ; au-
« dessus de la petite porte qui lui sert d'entrée, on dis-
« tingueait encore il y a peu d'années, sur une pierre
« marquée par l'empreinte des siècles, les pieds d'un
« sanglier avec cette inscription béarnaise : « *Si you*
« *nou y éri mourt, arrès ney bibéré* », c'est-à-dire :
« Si je n'y étais pas mort, personne n'y vivrait. » Outre
« que le fonds de cette anecdote est généralement con-
« nu, je l'ai recueillie d'un de nos concitoyens descen-
« dant de la famille qui forma ce premier établisse-
« ment et qui conserve à ce sujet un titre qui remonte
« au XIII^e siècle (1). »

Maintenant, voyons quel fut le seigneur de la lé-

(1) S. Trébucq, op. cit., page 46.

gende ? Cela nous permettra peut-être de tirer au clair la question de l'origine de la source salée, et ce sera plus tard d'un grand secours pour envisager la nature juridique du droit des habitants sur la source, pour savoir si on peut la considérer comme propriété privée ou communale. Nous verrons à ce sujet une grave controverse. Si l'on s'en rapporte à une première hypothèse, l'hypothèse populaire, le seigneur de la légende fut Gaston Phébus. Celui-ci, en effet, demeura longtemps le brillant châtelain du château de Moncade, à Orthez, et il a pu parfaitement se faire qu'un jour en chassant dans les bois qui couvraient alors le territoire de Salies, il ait tué le sanglier en question. Mais cette hypothèse n'a d'autre fondement que les récits populaires, et nous craignons que l'imagination des habitants de la contrée n'ait transformé Gaston Phébus en une sorte de héros d'épopée, faiseur de prouesses merveilleuses.

Plus historique et plus juridique est la seconde « hypothèse » (1) qui veut voir dans le seigneur d'Audaux (petite localité des environs de Salies), le héros de la légende. Elle est basée sur ce que, de temps immémorial, les seigneurs d'Audaux ont possédé à Salies un édifice appelé *Roume* ou *Rome* dans lequel on fabriquait les poêles et chaudières à faire le sel. Cette fabrication constituait à leur profit une sorte de mono-

(1) Soutenue par P. Courtiades, *Guide de Salies*, 1883.

pole, et chaque habitant leur payait tous les ans une redevance dont nous allons bientôt parler.

Cette Rome (dont la signification patoise est : enceinte de pierre), nous retrouvons dans les archives de la fontaine salée de nombreux documents où il en est question (1).

C'est d'abord un contrat de 1299, passé le jour de la fête de saint Nicolas, d'où il résulte que Pierre Lasserre de la paroisse de Saint-Vincent de Salies, tenait en fief de temps « immémorial » de la maison du seigneur d'Audaux, la Rome de Salies, et qu'il la vendit à Raymond Arnaud, seigneur d'Audaux, pour 6,000 sols morlaàs. Un acte de mise en possession du 17 juin 1363 prouve qu'il s'était élevé des discussions entre le seigneur d'Audaux et les habitants de Salies qui savaient faire des poëles pour cuire le sel. Ceux-ci refusaient d'aller à la *Rome* du seigneur d'Audaux qui prétendait de son côté les y contraindre. Il obtint gain de cause. Une lettre patente de Gaston, vicomte de Béarn, fit défense aux habitants de Salies d'aller à d'autre Rome qu'à celle du seigneur d'Audaux.

(1) Désormais tous les documents que nous citerons sans autre indication sont contenus à leur date dans les archives de la fontaine salée. Elles se composent du livre noir, recueil contenant les règlements les plus anciens et des registres des délibérations classés année par année et dans lesquels se trouvent à leur date exacte les divers faits, actes ou délibérations que nous citerons dans la suite. Le livre noir commence par un règlement de l'année 1525 dont nous parlons plus loin.

Sentence de la Cour majour du 20 février 1364 au sujet de la quantité de millet dû au seigneur d'Audaux pour faire fondre les poëles.

Lettres patentes de Mathieu, vicomte de Béarn, du 26 juillet 1394. Les habitants de Salies avaient fait des Romes au préjudice du seigneur d'Audaux. Les lettres renouvellent les défenses. On trouve, à des dates diverses, de nombreux actes identiques (1).

Un arrêt d'Archambaud, vicomte de Béarn du 6 novembre 1417, condamne les habitants de Salies, comme propriétaires de la fontaine salée, à payer certaines redevances au seigneur d'Audaux (2).

L'enquête de 1540 au sujet d'un procès entre la communauté de Salies et les procureurs généraux et domaniaux du prince de Béarn. D'après elle, on voit que les habitants avaient l'usage de faire leur sel dans des poëles de plomb, et seul, avait droit de faire ces poëles, le préposé du seigneur d'Audaux qui prenait *3 jacques pour faire une poële* et 3 liards pour en faire une neuve, outre le bois nécessaire que chacun portait, et *un quartal de millet* payé par chaque habitant.

En 1650, contrat de vente de la terre d'Audaux en faveur du président de Gassion qui prendra sur chaque

(1) Ces actes se trouvent aux archives de la fontaine salée à l'état de documents séparés et du reste sans aucune classification officielle.

(2) Cité dans la délibération du 5 décembre 1808. Rapport de M. Bergeras, avocat.

habitant un quartal de millet à raison d'un compte d'eau salée.

Conversion du fief de *millet padéré* dû à M. de Gassion en une somme de 1,500 livres prise sur la fontaine salée (Dénombrement de 1727) (1).

De ces divers documents il appert que la *Rome* de Salies avait appartenu de tout temps aux seigneurs d'Audaux, et nous voyons que Pierre Lasserre, qui la tenait des seigneurs d'Audaux, la revendit à ces mêmes seigneurs. Elle fut longtemps possédée par la famille de Saint-Genest, seigneurs d'Audaux, puis ceux-ci la transmirent aux de Gassion. Des de Gassion elle passa par succession au comte de Peyre, marié à une Gassion, puis à la famille de Talleyrand-Périgord.

Les seigneurs d'Audaux avaient, depuis une époque très reculée, la propriété de cette maison qui existe encore rue de la Roumette : ils l'avaient affermée avec une autre nommée Nollo aux habitants de Salies qui lui payaient chaque année, le jour de la Toussaint : *u quartau de beg mill* (un quartau de millet ou maïs), et avec cela une somme d'argent. Cette redevance constituait le *millet paderer* (maïs pour les poêles) qui, comme un document nous le montre, fut plus tard converti en une rente de 1,500 livres payée aux de Gassion.

Maintenant que nous connaissons les quelques docu-

(1) Tous ces documents, sauf l'arrêt d'Archambaud, sont du reste mentionnés dans le livre de M. S. Trébucq, déjà cité, pages 49 et 50.

ments qui se rattachent à notre hypothèse, nous allons examiner cette dernière. Nous avons déjà dit que c'était celle qui voulait trouver, dans un seigneur d'Audaux, le héros de la légende du sanglier, et nous allons voir qu'elle tendait à rattacher l'origine de la corporation des voisins de Salies à une concession féodale de ce seigneur à des serfs.

Et en effet, Audaux est une petite localité près de Navarrenx, assez éloignée de Salies, et séparée d'elle par une ceinture de collines. Comment ce seigneur si éloigné pouvait-il posséder un droit semblable dans Salies ?

D'un autre côté la nature de l'impôt ne frappant que les fabricants de sel semblait aussi indiquer son origine.

Cette circonstance que le seigneur d'Audaux ne possédait à Salies que la Rome, tout cela autant de raisons pour permettre d'en déduire que ce seigneur avait autrefois rendu un service aux exploitants de la source.

Du reste une tradition semblable se retrouve dans la fondation de plusieurs villes d'Allemagne qui ont eu une origine féodale.

Ne pourrait-on donc avancer avec quelque raison que la source salée aurait été découverte par un seigneur d'Audaux en chassant, et que les premiers habitants auraient été des serfs déplacés pour exploiter la fontaine et auxquels le seigneur aurait donné une certaine étendue de terrain pour construire leurs cabanes et la fontaine en commun à la charge d'une redevance. Dans cette hypo-

thèse, la corporation de Salies aurait eu pour origine une concession féodale du seigneur ; et certainement ce qui conduirait à admettre cette idée, ce sont aussi certaines traces de ce régime de communauté que pratiqua le Moyen-Age dans ses communautés agricoles, ou ses corporations, qui se retrouvent dans les règlements qui ont subsisté jusqu'à nos jours.

Mais il est une objection assez grave à ce système. C'est que le régime féodal pénétra fort peu dans « le Béarn » (1), car ce fut vraiment la terre par excellence du franc-alleu. La plupart des propriétés furent libres et il y eut fort peu de concessions des seigneurs féodaux.

Ne vaudrait-il pas mieux voir dans cette redevance une usurpation du seigneur comme le régime féodal en a souvent montré l'exemple ? N'est-ce pas plutôt un tribut prélevé sur les habitants, groupés autour de la source, par le seigneur du pays ? La propriété de la source aurait donc appartenu dès l'origine, aux habitants qui ne l'auraient pas reçue d'une concession féodale. Dès le début, ils en auraient été propriétaires. Le seigneur qui avait ainsi consommé cette usurpation, pouvait être aussi le vicomte d'Acqs, auquel Salies appartient d'abord, lequel avait sans doute cédé son droit au seigneur d'Audaux peut-être pour prix d'un service rendu. Telle est la théorie à laquelle nous nous

(1) Voir à ce sujet : *Mémoires à consulter et consultation sur le franc-alleu du Royaume de Navarre*, par Polverel, Paris, 1784.

arrêterons sur ce problème de l'origine de la propriété de la source.

Exploitation de la source.

Cette source salée découverte par un sanglier, voyons comment elle fut exploitée dès son origine. Nous retrouvons dans ses archives et dans les vieux règlements qui sont sa loi, qu'il s'y forma une association de *Beziis* ou voisins, et c'est elle que nous voyons encore de nos jours avec ses membres qu'on appelle du nom plus moderne de part-prenants. Du reste, ce voisinage n'est pas un phénomène propre à Salies. La *Biéla*, *Vésiau* ou *Bésiau* a existé dans beaucoup de communautés du sud-ouest de la France. Au XII^e siècle, elles sont nombreuses sur les terres du vicomte de Béarn. Les fors de Béarn (de *forum* coutume, *fueros* en Navarre espagnole) qui sont des recueils de coutumes en citent plusieurs : Saint-Savin, dont nous avons déjà parlé, en est un exemple célèbre.

« La Bésiau était la communauté, la réunion des habitants d'un lieu. Les Béziis, dont il est tant parlé au for, étaient les membres constituant la communauté ou Bésiau. Être voisin c'était posséder le *jus civitatis* ; on obtenait ce droit soit par la naissance, soit par la réception (1). »

(1) *Fors de Béarn*, traduits par Mazure et Hatoulet, *For de Morlaas*, Rubrique, I. III, p. 161, note.

« Dans un mémoire judiciaire de la ville de Pau, contestant à un habitant son droit de voisinage en 17....., on trouve de curieux détails sur le droit de voisinage. Quoique le mémoire soit de date récente, la législation devait être la même à cet égard qu'au temps du Moyen-Age. »

« Les communautés furent dans les premiers temps des associations particulières. D'abord sans propriété, plus tard elles firent des acquisitions aux dépens des membres qui les composaient. La corporation ou association une fois formée et les acquisitions faites, celles-ci et les droits y attachés ne pouvaient appartenir qu'à elle, et elle ne pouvait être forcée d'y admettre quiconque s'y présentait (1). »

« Aussi, ce droit de voisinage ne s'acquerrait qu'en payant une certaine contribution ou bien c'était une récompense accordée à des citoyens distingués qui avaient rendu quelques services éminents à la communauté. Les droits de réception du voisinage dans la ville de Pau s'élevaient à 500 livres pour les bourgeois et 50 pour les paysans. En 1774, les droits furent portés pour la bourgeoisie à 100 livres. Le for de Béarn, dans sa rubrique : *qualitaz de personnes* (art. 2 et 3), prescrit de se conformer à l'usage des lieux pour la réception des voisins. »

« Les anciens foristes du pays se sont beaucoup occu-

(1) *Dictionnaire béarnais*, par Lespyet et Raymond. V^o Bésii.

pés de questions de voisinage. Un arrêt du Parlement de Pau, 17 mars 1707, permet aux voisins de jouir du droit de voisinage dans une ville quoiqu'ils soient habitants d'une autre. Dans un autre arrêt du 17 mai 1734, on trouve qu'un nommé Pédarriers était en même temps voisin de Pau et de Gélôs. Dans les villes, le titre de voisin était un droit personnel attaché au sang et à la famille; il était inaliénable. (Arrêt du 20 février 1719.) Il se transmettait à l'héritier le plus proche en ligne directe et même collatérale. (Arrêt du 29 mars 1716.) L'étranger devenu voisin par son mariage avec l'héritière d'un voisin, conservait son titre quoiqu'il fut remarié. (Arrêt du 4 février 1664.) »

« Dans les villages le droit de voisinage était un droit réel inséparable de la maison, malgré la réserve expresse que le vendeur aurait pu en faire pour lui. (Arrêt du 23 janvier 1666) Il n'était transféré qu'avec le sol de la maison. (Arrêt du 19 fév. 1700.) Enfin le droit de voisinage pouvait être la récompense de services rendus au pays. Il était alors conféré par ordonnance rendue sur requête et suivie de réception, souvent cette réception était contestée. Un arrêt du 4 décembre 1706 débouta les jurats de Pau de leur opposition à la réception du sieur Guicharnaud nommé voisin par ordonnance de 1663 en récompense de services extraordinaires (1). »

(1) *Histoire du droit dans les Pyrénées*, par G. de Lagrèze, conseiller à la Cour impériale de Pau, année 1867, p. 56, et suiv.

Comme on le voit, la formation de la corporation des voisins ne fut point un phénomène propre à Salies. Peut-être même si l'on accepte l'hypothèse de M. Courtiades, ces serfs furent-ils des *ceysaux* ou des *questaux*. Les ceysaux étaient des serfs censitaires, francs, en ce sens qu'ils possédaient certaines franchises. Les questaux, étaient semblables aux colons romains. Ils pouvaient les uns et les autres avoir la qualité de voisins, s'assembler et délibérer sur leurs propres affaires (1).

Ces serfs propriétaires de la fontaine, pour l'exploiter, durent entreprendre certains travaux. Ce fut d'abord le creusement d'un bassin pour y puiser facilement l'eau. Mais il fallait aussi dessécher le marais qui l'entourait pour l'approcher, et y construire quelques habitations. Petit à petit les améliorations s'accrurent. Le fond du bassin fut recouvert de planches de chêne et des marches de pierres furent édifiées pour permettre aux exploitants d'aller remplir *leurs sameaux*. Malheureusement un petit ruisseau d'eau douce, le Saleys, avoisinait la source et ses fréquentes inondations mêlaient ses eaux à celles de la fontaine. Il fallait alors vider cette eau par le *Couledé*, déversoir en maçonnerie permettant de faire la *houn boune* ou *font bonne*. Marca nous a déjà parlé de l'expédient des œufs employé pour déterminer le degré de salure de l'eau.

(1) Op. cité, p. 44.

A quelle époque avait lieu l'exploitation de la fontaine ? D'abord, une fois par semaine ainsi que l'atteste un jugement du Conseil souverain de Béarn, 4 août 1574. Il est vrai qu'il y était permis de tirer l'eau une autre fois si c'était nécessaire, avec avis et consentement des gardes et députés. Puis le mardi et le samedi finirent par être consacrés ; un arrêt du Parlement de Pau, 18 février 1664, nous donne ces deux jours comme ceux de distribution de l'eau.

Ces jours-là, la cloche appelait les voisins qui venaient se ranger sur les degrés du bassin, tenant à la main leurs sameaux, espèce de seaux en bois ayant la forme d'un cône contenant à peu près 92 litres. On les transportait à l'aide de deux barres de bois passées aux anses de fer des côtés, et soutenues sur les épaules. Pour se livrer à ce travail, les Salisiens portaient un costume spécial : une sorte de chemise en toile serrée aux reins par une courroie de cuir, et aux cuisses par des bandelettes.

A l'heure dite, le corps de ville composé des jurats, députés, gardes-bourciers, descendait sur la place encore appelée *Bedat-Bayaà* (de *bédat* défenses, clôtures, *bayaà* peut-être baie, bassin), cette dernière étymologie semble un peu fantaisiste. Il se dirigeait vers le point où s'élevait le *Candelé*, barre de fer à laquelle était attachée la nuit une torche énorme pour éclairer le bassin, précaution utile contre les voleurs d'eau salée. Là le premier jurat s'avavançait, et élevait

la croix sur laquelle les voisins prêtaient serment de ne pas prendre plus que leur part. Alors les hommes se précipitaient dans le bassin pour remplir leurs sameaux et c'était une course folle pour aller les vider dans leurs maisons et revenir les remplir de nouveau.

« On transporte l'eau salée chez les particuliers dans des sameaux ou baquets de contenance de 52 pots ; l'agilité et la force des ouvriers employés pour vider le bassin méritent attention. Ils appuyent ces baquets soutenus par des bâtons sur leurs épaules ; ceux qui se trouvent plus près de la fontaine et dans les marches les plus basses se donnent leur charge et la font passer successivement à d'autres. Cette opération se fait avec tant d'adresse et de légèreté, qu'il ne se répand jamais aucune goutte de cette eau. » (Rapport du marquis d'Orbessan) (1).

Cependant à force de puiser, l'eau commençait à baisser. C'est alors que se produisaient des scènes d'une violence extraordinaire. Chacun cherchant à puiser le plus d'eau possible, malgré le serment prêté auparavant, c'était naturellement au plus fort que restait la victoire : les coups de poings pleuvaient, et les barres pour porter les sameaux se changeaient en armes redoutables. Aussi les règlements cherchèrent-ils à remédier à ce désordre. Ce spectacle du puisage de

(1) *Salies et ses environs à travers les âges*, 1898. Cf. Trébucq, p. 71.

l'eau était si curieux que les souverains de Béarn se le firent souvent donner lorsqu'ils passèrent à Salies. Ainsi Jeanne d'Albret y assista lors de son séjour dans cette ville, le 11 février 1568.

La fontaine et la façon même de l'exploiter nous donnent la raison d'être de la création d'une communauté dans cet endroit. Un village s'était peu à peu formé autour de la fontaine, qui faisait vivre ses habitants, et peu à peu des maisons s'élevèrent, entassées les unes sur les autres pour être le plus près possible de l'eau salée, afin de n'avoir que peu de chemin à faire pour la porter jusque dans la maison. Des règlements, il est vrai, permirent à ceux qui étaient trop éloignés de placer des tonneaux plus rapprochés de la fontaine, dans lesquels on versait le contenu des samedaux. On arriva même, pour économiser du temps, à pratiquer des conduits de pierre appelés *coulédés* à l'extérieur des maisons : ils communiquaient à l'intérieur avec un tonneau nommé *dulii*, du latin *dolium*, tonneau. Dans le vieux Salies actuel, aux rues si étroites et aux maisons si entassées, dont les divers étages autrefois appartenaient à plusieurs familles qui y vivaient dans une entière promiscuité avec les animaux de basse-cour, on retrouve encore de ces sortes de *coulédés* à l'extérieur des maisons ; ils servirent jusqu'en 1840.

Nous avons vu qu'avant le puisage de l'eau, les voisins prêtaient serment de ne pas prendre plus que leur

part, mais que ces serments n'étaient pour ainsi dire jamais tenus. Comme il arrive souvent dans les sociétés encore jeunes, la force prime le droit; à Salies, l'égalité primitive des premiers voisins avait promptement disparu. Les règlements eux-mêmes nous le disent : les femmes veuves, les orphelins, en général les faibles, étaient privés de leur eau salée. Dans les luttes qui avaient lieu lors du puisage, ils avaient toujours le dessous. C'est pour remédier à ce mal que nous voyons apparaître les premiers règlements qui aient été conservés relativement à la fontaine de Salies. Ils datent de 1525 et 1536, mais le premier est reproduit dans des termes absolument identiques par le second. Il y est interdit aux *tiradous*, ou hommes employés à tirer l'eau, de mettre plus d'un sameau par maison dans le bassin. Défense est faite de prendre des étrangers pour tirer de l'eau à la fontaine, sous peine d'une amende de 6 sols morlaàs. Désormais, le compte de *saüce*, ou compte d'eau salée, est fixé à 26 *sameaux* ou *treynés* par an, contenant chacun 46 pots, soit 2,392 litres.

Jusqu'alors les chefs de maison seuls, avaient droit au compte d'eau salée. Les cadets furent admis ensuite, voici dans quelles circonstances. En 1572, Jeanne d'Albret avait affiévé à Salies le bois de *Débaig* et de *Laudure* pour la somme de 7,128 livres.

Les villageois qui avaient contribué à l'acquisition et aux charges de la commune, revendiquèrent des droits, ainsi que les cadettes descendant des voisins, sur les

revenus de Salies, et particulièrement sur les revenus de la fontaine. C'est alors que fut élaboré le fameux règlement de 1587 dont nous donnerons le texte dans une autre partie de cet ouvrage. Dans le temple de Saint-Vincent, jurats, gardes, députés et les cinquantaines qui constituaient la corporation des voisins, ratifièrent ce règlement qui devint la loi des part-prenants et qui les régit encore de nos jours.

Ce règlement établit deux classes parmi les part-prenants. La première est celle des chefs de maison, héritier ou héritière. C'étaient les noms de tous ceux-ci, qui primitivement formaient le *livre des chefs*, où étaient inscrits ceux qui, seuls, avaient droit à l'eau salée.

La deuxième classe était formée par les locataires et cadets mariés, tenant ménage à part. Ils avaient droit à l'eau salée à condition d'être fils de voisin.

Une certaine inégalité qui s'est conservée jusqu'à nos jours, se constatait entre les hommes et les femmes. C'est ainsi que les cadettes n'avaient droit qu'à un demi-compte d'eau salée, alors que les cadets avaient un droit entier, et à leur mort leur droit s'éteignait. La veuve fille de voisin, avait un demi-droit pendant son veuvage bien que son mari ait possédé un droit entier.

Le fils aîné tant qu'il résidait avec son père n'avait droit à rien, mais dès qu'il formait un ménage distinct, le compte d'eau salée se divisait en deux : demi-droit pour chacun. A la mort de son auteur son droit reprenait toute sa force.

Les valets et servantes, et, en général, tous les gens de condition servile, étaient exclus du partage de l'eau. Ce dernier article du règlement semblait faire du droit de voisinage à Salies, une sorte de noblesse. Enfin, une condition de résidence et une obligation matrimoniale très rigoureuses étaient imposées à tous. Nul ne pouvait toucher le compte d'eau s'il n'était marié et s'il n'avait une maison ou feu allumé à Salies.

Telles sont, rapidement esquissées, les données fondamentales de ce règlement dont la force législative a subsisté jusqu'à nos jours, en dépit même de la réalisation de l'unité juridique en France par la révolution de 1789, et en dépit des efforts des gouvernements qui se sont succédés chez nous depuis cette époque.

Administration de la fontaine salée.

La ville de Salies, qui possédait une Cour majour et une maison commune surmontée d'une tour avec une cloche pour réunir le peuple le jour de l'extraction de l'eau salée, avait son administration municipale quelque peu confondue avec celle de sa fontaine. Et en effet, les jurats qui administraient la ville, administraient aussi la fontaine.

Ces magistrats que nous retrouvons dans les villes et communautés du Béarn, avaient une juridiction civile et criminelle. Au début ils n'avaient été que juges, mais

ils devinrent bientôt des administrateurs. Cette évolution s'est accomplie au commencement du XIII^e siècle. Petit à petit leurs attributions se développent, et ils arrivent à la fin du XIII^e siècle à être en même temps administrateurs et représentants des communes. Ils font alors les ordonnances de police, surveillent les rues et chemins, déterminent la redevance due annuellement au vicomte par chaque membre de la communauté. Ils ont des attributions administratives en matière de levée des gens de guerre et de logements des troupes. Enfin ils sont représentants des communes dans les cours plénières.

A Salies il y eut aussi des jurats royaux ayant pouvoirs de justice civile et criminelle ainsi que de police, avec le droit de tenir Cour dans le parc de la maison noble de Lassalle de Cas-sabé. Ils avaient comme marque distinctive le chaperon rouge et marchaient précédés de valets de ville portant hallebarde. Le peuple les élisait dans le temple de Saint-Vincent, et leurs fonctions duraient environ quatre ans.

Outre leurs pouvoirs judiciaires, ils avaient l'administration des biens de la communauté, le droit de prendre des arrêtés politiques. Ils avaient aussi des pouvoirs de police et le soin de veiller sur les mœurs. C'étaient eux qui répartissaient les impôts, veillaient aux approvisionnements de la ville, et taxaient les objets de consommation mis en vente au marché. Enfin, une de leurs plus importantes fonctions, était l'admi-

nistration de la fontaine salée. Comme on le voit, tout était confondu, fonctions judiciaires et administratives : celles de la communauté et de la corporation. Dans cette dernière, ils étaient assistés de notables et de gens de Conseil appelés à émettre leur avis dans les occasions importantes.

Outre ces administrateurs et à côté d'eux, étaient des gardes-bourciers chargés de la perception des impôts, sous leur responsabilité personnelle ; c'étaient eux qui en touchaient la quantité considérable dont la source salée était grevée. On les changeait tous les ans.

Quant à la corporation des voisins, elle-même était divisée en quatre cinquantaines qui portaient les noms de *Départ*, *Virelongue*, *Poey-Saint-Jean* et *Poumayou* ; elles avaient chacune un trésorier pour les dépenses imposées par les usages ou les règlements à la corporation.

Quatre administrateurs, un receveur, un syndic, et quatre auditeurs pour recevoir les comptes, furent adjoints aux jurats par arrêt du Conseil d'État du roi, du 12 décembre 1739. Ils furent d'abord élus par les part-prenants eux-mêmes, mais en 1743 à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du roi du 12 mai 1743, leur nomination fut donnée à l'intendant de la province, qui les prit sur une liste de notables, élus par les part-prenants.

Après la Révolution, l'administration de la fontaine fut réglementée par un arrêté des Consuls du 11 messidor de l'an X, confirmant un arrêté préfectoral du

4 floréal an IX. Il y avait toujours quatre administrateurs, un receveur et un syndic nommés par le préfet sur une liste élue par 40 notables (choisis par le maire, les adjoints, le commissaire de police) parmi les part-prenants.

En 1848, après que les part-prenants eurent obtenu la concession des sources salées par ordonnance du 29 juin 1843, nécessitée par la loi du 17 juin 1840 sur les sources salées, assimilant ces dernières aux mines, un arrêté du commissaire du gouvernement provisoire des Basses-Pyrénées (qui n'a pas reçu d'exécution), avait maintenu une administration à peu près semblable.

Une décision préfectorale du 9 juillet 1853, prononça la dissolution du Conseil d'administration. L'autorité municipale, qui géra alors la fontaine avec des administrateurs désignés par le maire ou le préfet, confondit les dépenses et revenus communaux avec ceux de la fontaine. Des réclamations nombreuses se produisirent, et le préfet dut soumettre au ministre des Travaux publics un nouveau projet de règlement. Ce projet, remanié après des études diverses, a abouti au décret du 18 décembre 1876.

Depuis lors, une élection à deux degrés a été substituée à la désignation par le préfet des membres du Conseil d'administration.

Les jurats que nous avons vus les premiers administrateurs de la fontaine salée étaient chargés de la distribution de l'eau, c'est-à-dire de convoquer le peu-

ple au puisage. Cette distribution que les règlements ordonnaient de faire deux jours par semaine, avait lieu beaucoup plus fréquemment au fur et à mesure des besoins.

Mais les part-prenants qui avaient droit de toucher le compte d'eau salée ne faisaient pas tous leur sel eux-mêmes. Souvent ils vendaient leur droit à des hommes du métier qu'on appelait des *façonneurs*. Et nous voyons dans le dénombrement des biens du marquis de Gassion que le seigneur à qui appartenait la *Roume*, « prélevait sur 42 *façonneurs*, une poignée de sel et « une *leigne* ou bûche, toutes les fois qu'ils faisaient « du sel et une conque de la même denrée tous les « 13 jours. C'est ce qu'on appelait le droit de *püing* et « et de *leing*. Le sel devait être pris de haut en bas et « les bûches parmi les moyennes (1). »

Souvent aussi les part-prenants vendaient leur compte d'eau salée à des étrangers, ou plutôt la jouissance du compte, car le droit était essentiellement personnel et soumis à certaines conditions pour son acquisition. Cette vente se faisait au moyen d'une *billette*, titre représentatif du droit de voisinage, avec laquelle on pouvait se faire payer chez le receveur le dividende produit par la vente du sel.

Du reste, les habitants de Salies avaient au Moyen-Age le monopole de la vente du sel en Béarn et Bigorre.

(1) Op. cité. Cf. Trébucq, p. 63.

Il faut croire que c'était une grande source de trafic puisque le chemin qui de Pau menait à Tarbes, par le Pontlong, portait alors le nom caractéristique de *Camisalié* (chemin du sel).

Convoitises excitées par la fontaine.

Cette fontaine qui semblait promettre aux habitants placés auprès d'elle pour l'exploiter une ère sans fin de richesse et de prospérité, trahit souvent les espérances qu'on avait placées en elle. Et le langage populaire la surnomma bientôt, à très juste titre, la *praoube muide*, la pauvre muette, celle qui subissait toutes les exactions sans pouvoir rien dire. Car au Moyen-Age, à cette époque où le seigneur cherchait à tirer un revenu de ses propriétés qu'il ne pouvait exploiter lui-même, elle fut souvent imposée d'une façon arbitraire au grand détriment de la justice et de l'équité. Les archives fourmillent d'histoires de ce genre et de nos jours même quelques-uns en ont tiré argument pour arriver à ravir cette propriété à ses véritables propriétaires.

Les souverains béarnais furent tout les premiers les exploiters de ce commode trésor. Le for de Morlaàs, chartre accordée par Gaston IV, dit le Croisé, à la ville de Morlaàs, défendait aux sujets de prêter à leurs seigneurs ou d'être leurs cautions ; mais souvent les vicomtes de Béarn eurent recours aux Salisiens pour

payer leurs nombreuses guerres avec l'Espagne et la France.

Un acte du commencement du XIV^e siècle montre les voisins traitant avec Gaston IX et lui promettant 100,000 sols morlaàs en échange du cens pesant sur les maisons de la ville et du droit de *Capsoò* perçu à chaque mutation de la propriété. Mais ils ne purent payer que 70,000 sols et firent une rente de 73 sols pour le reste. Si le sol morlaàs n'avait que la valeur du sol tournois, cela aurait fait plus de 500,000 francs, et si, comme dit Marca, sa valeur était triple, les Salisiens auraient dû payer 1,500,000 francs. Ils se libérèrent totalement le 1^{er} avril 1395, en payant 700 florins d'Aragon et en cédant le droit d'herbages sur toutes les terres de Salies. Mais ils stipulèrent alors que le souverain n'accorderait plus à aucun gentilhomme la permission d'acheter et de peupler en la *Bésiau* de Salies et dans ses appartenances, et que celles qui existaient de toute antiquité seraient seules maintenues. Preuve qu'encore ici on avait souvent enfreint les règlements, et que des droits sur la source avaient dû être accordés à des gens qui n'en avaient aucun, mais qui avaient peut-être rendu quelque service au souverain.

Un document de 1523, lettre patente d'Henri II de Navarre, montre aussi les impôts écrasants que supportait la petite ville de Salies. Les Espagnols, sous Philibert de Châlons, avaient envahi le Béarn, Sauveterre, Labastide-Villefranche, Salies furent ruinés complète-

ment. Le roi accorda aux Salisiens exemption de gabelle, péage et autres droits, « car leur ville qui pendant l'occupation de la Navarre entretenait une garnison de cent hommes préposés à la garde du château de Luxe (forêt de Mixe), détruit et saccagé, avait supporté à elle seule autant de charges extraordinaires que la quatrième ou cinquième partie des sujets de notre pays » (1).

Du reste, le souverain lui-même possédait à Salies certains puits salants. C'étaient les puits de la Trompe appelés : *le grand et le petit Cugt* ou *Cugt doï Rey*. Le sel qu'ils produisaient était de moins bonne qualité, aussi le roi avait-il le droit de vendre son sel le premier.

En 1663 Louis XIV voulut s'emparer de la fontaine ; il le fit par une lettre dans laquelle il disait qu'elle rentrait dans le domaine royal et qu'un fermier général en prendrait possession. Mais un arrêt du Conseil du 5 novembre 1664 l'obligea à restituer la fontaine à ses véritables propriétaires. En 1683, nouveau procès, le fermier Benaston demandait que la fontaine qu'il disait usurpée, fut restituée au domaine. Il fut terminé par un arrêt du Conseil du 13 novembre 1683, confirmé plus tard par un arrêt du Conseil du 28 juin 1689. Dans ce dernier, le roi ordonne l'exécution de l'arrêt qui avait déclaré « que la propriété et la jouissance de la fontaine salée appartenait aux habitants de Salies ». C'est alors

(1) S. Trébueq, op. cit., p. 66.

que les part-prenants, pour éviter de nouveaux procès, s'engagèrent à acheter les puits de la Trompe et la maison y attenante, moyennant une rente annuelle de 9,000 livres, élevée par la suite à 14,000 et à 18,000 livres. Ils furent déchargés des droits de *péage* et de *fontage*, consistant en deux comptes d'eau salée payés par semaine au roi. Ce fut une lourde charge pour les part-prenants qui perdirent à cette exploitation environ 3,000 livres par an.

Ces puits devinrent propriété nationale en 1793 malgré la vente qui avait déjà eu lieu. Ils furent vendus en 1810 par acte administratif du 20 août pour 135,000 francs à un nommé Laborde qui déclara command en faveur des part-prenants.

Pour se défendre contre toutes les convoitises excitées par la fontaine, les Salisiens ont dû souvent payer les puissants ou les parlements qui les protégeaient. Ainsi, au XVII^e siècle, un don de 30,000 livres est fait par les Salisiens au duc de Grammont, gouverneur de Béarn, pour la protection qu'il leur avait accordée contre les fermiers du domaine. Les archives abondent en faits de ce genre, et on conçoit alors fort bien qu'il ait pu se rencontrer des arrêts, des décisions contradictoires, à cette époque où l'arbitraire gouvernait souverainement la justice. On n'en pourra pas tirer argument pour dire par exemple que la fontaine salée n'était pas une propriété privée, question que nous examinerons plus à fond dans une autre partie de cet ouvrage.

Mais ce ne furent pas là les seules exactions dont souffrirent les voisins ; des abus se produisirent aussi venant de leurs propres administrateurs, de leurs jurats.

Souvent au lieu de suivre les règlements pour la nomination des administrateurs, les jurats les choisissaient eux-mêmes et, le plus fréquemment, parmi leurs parents. C'est ce qui explique que dans les archives de la fontaine salée nous retrouvions presque toujours les mêmes noms comme administrateurs de la fontaine.

Parfois aussi les jurats suspendaient le compte d'eau salée et le vendaient pour un certain nombre de jours à des particuliers. Cette vente nommée *exposition* et qui avait lieu au son de la trompette donnait toujours naissance à de graves agitations populaires. La foule envahissait la place en poussant des clameurs. Souvent même elle empêchait l'opération en culbutant gardes et jurats. Nous retrouvons dans les archives le récit de l'acharnement et de la hardiesse des femmes de *Poumayou* qui tinrent le corps de ville assiégé sur le candelé pendant un jour entier. Le lendemain, il est vrai, un arrêté leur interdisait l'entrée de la place sous peine de prison et de grosse amende.

Une autre fraude préjudiciable aux voisins, consistait aussi dans l'inscription au livre des chefs de personnes habitant en dehors de l'enceinte de la ville. Les arrêts du Conseil d'État du roi, dont nous donnerons plus loin le texte de 1739 et 1743, en font mention.

On employa aussi quelquefois les revenus de la fontaine pour solder les dépenses communales. On retrouve dans les archives de nombreuses pétitions des partprenants à ce sujet ; une des dernières, un acte extrajudiciaire du 3 mai 1873, somma le préfet des Basses-Pyrénées : « pour veiller à l'exécution des règlements « en vigueur, ne plus appliquer les revenus de la fontaine salée à couvrir les charges communales. » C'est alors qu'intervint le décret du 18 décembre 1876 dont nous avons déjà parlé.

Dans ce pays où les sources salées jaillissent un peu partout, des vols d'eau se commettaient souvent. Il arrivait qu'on creusât jusque dans les maisons des puits clandestins pendant la nuit. Les archives nous montrent même ces habitudes perpétuées jusqu'en 1818, puisque nous y retrouvons que des sources jaillissantes étaient devenues des lieux de prostitution pour les hommes et les femmes qui s'y rendaient le soir pour les exploiter en secret.

On essaya bien quelque peu de remédier à ces abus. La corporation établit des gardes ou *biscoôs* qui, en entrant en charge, prêtaient sur le *tegitur* et la croix le serment de n'épargner personne. On fit même un roulement entre jurats et députés pour établir un guet. Malgré cela, les abus se perpétuèrent.

Outre les nombreuses charges ordinaires supportées par la fontaine, on lui imposait aussi, souvent, des tailles extraordinaires. Aussi voyons-nous les Salisiens

la plupart du temps dans une grande misère. Au XVIII^e siècle, surtout, il y eut un arriéré formidable. Actuellement même, elle continue d'être considérablement imposée, puisqu'en 1860 elle payait un million aux contributions indirectes.

On le voit, la pression et l'exaction souveraine avaient eu ici beau jeu. Nous reparlerons de l'injustice de ces divers impôts et charges, lorsque nous analyserons la théorie qui veut voir dans la fontaine un bien communal en se basant sur cet argument que la fontaine a souvent payé des charges communes, et nous le réfuterons en montrant que ces charges communes lui furent sans aucun droit imposées par le pouvoir souverain.

Salines d'Oraàs.

La source de Salies n'existait pas seule et dans la région on découvrit depuis beaucoup d'autres gisements de sel. Nous allons dire un mot d'Oraàs, qui, après avoir été propriété particulière, devint celle de la corporation des voisins. L'acquisition de cette source a été faite par acte notarié du 12 juillet 1860, au nom de la corporation, par deux membres du conseil d'administration, l'un membre de droit, l'autre élu à cet effet par délibération du conseil approuvée par le maire. Mais la corporation des part-prenants de Salies eut de nombreux démêlés avec l'autorité administrative à ce sujet.

Et, en effet, les voisins, forcés par la loi de 1840 (qui rattachait les sources salées aux mines et qui les soumettait aux mêmes règlements), de demander une concession, l'obtinrent par l'ordonnance du 29 juin 1843. Seulement, les concessions minières ne sont accordées que pour un certain périmètre, et, en dehors de ce dernier, en nécessitent de nouvelles. La saline d'Oraàs se trouvait justement en dehors des limites accordées, il fallut alors obtenir une autre concession. C'est ici que le Conseil d'État refusa. D'après sa théorie, il voulait bien tolérer ce qui existait déjà : laisser la première concession avoir son plein et entier effet pour le périmètre admis, mais il ne voulait point d'extension de la concession. Il déclarait que la corporation des voisins était une fiction absolument en dehors du droit commun réglementé par le Code civil, que si cet ensemble continuait à subsister c'était par pure tolérance administrative, et par suite de l'impossibilité où l'on était de résoudre, sans léser de nombreux intérêts, la corporation elle-même.

La concession fut donc refusée à l'association, mais elle fut accordée aux deux part-prenants qui en firent l'achat au nom des membres.

Le 12 novembre 1890, une nouvelle demande fut faite pour la réunion des deux concessions, Salies et Oraàs, entre les mains des part-prenants. Cette fois encore, le Conseil d'État opposa une fin de non-recevoir basée sur les mêmes raisons. Nous verrons plus loin le

projet de transformation de leur association qu'élaborèrent alors les part-prenants et le peu de succès qu'eût cette tentative de mettre la corporation de Salies plus en harmonie avec le Code civil. En somme, actuellement, le *statu quo* a été maintenu, puisqu'elle reste toujours régie par les anciens règlements.

Découverte des propriétés thérapeutiques de la fontaine.

La fabrication du sel, qui, jusqu'à la Révolution, avait donné de gros revenus, baissa à partir de 1789, avec la déchéance du monopole accordé aux part-prenants pour la vente du sel en Béarn et Bigorre, et par suite de la découverte et de l'exploitation de nombreuses sources salées. Les propriétés thérapeutiques de la fontaine devaient relever bientôt la situation précaire des part-prenants. Et, en effet, cette source, unique en France pour le degré de salure de ses eaux, devait produire des cures merveilleuses qui amenèrent bientôt la création d'un établissement thermal. Ce fut en 1836 qu'il fut construit, mais un incendie le détruisit en 1888. Rebâti de nouveau, il redevint la proie des flammes en 1892, dans une de ses parties construite en bois. Il a été depuis achevé complètement en pierre et affermé pour la somme de 70,010 francs, puis pour celle de 75,000 francs par an.

Le droit actuel de chaque part-prenant s'est donc un

peu transformé. Ils touchent à présent un dividende qui représente la part de chacun pour l'année et qui est composé du prix de ferme de l'établissement, plus les revenus de la vente du sel, qui sont minimes. On prélève sur ces sommes certaines dépenses, telles que le traitement du receveur et des administrateurs, et même certaines subventions que les part-prenants donnent de leur plein gré à la commune ; ce sont les fonds restant qui, divisés entre tous les part-prenants, forment le bénéfice de chacun.

Ceux-ci sont au nombre de 1,400 environ, et le dividende qui leur revient varie de 30 francs à 60 francs. Il s'était élevé au XVIII^e siècle jusqu'à 60 ou 72 francs, et même, lors de la Révolution, à 300 livres.

Mariages salisiens.

Il est une coutume bizarre qu'ont pratiquée les Salisiens dans des temps très rapprochés de nous et qui touche à l'obligation matrimoniale qui était imposée à chaque voisin par le règlement de 1587.

Nous savons que pour avoir le droit de toucher le compte de *saüce*, le part-prenant devait être marié. Aussi voyons-nous dans les archives que les Salisiens se mariaient fort jeunes. Un mémoire de 1772 (1) nous

(1) Op. cité, Trébucq, p. 104.

dit : « Les jeunes gens commencent à se marier à
« 16 ans. A 25 ans, ils sont chargés d'enfants à nour-
« rir, avec le louage d'une chambre estimé de 30 à
« 35 livres. Ils travaillent comme des forçats, et le bé-
« néfice de leur travail, ajouté à celui de l'eau, n'est
« pas suffisant pour les faire vivre. Plusieurs ont des
« vieillards, des veuves, des orphelins à entretenir. »

Mais, au lieu de choisir des jeunes filles d'un âge en rapport avec le leur, les Salisiens épousaient de très vieilles femmes. Et, en effet, pour se marier à 16 ans, le jeune homme aurait dû choisir une femme de 12 ou 14 ans ; les familles hésitaient souvent à confier leurs filles à de si jeunes gens. Aussi prenaient-ils plutôt des nonagénaires, qui avaient chance de mourir plus vite et de laisser leurs maris libres d'épouser une autre femme à leur convenance. Pour arriver à les décider au mariage, on donnait à ces vieilles une dot variant entre 15 et 20 francs. Au reste, le règlement du 12 décembre 1739 décidait que tout part-prenant au service du roi n'avait pas besoin d'habiter Salies pour toucher son compte de *saüce*. C'était aussi là une raison qui poussait les part-prenants à se marier avant d'aller faire leur service militaire. Pendant tout leur temps, ils touchaient le revenu du sel, et, à leur retour, leur vieille épouse était morte et ils pouvaient alors prendre une fiancée selon leur goût.

Les scandales causés par ces unions disproportionnées durèrent même jusque sous Napoléon III. On ra-

conte dans cet ordre d'idées, des histoires qui semblent forgées par l'imagination la plus méridionale mais qui cependant sont bien arrivées. A Orion, près de Salies, un *dedzîn*, le douzième de la famille, allait partir au service, lorsque pour arrondir son pécule, il s'imagina de se marier avec une vieille de 78 ans à laquelle il promit une dot de 23 francs et une rente de deux sous de tabac par jour. Il eut le malheur de tirer un bon numéro, et comme il n'était pas au service du roi, et ne possédait pas une maison à lui dans Salies, il ne put prétendre au compte d'eau salée.

Un cadet de 20 ans épousa avant son service une vieille de 84 ans. Il partit, mais auparavant, se fiança à une jeune fille. De retour après son temps, il trouve sa femme vivant encore, et sa fiancée mariée. Il contracta alors un nouvel engagement et cette période écoulée il revint au pays pensant pouvoir épouser une femme de son âge, mais eut le malheur de retrouver toujours vivante sa légitime femme. Elle vécut, paraît-il, jusqu'à 104 ans.

Tous ces exemples sont encore dans la mémoire des habitants de Salies. Il paraît même qu'il se trouva un maire assez complaisant pour faire des mariages sans exiger les publications ordonnées par la loi, sur la simple présentation de l'acte de naissance des futurs.

Le règlement de 1587 avait cependant exigé dans son article 8, que les époux cohabitassent ensemble : « L'enfant n'a droit au compte que lorsqu'il est marié et tient

famille à part avec sa femme. » Un arrêt du Conseil du roi du 14 juin 1624 exigea que les parties prenantes résidassent à Salies et y eussent feu allumé. Cet arrêt est visé dans le règlement de 1743.

Il n'est pas rare de retrouver, dans les archives, des faits extraordinaires qui se rapportent à ces mariages bizarres. Nous les citerons en passant. C'est ainsi qu'on voit parfois des femmes se trouver pourvues de 2 ou 3 maris, des femmes ou des cadets mariés sans leur consentement, de nombreux mariages fictifs avec des femmes supposées, etc., etc...

Telle est l'histoire de cette coutume de Salies qui s'est conservée intacte jusqu'à nos jours, malgré les révolutions qui ont bouleversé et réformé le droit de l'ancienne France. Elle continue à rester en dehors du droit commun régissant la propriété immobilière dans notre pays malgré toutes les tentatives faites pour arriver à la rapprocher de la légalité. Elle a trouvé parfois des protecteurs, et Gambetta lui-même, lui facilita certaines transactions. A l'heure actuelle malheureusement elle est fortement battue en brèche par le Conseil d'État qui la regarde comme une fiction illégale. Nous discuterons plus loin cette tendance de l'autorité administrative, et verrons s'il y a intérêt à l'encourager.

CHAPITRE III

COMMENTAIRE DES RÈGLEMENTS QUI RÉGISSENT LA FONTAINE SALÉE

Le premier règlement qui forme la loi des voisins, qui organise leurs droits et les conditions d'aptitude à posséder ces droits ainsi que l'administration de la fontaine salée est du 11 novembre 1587. Il avait été précédé par deux règlements de 1525 et 1536 dont les dispositions ont été textuellement reproduites dans celui-ci et dont nous avons déjà vu les principales.

Il fut élaboré par la communauté tout entière assemblée dans le temple de Saint-Vincent avec les jurats, gardes et députés, à l'occasion des événements dont nous avons déjà parlé dans le chapitre sur l'histoire de la coutume de Salies. Cette assemblée eut lieu « pour leur remontrer (aux jurats, gardes et députés) certains articles sur la police et règlement de l'eau de la fontaine salée, pour éviter les désordres, abus et dépens qui se faisaient à cause de l'insatiable avarice qui les pousse à mettre en procès les habitants de la commune au sujet de ladite fontaine ». Il s'agissait d'un procès avec M. de

Salinis, intendant de Béarn, au moment de l'affièvement des bois de *Débaig* et de *Laudure* à la commune de Salies et dans lequel cadets et cadettes descendants des part-prenants revendiquaient leurs droits sur l'eau salée.

Les jurats et députés avaient dressé les articles de ce règlement sur les conseils de cinq jurisconsultes de Pau. La lecture en fut faite à haute voix au peuple qui les ratifia en jurant, et décida qu'ils seraient mis au *livre noir* après avoir été signés par les jurats, gardes et députés. C'est dans ce *livre noir* qu'ils existent encore de nos jours, bien que dans un assez mauvais état de conservation, à la date du 16 novembre 1587.

Dans le préambule qui précède les articles, il est dit que la fontaine appartient en commun aux habitants qui la possèdent « comme propre et particulière ». Anciennement on avait coutume de la vider en foule, d'où « grand désordre et confusion ». Mais les femmes veuves et les enfants orphelins plus faibles que les autres, ne pouvaient lutter avec les tireurs d'eau et étaient ainsi privés de ce bien commun. Aussi pour parer à ce désordre, un règlement avait été élaboré 14 ans auparavant. Mais par suite de l'avarice de certains grands personnages, des procès nombreux avaient lieu à ce sujet. C'est pour obvier désormais à ces inconvénients, que les articles qui vont suivre ce préambule ont été dressés.

Voici ce qu'ils contiennent : Les chefs de maison, héritiers ou héritières, auront les premiers le droit de

tirer le compte d'eau salée. Après eux viendront les locataires et cadets, sous la condition d'être fils de voisins et mariés. Pendant que le père vivra, l'héritier ou l'héritière n'aura pas droit au compte à moins cependant qu'ils ne puissent s'accorder ensemble, et ne soient obligés de se séparer. Dans ce cas ils auront droit, s'ils tiennent famille à part, à un demi-compte d'eau salée. La fille cadette, et c'est une différence très remarquable avec le cadet mâle, mariée à un étranger aura droit à demi-compte seulement; les cadettes veuves n'auront toujours droit pendant leur veuvage qu'à un demi-compte bien que par suite de la mort du mari elles soient devenues chefs de maisons. On voit apparaître ici la tendance du Moyen-Age à donner le pas aux hommes sur les femmes. Les héritiers, héritières et cadets doivent résider depuis six mois au moins dans la ville, y avoir une maison et y tenir famille, et payer les charges de la ville pour avoir droit au compte d'eau salée. Quant au part-prenant qui habite hors de la ville, son droit au compte n'existe plus qu'à l'état latent, il ne pourra jouir du compte d'eau salée, mais cependant son droit ne se prescrira jamais, il pourra revivre lorsqu'il reviendra résider à Salies. Une incapacité absolue relativement au droit de voisinage frappe les gens en état de servitude. Les héritiers ou héritières dont le père sera remarié ou veuf auront droit au compte. Une femme étrangère mariée à un voisin et qui devient veuve aura droit à un demi-compte

pendant la première année de son veuvage. C'est une raison de haute convenance qui a fait donner ce droit exceptionnel à la veuve qui régulièrement ne devait rien toucher.

Telles sont les dispositions contenues dans ce règlement écrit en vieil idiome béarnais et qui a eu pour fondement les règlements anciens et modernes de l'époque où il a été fait. Dans sa conclusion nous retrouvons encore l'affirmation que la ville de Salies est saisie de longue main de la possession immémoriale de la fontaine.

Voici le texte même de ce règlement tel qu'il est conservé aux archives de la fontaine salée.

RÈGLEMENT

de la fontaine d'eau salée de Salies du 11 novembre 1587 (1).

Au Nom de Dieu,

Le onze de novembre mil cinq cens quatre-vingt-sept, à la réquisition de Jean Dondats, Arnaud de Cournau, Gassiot de Haget, Arnaud de Hontaàs, gardes, et assemblée la commune dans le temple de saint Vincent, selon l'ancienne coutume, et assemblés les jurats, gardes, députés et communautés d'icelle, et après avoir invoqué le nom

(1) Voici le texte de ce règlement en idiome béarnais :

Au Nom de Diù,

Lou onze de novembre mil cinq cens oeytante-sept, à la requisition de Joan Dondats, Arnaud de Cournau, Gassiot de Haget, Arnaud de Hontaàs, goardes et assemblade la commune deffens lou temple de Saint-Vincens, seguin l'ancienne coustume, et assemblats lous jurats, goardes, députats et communantat dequere, et après aber invocat lou

de Dieu, demandé auxdits Dondats, de Haget et de Cour-nau, gardes, s'ils avaient assigné, tant en leur nom qu'en celui de Arnaud de Hontaàs, malade, aussi garde de ladite commune, pour entendre la volonté qu'ils avaient de leur remontrer certains articles sur la police et règlement de l'eau de la fontaine salée pour éviter les désordres, abus et dépens qui se faisaient à cause de l'insatiable avarice qui les pousse à mettre en procès les habitants de la commune au sujet de ladite fontaine : sur quoi lesdits gardes ont juré avoir bien et dûment assigné tous les habitants suivant ladite coutume ancienne ; et après les jurats et députés ayant entendu le rapport, ils ont prié M^e Bertrand de Sainte-Gracie, avocat au conseil et avocat de la présente ville, de vouloir bien remontrer au peuple les articles dressés par lesdits jurats et députés, et demander conseil, en la ville de Pau, à M. de Boyrie, Lacoste et Soberio et Sainte-Gracie et de Lalanne, si ladite commune les trouve bons comme le susdit de Boyrie et consorts, et a aussi ledit de Sainte-Gracie accepté cette charge et fait

nom de Diu, demandat auxdits Dondats, de Haget et de Cour-nau, goardes s'y leur abez assignat tant à leur nom ; que d'Arnaud de Hontaàs malau, s'y bien goarde de lad. commune per entendre la volonté que leur aben de leur remontrar certains articles, sur la police, et reglamant de l'aigue de la font salade, per esvitar lous desourdis, abus et despens qui se fen causaz la insatiable avarici qui lous pousse de mettre en procès lous habitants dequere sur ladite font ; sur que lousdits gardes jurant aber bien et degument assignats tous lousdits habitans, seguin ladite coustume ancienne, et après lous jurats et deputats aben entendu tal rapport, pregan à M^e Bertrand de Sainte-Gracie, avocat au conseil et avocat de la présente ville, vouler remontrar au poble lous articles dressats par lousdits jurats et deputats, et per leur demandar conseil en la ville de Pau dequeits, à M. de Boirie, Lacoste et Soberio et Sainte-Gracie, et de Lalanne s'y acquets troveraz bous ladite commune, cum lous susdits de Boirie et consorts, et abez aussi lodit de Sainte-Gracie, acceptat la charge,

lecture desdits articles à haute et intelligible voix, et le peuple les ayant bien entendus, ils les ont avoués, loués et ratifiés tous généralement, et à cet effet levé la main en haut, ils ont juré et les ont approuvés tous en commun sans aucune contradiction de personne, et donnant charge auxdits jurats et députés de les faire entretenir de point en point tout ainsi qu'ils sont écrits et couchés, puisque telle est leur volonté, et qu'ils les approuvent ainsi, et s'étant séparées les cinquantaines en quatre parties, il a été arrêté que lesdits articles seraient mis au livre noir, pour être ensuite signés desdits gardes, jurats et députés qui sauront signer, et pour iceux servir pour le présent et pour l'avenir, en tout temps et à jamais comme bons et raisonnables et équitables à ladite communauté, comme étant par eux avoués et approuvés, et à l'égard des articles qui ont été délivrés aux cinquantaines, ils ont été remis entre les mains du contrôleur pour les mettre au coffre de la ville, ce qui fut fait, et ceux qui ont su écrire ont signé.

fée lecture dequets à haute et intelligible bouts, et aben bien entendut lou poble acquets, acquets abouan, laudan, et rattifian tous généralement et à talle fins elevan la man haut; en ainsi acq juran et acquets abouan tous en commun chens augune contradiction de personne et donnant charge auxdits jurats et deputats far entretenir acquets de punt en punt, tout ainsi que son escruits et couchats, cum tal sie lour vouler; et ainsi lous approben, et estan separades las cinquoantenen en quotate parts esté restat que lousdits articles seraz mettuts au libre negre, quo present libre de rest per après estar signats deudits goardes, jurats et deputats qui se saberan signar, per acquets servir per lou present, et per l'advenir per tout temps et à jamès cum estan bous et raisonnables et equitables à ladite communantat, com esten per lour aboats et approvats et per lou regard deus articles qui esten deliurats à las cinquoantenen acquets son estats remetuts entre mas deu controle per lous metter au coffro de la ville so que fou feit, et se sont signats lous qui an scabut escribe.

ENREGISTREMENT

du règlement de la fontaine d'eau salée de Salies
du 11 novembre 1587 (1).

Au nom de Dieu.

Le seize de novembre 1587 par nous Jurats, savoir est Peyrouton de Bordenave, Arnaud Guilhem de Sainte Gracie, Jean Salles, Arnaud de Forbet, Pierrot de Barranque, Jeannou de Haget, Guirauton de Coustallé, Arnaud de Naba, Arnaud-Guilhem de Capdeville, Ramonnet de Louslatot, et autres députés ; Gassiot de Haget, Arnaud de Courneau, a été mis et fait le présent arrêté par commandement de la commune dûment assemblée dans le temple de Saint-Vincens, le onze du présent mois, pour observer les articles qui seront mis dans le présent livre, et ladite commune a donné telle charge, pour iceux faire garder pour le présent et à l'avenir, telle étant la volonté de ladite commune, et parce qu'il leur plait ainsi ; qu'ils soient gar-

(1) Voici le texte de cette pièce en idiome béarnais :

Au nom de Diù,

Lou sedze de novembre 1587 per nous Jurats, sçaver es Peirouton de Bordenave, Arnaud-Guilhem de Sainte-Gracio, Jean de Salles, Arnaud de Forbeit, Pierrot de Barranque, Joannou de Haget, Guirauton de Coustaler, Arnaud de Naba, Arnaud Guilhem de Capdeville, Ramonet de Lostalot, et autres députats, Gassiot de Haget, Arnaud de Courneau, este mettut et feit lou present rest per commandement de la commune degudement assemblade en le temple de Saint-Vincens, lou onze deu present mes, per observar lous articles qui seran mettuts en lou present libe, et ladite commune à baillade telle charge per far goarder acqueits per ares et à l'avenir cum tal sie lou vouler de ladite commune, et ainsi lous plats, sien goardats et entreteinguts et à talles fins enregistrats et mettuts en lou present libe qui son com de jus senseq.

Prumerament au nom de Diù,

D'autant la ville de Salies enter autres bées que Diù lous aye de-

dés et entretenus, et, à cette fin, enregistrés et mis dans le présent livre comme il suit :

Premièrement au nom de Dieu.

D'autant que la ville de Salies, entr'autres bien que Dieu leur a départis en commun pour d'iceux en disposer comme un particulier peut faire de sa propre chose, ladite ville, possède comme propre et particulière à soi la fontaine salée qui est dans ladite ville, laquelle était accoutumée d'être vidée anciennement en foule, d'où résultait un très grand désordre et confusion, et la plus grande partie du peuple, entr'autres les femmes veuves, enfants orphelins, demeuraient privés du susdit bien commun, faute d'avoir les moyens de pouvoir tirer de l'eau avec les autres qui avaient force, pouvoir et faculté d'y envoyer ou bien d'y aller en personne, et auparavant voulant pourvoir à tel désordre, les manans et habitants de lad. ville auraient fait entr'eux depuis 14 ans un règlement touchant la distribution de l'eau salée, suivant lequel ils se sont gouvernés jusqu'à présent et l'ont tous gardé inviolablement, jus-

partit en commun per daequets en dispausar cum un particulier en far poeyré de sa cause propy, ladite ville abez propy, et particular à lour, la font sallière qui es en ladite ville, laquelle anciennement se accoustumabe tirer à la foule, ont y abé un très grand désourdy et confusion, et la plus part den poble, enter autres las femmes veudes, enfants orphelins demouraben pribats deu bien susd. commun, à faute daber moyen de poudet tirer de ladite aigue, ab lous autres qui aben force, poudet et facultat dey meter ou bien dey anar en personnes, aben boulut provedir à tal desourdy lous manans et habitans de ladite ville despuix quatorze ans en sa, auren feint entrer lour augun reglement toucant la distribution de ladite aigue. Seguin louquoal se sont governats entro l'hore presente, auren lous touts, goardats inviolablement, tant entro auguns personnages poussats d'une insatiable avaricy, sollicitats per auguns, mal affectionnats au bien de ladite ville, et repaus de quere auren intentat plusieurs procès, et per so que no y a cause plus precieuse et digne de louange que de biber

qu'à ce qu'aucuns personnages, poussés d'une insatiable avarice, sollicités par des gens malintentionnés pour le bien de ladite ville et repos d'icelle, ont intenté plusieurs procès, et comme il n'y a point de chose plus précieuse et digne de louanges que de vivre en bonne concorde, laquelle tout homme de bien craignant Dieu, doit désirer et embrasser par toutes sortes de moyens, pour couper la racine et obvier à tels inconveniens : voulant et désirant, les manans et habitants de ladite ville, amis du bien et avancement d'icelle, aller au devant de tous autres différens, procès et questions qui pourraient s'élever à l'avenir, et au tout désirant mettre bon ordre ; après nous avoir proposé l'ordre ancien qui était gardé entr'eux, et le nouveau par eux fait et observé depuis quatorze ans, les jurats de ladite ville nous ont prié, nous soussignés, de leur donner avis, conseil et règle pour pouvoir tous se régir et gouverner ci après en bon ordre et en bonne concorde, nous avons dressé les articles suivans, lesquels nous semblent équitables et raisonnables.

en boune concorde, laquoale tout homy de bien eregneu Diù den desirar, et per tous moyens embrassar per coupar broche et obviar à tals inconveniens : veulent et desirans lous manans et habitans de ladite ville amateurs deu profiteit et avancement de quere anar au devant de tous autres differens procès, questions qui pouderen esta per ci-après, et au tout desirans mette bon ordre après nous aber agut proposant l'ourdy ancien, qui ere enter lour goardat et lou noubeigt despuix 14 ans en ça fait, per lour observats, nous aben à nous jus signats requerits lous Jurats de ladite ville lous en baillar avis. conseil et regle per se poudet regir, et gouvernar lous tous per ci-après en bon ordre et en boune concorde ; aben dressat lous articles segnins, lousquoals nous semblen estar esquitables et resonnables.

1^o Prumerament que tout cap de mayson tienent famille, hereter. maridat ou maridar, amainadat ou chens maynadyes, encouere fousse desabiengut deu maridadge et damourasse soulet ou soulette, tire lou conde de saüce cum cap de maison, et famille tiennen, goar-

1^o Premièrement que tout chef de maison, tenant famille, héritier marié, ou à marier, ayant enfans ou n'en ayant point, encore qu'il fût désavenu du mariage et qu'il demeurât seul ou seule, tirera le compte d'eau salée comme chef de maison, famille tenant, en observant l'ordre ancien, savoir est, que les chefs de maison tirent les premiers.

2^o Item, tous locataires et cadets mariés tenant famille à part, tirent le compte d'eau salée après les chefs de maison, en second rang, s'ils sont fils de voisin et non autrement.

3^o Item, que le fils du chef de maison, héritier futur, encore qu'il se sépare de la compagnie de ses père et mère, qu'il soit marié, ou tienne famille à part, ne tirera ni ne tire le compte d'eau salée, encore qu'il prenne fille de voisin pour femme, ni ne tirera aucunement sous prétexte de voisinage, durant la vie de son père; et, en cas que le dit père, fils et fille, héritier ou héritière, ne pussent s'accorder et se séparassent, dans ce cas le dit compte d'eau

dat l'ourdi ancien, saverles, que los caps de maison tiren lous prumés.

2^o Item, tous locataris, et sterles maridats tenens familles à part tiren conde de saüce, après lousd. caps de maisons en second reng, si son fils de vesins et non autrement.

3^o Item, que lou filh de cap de maison hereter futur encoere se separi de la compagnie de son pay et may, sie maridat ou tiengue famille à part, non tirera ni tire lou conde de saüce, encoere espousi fille de vesin per mouiller, non tirera aucunement sus pretexte deu besiatge durant la vitte de son pay, et en cas que loudit pay, filh et fille, hereter ou heretere non se poudessen accordar, et se separassen, en tel cas loudit conde de saüce lous sera partadgat per mieyes, ainsi que ci-devantes estat arrestat.

4^o Item, la fille de vesin maridade ab estranger, seguin la constume qui es, tirera miey conde.

5^o Item, las hemmes veudes, demourades soulettes portant lou veudadge, chens exception, ayen miey conde de saüce, nonobstant so

salée leur sera partagé par moitié, ainsi qu'il a été ci-devant arrêté.

4^o Item, la fille de voisin mariée avec un étranger tirera suivant la coutume un demi compte d'eau salée.

5^o Item, les femmes veuves, demeurées seules, auront pendant leur veuvage, sans exception, un demi-compte d'eau salée, nonobstant ce qui aurait pu se passer jusqu'à présent, par tolérance ou autrement.

6^o Item, aucun personnage du village de ladite ville, soit héritier ou cadet, s'il vient demeurer en ladite ville, sinon qu'il ait maison et y habite et y tienne famille, ne jouira dudit compte d'eau salée jusqu'à ce qu'il aura fait sa demeure et résidence en lad. ville, et supporté les charges de lad. ville, tout ainsi qu'il est d'usage et coutume de payer les sus-dites charges, pendant l'espace de six mois au préalable.

7^o Item, que les hommes, femmes, valets et servantes, ne pourront tirer aucune portion de ladite eau salée, quoi-

qui poudere estar passat par tollerance, ou autrement entro l'hore presente.

6^o Item, augun personnadge deu villadge de ladite ville, sie hereter ou sterle, sen venen demourar à ladite ville, sinon que y aye maison, et y habite, y tiengue familly non jouira deudit conde de saïce, tant entro aura feit sa demoure et résidence en lad. ville, et portat las charges de lad. ville, tout ainsi que de usat et accoustumat de pagard charges susd. per l'espace de sieys mes au préalable.

7^o Item, que lous hommes, femmes, bailets et serventes non pouderan tirer aucune portion de lad. aigue, bien que per tollérance ou per susprese en agoussen pres demouran empero en estat de servitude susdit et seguin la forme précédente.

8^o Item, que augun enfant aben son pay en vitte et fousse filh d'heretere, non en tirera tant entro sera maridat, et tiengue familly à part ab sa mouiller, mes son pay esten maridat en secondes nopces ou non maridat, et tant entro tirera.

9^o Item, que femme estrangere qui sera estade maridade ab vesin

qu'ils en aient pris par tolérance ou par surprise, tant qu'ils demeureront dans l'état de servitude susdite et suivant la forme précédente.

8° Item, qu'aucun enfant ayant son père en vie, et quoi qu'il soit fils d'héritière ne tirera le compte d'eau salée jusqu'à ce qu'il soit marié et tienne famille à part avec sa femme: mais son père étant marié en secondes noces ou non marié tirera le compte d'eau salée.

9° Item, que la femme étrangère qui aura été mariée avec un voisin, s'il desavient de tel mariage sans enfans, ne jouira d'aucune part de ladite fontaine depuis le dernier jour de l'an de son veuvage, et en gardant icelui, elle jouira du demi compte d'eau salée, seulement pendant ledit an.

Les articles susdits comme étant accompagnés d'équité et de raison, ont pris leur fondement dans l'ancienne coutume, réglemens anciens et modernes, du droit de laquelle fontaine ladite ville est saisie de longue main, outre la possession immémoriale, et qui plus est les arrêts et sentences que ladite ville a obtenus depuis longtemps, par lesquels ladite ville, nonobstant toutes oppositions, contradictions et insistances qui pourraient être faites, a plein pouvoir de se régler sans aucune difficulté, et par ainsi les

et desavienne de tal maridadge chens enfans, non jouira d'aucune part de ladite font despuix sera passat lou jour d'arrer de l'an de leur veudadge, en portan aqueigt jouira de miey conde de saïce seulement pendant loudit an.

Lous articles susdits cum estans accompagnats d'equittat et raison, aben pres leur fondement sus louquoal son fondats de l'ancienne coutume, reiglements anciens et modernes, lou dret deuquel lad. ville en saïside de longue man, outre la poucession immemoriale, et qui plus es, touts arrêts et sentencis que lad. ville, en a long temps y a obtenguts, per lousquoals ladite ville nonobstant toutes oppositions, contradictions, incistances que pouderen estar feltes ladite ville a plain pou-

articles par nous dressés nous semblent devoir être très utiles et profitables pour le bien, repos et concorde des manans et habitants de ladite ville. Pau, le 4 novembre 1587.

Lesquels articles, étant approuvés par toute la communauté, ont été par nous, jurats et députés, signés, comme étant trouvés par nous raisonnables, équitables et fondés sur raison. Ainsi signé: de Lavigne, jurat; de Salles, jurat; Gassiot de Salles, jurat; Arnaud de Sainte-Gracie, jurat; Peyrot de Bordenave, jurat, de Salles, député; de Forbet, député; de Coustalé, député; Arnaud de Bordeu, Arnaud-Guilhem de Capdeville, député; de Lansalot, député.

Collationné sur l'original par moi, secrétaire de la ville de Salies, soussigné à la réquisition de noble Jean de Vic, procureur du roi et syndic de ladite ville et communauté, qui a retiré le présent et signé avec moi, et l'original remis dans les archives. A Salies, le quinzième janvier mil six cens quatre vingt dix sept. Signé, de Vic. Tachies, secrétaire.

Tant que le règlement de 1587 resta seul en vigueur, les jurats furent exclusivement chargés de veiller à son

der de se reglen chens aucune difficultat, et per ainsi lous articles per nous dressats, nous semblen seran très utiles et profitables per lou bey, repaux et concorde deus manans et habitans de ladite ville. A Pau, lou quoaatte de novembre mille cinq cens oeytante sept.

Lous quoals articles cum estan approubats per toute la comunautat son estats per nous jurats et deputats signats cum estens trouvat per nous raisonnables, équitables, et fondats sur raison, ainsi signats; de Lavigne, jurat; de Salles, jurat; Gassiot de Salles, jurat; Arnaud de Gracie, jurat; Peyrot de Bordenave, jurat; de Salles, deputat; de Forbet, deputat; de Costaller, deputat; Arnaud de Bordeu, Arnaud-Guilhem de Capdeville, deputat; de Lansalot, deputat.

exécution. Plus tard, une modification fut faite à cette administration. Il fut adjoint aux jurats quatre administrateurs, un receveur et un syndic élus chaque année par une assemblée des part-prenants et pris parmi eux. Elle résulta de l'arrêt du Conseil d'État du roi du 12 décembre 1739. La raison en fut que, probablement, les jurats n'avaient peut-être pas administré très équitablement et avaient souvent violé les règlements antérieurs.

Dans l'arrêt du Conseil, à son début, nous lisons qu'il a été fait à l'occasion des procès entre les jurats et les part-prenants. Sa Majesté s'est fait représenter le règlement de 1587, qui contient neuf articles des arrêts du Parlement de Navarre, et elle a reconnu d'après ces articles « que ladite fontaine salée n'est pas un bien appartenant à ladite communauté, mais seulement à un certain nombre de familles domiciliées dans la ville ». Nous trouvons donc ici une déclaration catégorique que la fontaine n'est pas considérée comme un bien communal, mais bien comme une propriété particulière. Et, ce qui donne encore plus de poids à cette déclaration, c'est qu'elle est faite pour terminer les procès entre jurats et part-prenants, entre l'administration de la commune et les particuliers.

Voici en résumé ce que contient l'arrêt du 12 décembre 1739 :

Le règlement de 1587 continuera à être exécuté, les jurats seront toujours administrateurs. Le 2 janvier de

chaque année, une assemblée de part-prenants élira quatre administrateurs-contrôleurs, un receveur et un syndic. — Quatre auditeurs, chargés de recevoir les comptes de l'année précédente, seront aussi élus dans cette assemblée. — On ne pourra nommer administrateurs-contrôleurs, auditeurs ou syndics, que des part-prenants demeurant dans l'enceinte de la ville. — Cette disposition prouve que les jurats n'avaient pas dû observer rigoureusement l'arrêt sur ce point. — Sur le revenu de la fontaine, les administrateurs prélèveront toutes les redevances dues par la corporation des part-prenants. Les charges locales seront aussi, dit l'arrêt, article VI, payées sur le revenu de la fontaine. Mais il s'agit certainement ici, des charges accordées par les part-prenants à la commune à titre de subvention seulement, car dans les articles suivants il est expressément ordonné de séparer les deux budgets de la commune et de la fontaine. Il y aurait contradiction flagrante à dire d'abord : que la fontaine payerait toutes les charges locales, et ensuite : qu'il est défendu de « confondre les revenus de la fontaine avec les revenus communs de Salies » et que « les dits revenus communs seront employés au profit de la communauté sans pouvoir être divertis par les jurats et gardes-bourciers à d'autres usages ». — Défense est faite de confondre les revenus communs de Salies avec ceux de la fontaine. — Les comptes de la commune seront rendus séparément de ceux de la fontaine. Il y a donc ici un départ bien tranché entre

les deux. C'est une affirmation nouvelle que cette dernière est considérée comme propriété particulière.

ARRÊT

Du Conseil d'État du roi portant règlement pour l'administration de la fontaine d'eau salée de Salies.

Extrait des registres du Conseil d'État du 12 décembre 1739.

Le roi étant informé qu'il s'est ému plusieurs contestations entre les jurats de la ville de Salies en Béarn, et les part-prenans à la fontaine salée de ladite ville, concernant l'administration de ladite fontaine, lesquelles auraient donné lieu à différens arrêts du parlement de Navarre, et à l'arrêt du conseil du 24 mars 1738, qui évoque au parlement de Bordeaux une délibération des part-prenans, du 26 juillet 1736, ce qui jette cette communauté dans des procédures et dans des frais qui, dans la suite, causeraient la ruine des habitans dont la division a fait naître encore en dernier lieu de nouvelles contestations qui forment plusieurs instances criminelles jointes aux civiles, et Sa Majesté désirant mettre le repos et la tranquillité dans ladite ville, elle s'est fait représenter le règlement du 11 novembre 1587, qui contient neuf articles des arrêts du parlement de Navarre des 14 décembre 1627, 6 mai 1662 et 21 février 1674, et l'arrêt du conseil du 19 août 1719, à la vue desquels étant pleinement instruite que ladite fontaine d'eau salée n'est pas un bien appartenant à ladite communauté, mais seulement à un certain nombre de familles domiciliées dans ladite ville, elle a jugé à propos de faire un règlement qui, en déterminant la nature de ce bien et en assurant l'administration, puisse prévenir à l'avenir toutes contestations, et mettre en état de déterminer celles qui se sont levées à cette occasion ; sur quoi, vu l'avis du sieur de Saint-Contest, intendant et commissaire départi en Na-

varre, Béarn, et généralité d'Auch, où le rapport, tout considéré, Sa Majesté, étant en son conseil a ordonné ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le règlement du onze novembre mil cinq cent quatre-vingt sept sera exécuté selon sa forme et teneur, en conséquence les jurats de Salies seront administrateurs de l'eau salée de ladite ville.

ART. II.

Il sera tenu chaque année, le deuxième janvier, une assemblée des part-prenans dans laquelle seront élus quatre administrateurs-contrôleurs, un receveur et un syndic pour administrer, conjointement avec lesdits jurats, les revenus de la fontaine.

ART. III.

Il sera pareillement choisi dans la même assemblée des part-prenans, le même jour deuxième janvier, quatre auditeurs pour recevoir les comptes de l'année précédente.

ART. IV.

Les administrateurs, contrôleurs, auditeurs et syndics, ne pourront être pris que du nombre desdits part-prenans et non de ceux qui ne demeurent point dans l'enceinte de la ville et qui en sont exclus par les réglemens.

ART. V.

Les administrateurs de la fontaine prendront sur le revenu d'icelle et paieront exactement, aux termes prescrits, les fiefs et rentes dûes par le corps des part-prenans et notamment les neuf mille livres dûes au roi, le milier-paderer, ainsi que les soixante cinq feux et cinq cents francs de taille, à la descharge tant desdits habitans et enclos de la ville que du hameau, suivant l'usage.

ART. VI.

Les charges locales seront payées pareillement, chaque année, sur les revenus de la fontaine d'eau salée, ainsi qu'il s'est pratiqué jusqu'à présent, après toutefois que lesdites charges locales auront été fixées au conseil sur l'avis du sieur intendant et commissaire départi, à l'effet de quoi les jurats de la ville de Salies remettront incessamment audit sieur intendant et commissaire départi un état desdites charges ordinaires et annuelles.

ART. VII.

Fait, sa Majesté très expresses inhibitions et défenses aux receveurs syndics et administrateurs de la fontaine de confondre les revenus de la fontaine avec les revenus communs de Salies.

ART. VIII.

Ordonne, Sa Majesté, que les comptes des revenus communs seront rendus séparément de ceux de la fontaine, et que lesdits revenus communs seront employés au profit de la communauté, sans pouvoir être divertis par les jurats et garde-bourciers à d'autres usages.

ART. IX.

Veut et entend, Sa Majesté, qu'à commencer au deuxième janvier mil sept cent quarante, le présent règlement soit exécuté suivant sa forme et teneur ; fait très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes, de quelque condition et qualité qu'elles puissent être, d'apporter aucun trouble à ladite administration, à peine de désobéissance et de tous dépens, dommages et intérêts, et sera le présent arrêt exécuté, nonobstant toutes oppositions et empêchemens quelconques pour lesquels ne sera différé. Fait au Conseil d'État du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles,

le douzième jour du mois de décembre mil sept cent trente neuf. Signé : Pheylpeaux, François-Dominique de Barbarie, chevalier, seigneur de Saint-Contest et autres lieux, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances, et commissaire départi pour l'exécution des ordres de Sa Majesté, en Navarre, Béarn et généralité d'Auch :

Vu l'arrêt du Conseil d'État du roi, portant règlement,

Nous ordonnons que ledit arrêt sera exécuté selon sa forme et teneur, et, à cet effet, lu, publié et affiché partout où besoin sera, et enregistré au greffe de la ville de Salies, dont les jurats nous certifieront dans huitaine. Mandons au sieur de Lahitte, notre subdélégué à Orthez, d'y tenir la main. Fait à Pau le 23 décembre 1739. Signé, Saint-Contest. Pour copie, Signé, Saint-Contest.

Le unième janvier mil sept cent quarante, par moi, crieur public de Salies, le présent arrêt du Conseil du roi et ordonnance de monseigneur l'intendant ci-dessus a été lu, publié et affiché par tous les endroit ordinaires accoutumés de ladite ville, de quoi fais relation. Signé, Cauzin, crieur. Contrôlé à Salies, le premier janvier 1740, reçu neuf sols trois deniers. Signé, Danty.

Collationné sur l'original déposé aux archives de la ville de Salies.

Le Maire, LARROUY-SOULENX.

Le règlement qui suit celui de 1739 est un arrêt du Conseil d'État du roi du 12 mai 1743. Il contient un nouveau changement concernant les administrateurs de la fontaine salée. Le roi commence par y passer en revue divers arrêts de son Conseil, des délibérations des jurats et députés, des arrêts du Parlement de Pau et diverses requêtes présentées à ce même Parlement, des

arrêts du Parlement de Bordeaux rendus sur évocation, un jugement du Conseil souverain de Béarn, les règlements et statuts de la fontaine salée, une déclaration générale fournie en 1698 sur les bornes et limites de la ville et certaines pièces données par l'intendant, les part-prenants et les jurats, une consultation de trois avocats au Conseil, et il en arrive à élaborer un règlement qui a, sans doute, été nécessité par les nombreux procès passés touchant, soit l'administration de la fontaine salée, soit les individus admis sans droit à jouir de l'eau. Il a dû y avoir de nombreuses malversations ; les jurats ont, sans doute, autorisé l'inscription sur les registres de gens qui n'y avaient aucun droit et c'est pour remédier à tous ces abus que le règlement du 12 mai 1743 a été fait.

Commentons-en ses principales dispositions avant d'en donner le texte :

Le règlement de 1587 et celui de 1739 seront exécutés « en ce qu'il n'y sera point dérogé par le présent arrêt ». Les administrateurs-contrôleurs, receveur et syndic ne seront plus nommés par les part-prenants directement mais par l'intendant de la province de Béarn, de deux ans en deux ans à partir du 1^{er} janvier 1744, sur une liste de 12 notables, choisis par les part-prenants dans une assemblée qui aura lieu le 1^{er} novembre de l'année qui précédera celle où les administrateurs devront entrer en exercice. Cette liste devra être présentée à l'intendant, au plus tard, le 1^{er} décem-

bre. Les jurats et députés n'auront, dans cette assemblée, que le droit de présence et non celui d'élection. Seront seuls administrateurs ceux qui auront été nommés ainsi.

De trois mois en trois mois, depuis le 1^{er} janvier 1744, les receveurs des revenus de la fontaine devront remettre à l'intendant un bref état des recettes et des dépenses certifié par le receveur, les jurats, les administrateurs-contrôleurs et le syndic.

Les comptes concernant l'administration et les revenus de la fontaine seront rendus par les receveurs devant les jurats et 4 auditeurs pris sur la liste des notables. Ces comptes seront rapportés et clos par les jurats et auditeurs dans les 15 premiers jours de l'année suivant celle où aura fini l'exercice de ces receveurs. Un double de ces comptes sera envoyé à l'intendant.

Il est désormais défendu aux jurats de faire des radiations d'inscription sans le consentement des part-prenants. Il y a donc ici encore une affirmation de la propriété privée des part-prenants. Les jurats n'ont point le droit d'en disposer à leur place et ne sont que des surveillants, des sortes de tuteurs administratifs. La condition de résidence dans l'enceinte de Salies est toujours maintenue. Comme auparavant, pour pouvoir jouir du compte d'eau salée, elle doit avoir eu lieu depuis 6 mois au moins. Jusque-là, les part-prenants ne peuvent être nommés ni administrateurs, ni notables, ils ne peuvent même pas participer aux assemblées des part-prenants avec voix délibérative.

Il est fait une exception à cette condition de résidence en faveur de ceux qui sont au service du roi, c'est-à-dire qui servent le roi dans ses armées; ou ailleurs, ajoute l'arrêt, c'est-à-dire ceux qui servent le roi à l'étranger comme ambassadeurs, consuls, etc., etc. Et aussi en faveur des présidents, conseillers, procureurs et avocats généraux, substituts du procureur général et greffier en chef du Parlement de Pau. Cette énumération est absolument limitative, c'est du reste la première fois que pareilles exceptions apparaissent.

Désormais, les assemblées des part-prenants ne pourront avoir lieu sans la permission préalable de l'intendant.

ARRÊT

du Conseil d'État du roi, portant règlement pour l'administration de la fontaine d'eau salée de Salies.

Extrait des registres du Conseil d'État du 12 mai 1743.

Vu par le roi étant en son conseil, l'arrêt rendu en icelui, le 23 Janvier 1742, par lequel Sa Majesté a évoqué à soi et à son dit conseil tous les procès et différens, tant civils que criminels, d'entre les jurats de la ville de Salies en Béarn, Capdeville et consorts, les administrateurs de la fontaine d'eau salée de ladite ville, et tous autres, au sujet de l'administration de ladite fontaine, en quelques cours et juridictions qu'ils soient pendants, et iceux a renvoyé et renvoie par devant le sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Pau, savoir : ceux en matière criminelle pour les juger avec les officiers de tel présidial qu'il voudra choisir, ou le nombre de gradués requis par l'ordonnance; Sa Majesté lui donnant pouvoir

de subdéléguer pour l'instruction, et nommer pour procureur du roi et pour greffier, telles personnes qu'il avisera, et ceux, en matière civile, pour entendre les parties, dresser procès-verbal de leurs dires et productions respectives, et donner son avis ; pour icelui rapporté à Sa Majesté, être par elle statué sur iceux par un ou plusieurs arrêts suivant l'exigence des cas ; l'ordonnance rendue au bas dudit arrêt par le sieur Megret de Serilly, intendendant de ladite généralité, le 16 mars 1742, qui ordonne l'exécution dudit arrêt et ordonnances faites les 17, 24, 30 mars et 16 avril de la même année, au sieur procureur général du Parlement de Pau, à Pierre Soubre-Juson, syndic des part-prenans, à Capdeville et consorts, et à Tonon, greffier dudit parlement.

Autre arrêt du conseil, rendu le 29 août 1713, entre le sieur d'Espalungue, baron d'Arros, et les habitans et communauté de Salies, au sujet d'une créance par lui prétendue sur lesdits habitans, par lequel la communauté de Salies est déchargée de la demande dudit baron d'Arros, sauf à lui à se pourvoir devant les juges à qui la connaissance en appartient, tant contre les administrateurs de la fontaine d'eau salée de Salies, les délibérans ou leurs héritiers et autres part-prenans à ladite fontaine, qu'aux fins de la garantie par lui prétendue, ainsi qu'il avisera.

La délibération du 6 janvier 1736, prise par les jurats, députés et notables des part-prenans, par laquelle Jean Capdeville, ci-devant procureur audit Parlement de Pau, et Pierre Soubré, sont nommés administrateurs-contrôleurs de ladite fontaine d'eau salée.

Autre délibération des jurats, députés et notables dudit Salies, du 3 juin audit an, par laquelle Jean-Pierre de Montesquiut-Labouromme, fut chargé de demander audit Parlement de Pau la permission de convoquer une assemblée générale des part-prenans, pour nommer un syndic

aux fins de défendre à la demande de la dame d'Espalungue, et autres chefs concernant les affaires des part-prenans.

L'arrêt dudit Parlement, du 22 dudit mois, rendu entre ledit Labouromme d'une part, et les maire et jurats de Salies d'autre, portant qu'à l'assistance du sieur de Coulomme, conseiller, nommé commissaire, lesdits part-prenans actuellement résidans en la ville de Salies, seraient assemblés pour choisir et nommer un syndic et établir tel nombre de notables qu'ils verraient bons être pour former un bureau, auquel ils donneraient tel pouvoir qu'ils estimeraient convenable, tant pour le fait de ladite dame d'Espalungue, qu'à l'égard de tous autres qui pourraient intéresser lesdits part-prenans, procès-verbal du 15 juillet 1736, dressé par Danty maire, et Sarramia, premier jurat de Salies, contenant leur opposition à la jouissance du compte d'eau salée contre Capdeville frères, les sieurs Domecq, Coulomme dit d'Avant, Camy, Baillenx, Desperbasque, Saint-Clément, Sarraude et autres au nombre de quarante, et généralement contre tous les autres qui se trouveront dans leur cas; c'est-à-dire qui ne résideront point dans l'enceinte de ladite ville de Salies: condition sans laquelle ils ne peuvent être part-prenans aux revenus de ladite fontaine, et dont ils n'avaient joui que par abus, attendu leur résidence hors ladite enceinte.

Requête présentée audit Parlement par ledit Labouromme, député des notables part-prenans, le 26 juillet 1736, avec l'ordonnance ensuite, portant qu'à la diligence des maire et jurats de la ville de Salies, tous les part-prenans, tant résidans en ladite ville, que dans le terroir d'icelle, seraient convoqués et assemblés en exécution de l'arrêt du 22 juin précédent, ce qui aurait lieu nonobstant toutes oppositions et appellations et sans préjudice d'icelles, le procès-verbal dudit sieur de Coulomme, commissaire, commencé le 27 juillet et fini le 4 août 1736, contenant

délibération des jurats, députés et part-prenans à ladite fontaine d'eau salée, par laquelle, entr'autres choses, ledit Labouromme est nommé syndic pour défendre à la demande formée par la dame d'Espalungue, et il est établi un bureau de 40 notables, autres que les jurats et députés, tant à l'occasion dudit procès que pour d'autres affaires des part-prenans; requête présentée audit Parlement par ledit Labouromme, syndic, le 6 août de ladite année, tendant à faire enjoindre au nommé Morlaas, garde ou trésorier de la ville de Salies, de lui remettre une somme de six cents livres pour fournir aux frais du transport dudit sieur de Coulomme, répondue d'un appointement de soit montré, signifiée audit Morlaas, et conclue par le sieur d'Esclaux-Mesplès, avocat-général.

La copie des deux requêtes présentées par Jean Danty, Montesquiut aîné, Jean Madonne et Daniel Hedembaigt dit Guilhem, de Salies, faisant tant pour eux que pour divers autres part-prenans à ladite fontaine d'eau salée, résidans dans l'enceinte de ladite ville de Salies, tendantes à faire réformer l'appointement du 26 juillet, et à casser la délibération du 4 août, prise à l'assistance dudit sieur Coulomme, attendu, surtout que ce dernier était part-prenant à ladite fontaine, que l'arrêt dudit jour 22 juin sera exécuté à l'assistance d'un autre commissaire; et qu'attendu que le droit desdits sieurs de Baillénx, Coulomme dit Davant, Domec, Esperbasque, Camy dit Sarrebere, Capdeville et autres, est suspendu par l'opposition des maire et premier jurat, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, ou qu'ils se soient mis dans le cas des réglemens, en résidant dans l'enceinte de la ville; ordonner que, conformément à la lettre et à l'esprit dudit arrêt, ils ne pourront assister à ladite assemblée, ni être nommés membres du bureau des notables; faire défenses aussi aux sieurs d'Orion et Saint-Macary, leurs adhérens, de les nommer, spécialement audit de Labouromme; l'appointe-

ment de renvoi à l'audience, rendu sur lesdites requêtes signifiées aux intéressés le 10 dudit mois.

Requête dudit Labouromme, syndic, du 11 dudit mois, avec l'ordonnance dudit Parlement, portant que pour être fait droit sur les conclusions desdits d'Anty, Madonne et Hedembaigt, les parties en viendraient à l'audience entr'eux, lesdits Labouromme et les maire et jurats seulement, avec défenses au commis du greffe de faire aucun enregistrement, ni acte entre les susnommés ; ledit appointement signifié le même jour audit commis, qui répondit que l'enregistrement était déjà fait, signifié aussi le 12 auxdits d'Anty, Madonne et Hedembaigt.

Arrêt dudit Parlement, du 13 dudit mois, qui enjoint par provision audit Morlaas, trésorier, de remettre audit Labouromme, syndic, somme suffisante pour les frais et rapport dudit procès-verbal dudit sieur de Coulomme, commissaire, et de l'arrêt portant sa commission. Copie de requête présentée par ledit Morlaas, le 17 dudit mois, pour être reçu opposant envers ledit arrêt et être relaxé de la demande dudit Labouromme.

Copie signée de Soubira, bayle-exploiteur, d'une cédule évocatoire du 18 dudit mois d'août, qui contient les conclusions desdits d'Anty, Madonne et Hedembaigt, fondée sur les parentés et alliances desdits Baillieux, Labouromme, Esperbasque, Saint-Macary et autres.

Acte du 20 septembre audit an, signifié de la part dudit Labouromme, syndic, aux maire et jurats, et autres, contenant qu'il consent à ladite évocation et au renvoi de la cause au Parlement de Bordeaux.

Requête présentée au Parlement de Pau, le 3 octobre dudit an, par les nommés Bourdette et Barranque, part-prenans, tendante, entr'autres choses, à ce qu'il fut fait défenses aux maire et jurats de contrevenir aux réglemens concernant l'administration de ladite fontaine, et de troubler ledit Capdeville dans les fonctions d'administrateur-contrôleur.

Autre requête des mêmes, du 10 novembre dudit an, tendante aux fins de la première, répondue d'un soit montré au sieur procureur-général, avec ses conclusions ensuite.

Autre requête des mêmes non répondue.

Copie d'arrêt dudit Parlement, rendu le 11 février 1737, qui ordonne l'exécution des arrêts de règlement, et fait défenses aux maire et jurats de disposer de l'eau salée ou des deniers en provenans qu'à l'assistance des deux administrateurs-contrôleurs des part-prenans, conformément auxdits réglemens.

Les significations dudit arrêt faites aux intéressés les 22 février, 4 et 5 mars 1737.

Requête des maire et jurats, du 25 dudit mois de février, pour être reçus opposants à l'arrêt du 15 en ce qu'il pourrait entendre.

Le rétablissement des fonctions de Capdeville, suspendues par sa radiation du livre du partage des eaux salées; ce faisant, renvoyer à l'audience, et y disant droit, déclarer ni avoir lieu de prononcer sur les conclusions de Barranque et Bourdette, ni de rétablir ledit Capdeville en la jouissance du compte d'eau salée, ni dans les fonctions d'administrateur-contrôleur, jusqu'à ce qu'il ait été dit droit par Sa Majesté, sur la cédule évocatoire, appointment de soit montré, rendu sur ladite requête signifiée le premier mars auxdits Bourdette et Barranque.

Requête présentée par ces derniers, le 8 mars 1737, tendante entr'autres choses à faire renvoyer les parties à l'audience pour être statué sur leurs conclusions, répondue d'un soit montré au sieur procureur-général.

Requête des maire et jurats, du 13 dudit mois, aux fins d'avoir communication de la requête desdits Barranque et Bourdette, et autres pièces non secrètes, offrant ce fait de répondre.

Requête desdits Barranque et Bourdette, et autres, du 15 dudit mois, tendante à ce que, sans s'arrêter aux con-

clusions des jurats, celles par eux prises dans leurs requêtes précédentes leur fussent adjugées : ladite requête appointée et signifiée.

Requête des jurats, du 18 dudit mois, tendante à mêmes fins que leur précédente, appointée et signifiée le 20.

Copie informe d'un arrêt du Conseil du 19 dudit mois de mars, rendu sur la requête des maire et jurats sur leur demande en cassation des arrêts dudit Parlement, des 22 juin, 13 août 1736, et 15 février 1737, portant, avant faire droit, que le procureur-général enverrait incessamment au sieur contrôleur-général des finances les motifs desdits arrêts.

Acte du 10 avril 1737, de la part dudit Labouromme, syndic des part-prenans, contenant assignation aux maire et jurats, afin de se présenter au conseil sur la cédule évocatoire du 18 août 1736.

Arrêt du conseil, du 29 octobre 1737, qui déboute les maire, jurats et députés de ladite ville de Salies des demandes portées par leurs requêtes ; ce faisant, ordonne, Sa Majesté, que les arrêts du Parlement de Pau, des 22 juin, 13 août 1736, et 15 février 1737, seront exécutés selon leur forme et teneur comme auparavant l'arrêt du conseil, du 19 mars précédent.

Requête présentée audit Parlement, le 9 décembre 1737, par lesdits Bourdette et Barranque, et les nommés Graouillet, Seré et Lancelot, part-prenans, tendante, entr'autres choses, à faire ordonner l'assemblée des part-prenans après le 6 janvier 1738, pour élire deux administrateurs-contrôleurs à la place de Capdeville et Soubré ; si mieux ils n'aiment continuer ces derniers, cependant par provision enjoindre aux deux contrôleurs de continuer leurs fonctions, avec défenses aux jurats de les troubler ; ladite requête répondue d'un renvoi à l'audience, et que la partie et le procureur-général diraient sur la provision signifiée auxdits jurats le 11 dudit mois.

Requête des maire et jurats, du 11 décembre 1737, tendant, entr'autres choses, à obtenir la communication des requêtes et pièces non secrètes desdits Barranque et Bourdette, et à être reçus subsidiairement opposans à l'arrêt du 15 février 1737, en ce qu'il pourrait entendre le rétablissement des fonctions de Capdeville et des autres particuliers rayés du partage des eaux salées, comme ne résidant point dans l'enceinte de la ville de Salies, répondue d'un soit montré, signifié ledit jour 11 décembre.

Requête des maire et jurats, du 16 décembre, aux fins qu'il leur fût donné acte comme ils offraient de rendre compte de leur administration, et qu'il fut déclaré n'y avoir lieu de prononcer sur les conclusions desdits Bourdette et Barranque ; ce faisant, n'entendre empêcher les parties de se pourvoir où il appartiendrait, en ce qui pût concerner le rétablissement dudit Capdeville, tant dans la jouissance du compte d'eau salée, que pour sa qualité d'administrateur-contrôleur, non plus que les autres particuliers rayés, attendu la cédula évocatoire du 18 août 1736, qui comprenait lesdites conclusions ; ladite requête répondue d'un soit montré, signifiée le même jour, six exploits respectifs entre les jurats d'une part, et le nommé Morlaas, garde ou trésorier de ladite ville, contenant désaveu dudit Morlaas de l'opposition par lui formée à l'arrêt du 13 août 1736, et autres faits, et exhibition audit Labouromme, syndic, de certaines sommes pour les frais du transport du sieur de Coulomme, commissaire, et autres.

Copie d'arrêt dudit Parlement, du 20 décembre 1737, par lequel, entr'autres choses, il est fait défenses provisoirement aux maire et jurats de disposer de l'eau salée, ni des deniers en provenans, qu'en conformité des arrêts de réglemens ; ordonne aussi qu'il sera convoqué une assemblée des part-prenans, le 6 janvier 1738, pour nommer deux administrateurs-contrôleurs, tels qu'ils jugeront à

propos, et ce à l'assistance du sieur de Carrère, conseiller, commissaire nommé.

Procès-verbal dressé par ledit sieur de Carrère, commencé le 6 janvier 1738, et fini le 11 dudit mois, contenant la nomination des personnes desdits de Coulomme dit Davoust, et de Capdeville aîné aux places d'administrateurs-contrôleurs, ladite nomination faite par l'assemblée des part-prenans à la pluralité des suffrages.

Copie d'arrêt du Conseil, du 24 mars 1738, rendu sur la cédule évocatoire des maire et jurats, du 18 août 1736, entr'eux d'une part, et ledit Labouromme, syndic des part-prenans, d'autre, par lequel Sa Majesté, faisant droit sur l'instance de référé, renvoie les parties au Parlement de Bordeaux, pour y être procédé entr'elles sur leur procès et différens, circonstances et dépendances.

Copie de requête présentée au Parlement de Pau par Théophile Lagoardette dit Millet, de Salies, le 21 février 1738, appointée d'un renvoi à l'audience, signifiée les 26 et 28 juin dudit an, tendantes, entr'autres choses, à être reçu opposant aux arrêts des 15 février et 20 décembre 1737, ordonner l'exécution des arrêts de 1661 et 1696 ; ce faisant, qu'auqu'un ne pourra être administrateur-contrôleur, ni faire aucune fonction sur l'administration de la fontaine salée, qu'il ne soit part-prenans actuel, et dont le droit ne soit pas suspendu par la radiation ou opposition.

Copie d'une deuxième cédule évocatoire, signifiée le 28 juin 1738, de la part des jurats et corps de la ville de Salies, auxdits Labouromme, Saint-Macary, Baillenx, et autres intéressés, et exclus de la jouissance du compte d'eau salée par la radiation, faite par les maire et premier jurat, fondée ladite évocation sur les parenté et alliance desdits prétendus part-prenans, ladite cédule contenant les conclusions dudit Lagoardette et autres chefs.

Requête dudit Bourdette et consorts, dudit jour 28 juin, présentée audit parlement, répondue d'un renvoi à l'au-

dience entr'eux, les jurats et Lagoardette seulement, avec défenses au greffier de l'enregistrer contre d'autres, signifiée audit greffier le 29, qui répondit avoir déjà eu enregistré la veille contre toutes les parties assignées par ledit Lagoardette ; ladite requête signifiée aussi les 29 et 30 dudit mois aux autres parties : sept actes en copie informe des 9, 11 et 19 août 1738, signifiés aux jurats et corps de ville, de la part desdits Baillenx, Camy dit Sarrahere, d'Esperbasque, Labouromme, Coulomme dit Davant, Capdeville, administrateur-contrôleur, Bourdette, Barranque, Graouillet et Seré, contenant que lesdits particuliers prétendent n'être point parties dans l'instance évoquée, et avoir été mal à propos assignés pour se présenter au conseil, ce concernant, et autres faits.

Arrêt de Bordeaux, du 27 novembre 1738, rendu sur l'instance évoquée par la cédule du 18 août 1736, portant retention de la cause renvoyée par Sa Majesté.

L'exploit réitératif d'assignation de la part des jurats et corps de ville auxdites parties du 13 décembre 1738, pour procéder au conseil sur la seconde cédule évocatoire.

Autre arrêt dudit parlement de Bordeaux entre ledit Labouromme, syndic des part-prenans, d'une part, et lesdits d'Anty aîné, Hedembaigt, et Madonne d'autre, du 31 janvier 1739, qui donne défaut, et ordonne qu'on instruira.

Copie de requête présentée au Parlement de Pau, le 14 février 1739, par lesdits Bourdette et Barranque, avec l'ordonnance ensuite, portant que, dans le cas où lesdits Coulomme et Capdeville, administrateurs-contrôleurs actuels, soient obligés de quitter la ville de Salies, en vertu de lettres de cachet, les part-prenans seraient assemblés à l'assistance de Guilhemto, notaire-enquêteur, pour procéder à l'élection de deux autres contrôleurs, ledit appointement signifié le même jour aux jurats et corps de ville.

Copie d'acte du 18 février 1739, signifié de la part desdits

Bourdette et Barranque, part-prenans, contenant réponse à la cédula évocatoire du 28 juin 1738, et protestation de son inutilité et autres faits.

Requête des mêmes, présentée audit parlement de Pau, répondue le 27 février d'une ordonnance, portant que les part-prenans seraient assemblés à l'assistance dudit Guilhemto, pour nommer un administrateur-contrôleur, à la place dudit Capdeville Ainé, qui avait été éloigné de la ville de Salies en conséquence d'un ordre de Sa Majesté.

Requête des jurats et corps de ville, du 3 mars audit an, tendant entr'autres choses, à ce qu'il leur fut donné acte comme ils offraient de rendre compte de leur administration ; ladite requête, répondue d'un soit montré, signifiée le même jour.

Requête présentée audit parlement de Pau, par les jurats et corps de ville de Salies, le 6 mars audit an, où ils ont conclu à ce que les appointements des 14 et 27 février 1739, surpris par Bourdette et Barranque, fussent réformés ; ce faisant, qu'il fut déclaré n'y avoir lieu de prononcer sur leurs conclusions, sauf à se pourvoir par devant qui il appartiendrait, attendu l'évocation ; ladite requête répondue d'un soit montré à partie et au procureur-général signifiée le 8 dudit mois.

Acte du même jour 8 mars, signifié à Guilhemto, enquêteur, de la part des jurats et corps de ville, contenant opposition à ce qu'il procédât à l'exécution des appointements des 14 et 27 février 1739.

Requête présentée par lesdits jurats et corps de ville, le 9 dudit mois, en adjudication de leurs conclusions précédentes, répondue d'un soit montré, signifiée le 10 au procureur desdits Bourdette et Barranque.

Autre requête desdits jurats et corps de ville, du 17 dudit mois, concluant par leurs précédentes, appointée d'un soit montré, et signifiée le 18.

Autre requête desdits jurats et corps de ville, du 20 du-

dit mois, aux fins de faire déclarer l'arrêt qui interviendrait sur le déclinatoire commun avec lesdits Baillénx, Esperbasque, Saint-Macary et Labouromme, parties évouées ; ladite requête répondue d'un soit montré, signifiée le 21 dudit mois.

Arrêt dudit parlement de Pau, rendu à l'audience dudit jour 21 mars 1739, entre lesdits Bourdette et Barranque, d'une part, et les jurats et corps de ville d'autre, au sujet d'une instance particulière, concernant la révocation du receveur du produit des eaux salées, demandée par lesdits particuliers, et sur le déclinatoire et renvoi au conseil proposé par lesdits jurats et corps de ville, portant ledit arrêt, entr'autres choses, déboutement dudit déclinatoire et cassation de l'élection du receveur, faite par lesdits jurats et corps de ville, et ordonne que les part-prenans seraient assemblés pour être par eux procédé à l'élection du receveur de leurs droits sur ladite fontaine, à l'assistance de Tonon, greffier-enquêteur.

Exploits des 25 et 26 avril 1739, de la part des jurats et corps de ville dudit Salies, contenant signification faite au sieur procureur-général du parlement de Pau, auxdits Barranque, Bourdette et autres, d'un arrêt du parlement de Bordeaux, du 16 dudit mois d'avril, qui avait cassé celui dudit parlement de Pau, du 21 mars précédent.

Copie d'une troisième cédula évocatoire du 22 janvier 1739, signifiée de la part des jurats et corps de ville de Salies, sur les parenté et alliance desdits de Baillénx, Labouromme, Saint-Macary et autres, concernant des instances criminelles intentées audit parlement de Pau, et des conclusions prises par lesdits jurats contre Capdeville frères, Coulomme-Davant et autres.

Copie d'arrêt du conseil, du 12 décembre 1739, contenant règlement en neuf articles au sujet de l'administration de la fontaine d'eau salée de Salies, par lequel, entr'autres choses, il est dit : 4^o que le règlement du 11 novembre

1587, sera exécuté, et qu'en conséquence les jurats de Salies seront administrateurs de l'eau salée ; 2° que le 2 janvier de chaque année, il sera tenu une assemblée des part-prenans, dans laquelle seront élus quatre administrateurs-contrôleurs, un receveur et syndic pour administrer conjointement avec les jurats les revenus de ladite fontaine et, par l'article 4, il est porté que les administrateurs-contrôleurs, auditeurs et syndics, ne pourront être pris que du nombre des part-prenans, et non de ceux qui ne demeurent point dans l'enceinte de la ville, et qui en sont exclus par les réglemens ; par l'article 7, il est fait défenses aux receveurs, syndics et administrateurs de confondre les revenus de la fontaine avec les revenus communs de Salies ; et, par l'article 8, les comptes des revenus communs doivent être rendus séparément de ceux de la fontaine.

Copie d'un jugement rendu par le conseil souverain de Béarn, le 14 août 1574, qui maintient les jurats, députés, manans et habitans de Salies en la possession de tirer et de faire tirer l'eau de la fontaine salée de ladite ville, une fois la semaine seulement en commun, et telle forme que par les jurats, gardes et députés sera avisé : il est aussi permis aux jurats, par une autre clause, de tirer l'eau, en cas de nécessité, une seconde fois la semaine, avec l'avis et consentement des gardes et députés.

Règlement et statuts concernant ladite fontaine, faits les 11 et 16 novembre 1587, par les jurats députés et habitans de Salies, sur l'avis de cinq avocats du conseil souverain de Béarn, contenant neuf articles ; et par l'article 6, il est porté qu'aucun personnage du village de ladite ville de Salies, soit héritier ou cadet, venant demeurer en ladite ville, sinon qu'il y ait maison et y habite, tenant famille, ne jouira du compte d'eau salée jusqu'à ce qu'il aura fait sa demeure et résidence en ladite ville, et supporté les charges de ladite ville, tout ainsi que cela est accoutumé, pendant l'espace de six mois au préalable ; jugement du

conseil souverain de Béarn, du 13 janvier 1604, qui relaxe les jurats de la demande du compte d'eau salée demandée par le nommé Lacaussade, sauf à lui d'en jouir en résidant dans la ville de Salies avec sa famille, sans fraude.

Arrêt du Parlement de Pau, du 15 avril 1625, qui attribue au corps de ville seul la nomination des officiers à gages de ladite ville de Salies.

Autre arrêt dudit Parlement, du 12 janvier 1627, qui ordonne l'exécution du précédent, et déboute d'une requête civile présentée contre icelui.

Autre arrêt du 10 novembre 1628, par lequel, entr'autres choses, défenses sont faites aux jurats d'affirmer en secret aucun compte d'eau salée, mais publiquement et conjointement avec les autres comptes, ni de s'approprier aucun d'iceux, à peine de péculation et concussion.

Autre arrêt du 22 février 1633, qui maintient la nommée Salies en la possession du compte d'eau salée, à la charge de résider actuellement et continuellement dans sa maison située en ladite ville, y tenant feu allumé et supportant les charges.

Autre arrêt dudit Parlement, du 18 mars 1633, rendu à la réquisition du procureur-général, contenant règlement sur la manière de dresser et rendre les comptes des revenus communs et des ventes de l'eau salée, et que la ferme d'icelle se fera à son de trompe, et sera incontinent enregistrée, tant sur le livre du partage de ladite eau, que sur celui du contrôle.

Arrêt du 27 mars 1634, entre Abraham d'Esperbasque de Salies, d'une part, et les jurats d'autre, duquel il résulte que le dit Desperbasque avait été rayé du livre de partage, et soutenait devoir être rétabli, attendu, disait-il, qu'il résidait dans la ville de Salies, et les jurats, de leur part, demandaient d'être relaxés : sur quoi l'arrêt relaxe les parties des conclusions respectivement prises.

Autre arrêt dudit Parlement, du 14 juin 1634 qui jugea que Pierre d'Esperbasque jouirait du compte d'eau salée en faisant son habitation dans l'enclos de ladite ville de Salies, et tenant feu allumé.

Autre arrêt du 27 septembre 1634 qui jugea la même chose à l'égard de Samuel de Colomme.

Autre arrêt du 24 mars 1635, portant, entr'autres choses, que, pour éviter les fraudes et malversations commises par les jurats de Salies, la communauté s'assemblerait pour nommer deux députés et deux contrôleurs, pour contrôler les mandemens qui seraient expédiés par les jurats, sans le consentement desquels députés et contrôleurs les jurats ne pourraient vendre ni disposer de ladite eau, ni priver de la jouissance aucun habitant, faisant aussi défenses ledit arrêt d'admettre aucun particulier à ladite jouissance, qui ne soit habitant et résidant sur les lieux, conformément aux arrêts et réglemens de ladite cour et statuts de la ville, excepté les officiers d'icelle résidans à Pau, pour le service de Sa Majesté.

Autre arrêt dudit Parlement, du 11 juillet 1636, portant que ceux qui requerront les transports des commissaires en la ville de Salies, concernant les affaires publiques, feront l'avance des frais nécessaires, sauf à répéter contre qui il appartiendra.

Autre arrêt du 28 mai 1637, par lequel, entr'autres choses, il est fait défenses aux jurats, députés et autres, de nommer aucun jurat à la place de contrôleur.

Autre arrêt du 23 octobre 1637 qui admet un particulier à la jouissance du droit d'eau salée, à la charge de résider dans ladite ville de Salies.

Autre arrêt du 15 avril 1639, rendu sur la requête des contrôleurs et députés, qui enjoint aux jurats d'observer les réglemens sur la distribution de l'eau salée, et leur fait défense d'en bailler à d'autres qu'à ceux qui sont de la qualité requise par le règlement.

Copie d'autre arrêt dudit parlement du 24 mai 1643, qui ordonne que les mandemens seront visés par les contrôleurs, et défense au garde ou trésorier d'en acquitter aucun sans être contrôlé, à peine de radiation.

Autre copie d'arrêt dudit parlement, du 27 septembre 1653, portant que les contrôleurs de la fontaine d'eau salée doivent assister à la reddition des comptes pour consentir ou s'opposer à chaque article ; ordonne aussi que les jurats et contrôleurs tiendront des registres séparés des mandemens qui seront expédiés.

Autre copie d'arrêt du parlement, du 17 mai 1658, qui enjoint aux contrôleurs du corps et communauté des propriétaires, part-prenans de la fontaine d'eau salée, de contrôler les mandemens aux termes des réglemens, avec défenses aux jurats d'en expédier aucun, et au trésorier de les acquitter sans être contrôlés.

Autre arrêt dudit parlement, du 6 mai 1661, qui ordonne qu'il sera passé contrat de ferme des revenus de la fontaine en faveur d'un particulier, aux conditions portées dans ses offres, sans qu'aucun étranger non habitant de Salies et chef de famille, et participant au compte d'eau salée, puisse être admis à faire aucune fonction dans l'administration de ladite fontaine.

Autre arrêt du 18 février 1664, par lequel, entr'autres choses, il est enjoint aux jurats, députés et gardes, d'observer les réglemens concernant la fontaine, pour la délivrance de l'eau, le mardi et samedi de chaque semaine, et ce publiquement.

La copie d'autre arrêt, du 18 mars 1664, qui déclare responsables les contrôleurs de la fontaine du contenu aux mandemens par eux contrôlés sans nécessité et utilité.

Autre copie d'arrêt, du 21 février 1674, par lequel, entr'autres choses, il est enjoint aux jurats de Salies, aux administrateurs et receveur, de faire garder les réglemens, à ce que le sac de sel qui se vendra, soit de mesure, con-

tienne cinq conques et n'excède le prix ordinaire, à peine d'en répondre en leur propre.

Autre arrêt, du 24 décembre 1678, qui ordonne aux jurats et administrateurs de remettre certain état de dettes par eux arrêté, et les comptes de leur administration en main du procureur-général, et que, jusqu'au dit rapport, l'administration sera continuée par quatre administrateurs commis et le premier jurat étant en charge.

Arrêt du conseil, du 13 novembre 1683, qui maintient les habitans de Salies en la propriété et jouissance de la fontaine, et au droit d'en tirer l'eau pour la convertir en sel ; au surplus, Sa Majesté leur transporte le puits d'eau salée appelé la Trompe, sous de certaines redevances annuelles.

Autre arrêt du conseil, du 15 janvier 1684, qui confirme le précédent, nonobstant deux ordonnances rendues par le sieur Dubois-Baillet, intendant.

Arrêt du parlement de Pau, du 3 février 1689, qui ordonne que la fontaine d'eau sera régie et administrée pendant quatre années par le premier jurat, et autres administrateurs nommés par les habitans.

Autre arrêt du conseil, du 28 juin 1689, par lequel, entre autres choses, Sa Majesté, sans s'arrêter à la prétention du fermier du domaine, ordonne l'exécution des arrêts précédens qui ont déclaré que la propriété et jouissance de la fontaine d'eau salée appartenait aux habitans de Salies.

Copie d'arrêt du parlement de Pau, du 10 septembre 1696, par lequel le nombre des administrateurs de la fontaine, qui était de six, est réduit à quatre, savoir : deux de la jurade, et deux parmi les part-prenans.

Copie d'autre arrêt dudit parlement, du 22 décembre 1703, qui homologue une délibération tendant à vendre de l'eau salée pour payer les intérêts et le capital des offices municipaux réunis à ladite ville de Salies, sans préjudice de régler sur les non-part-prenans leur contingent,

attendu qu'ils jouissent des biens communs comme les autres habitants.

Arrêt dudit parlement, du 12 décembre 1716, rendu sur la jouissance du compte d'eau salée prétendue par la demoiselle d'Esperbasque, femme du procureur du roi au sénéchal de Sauveterre, et y résidant, attendu sa qualité d'originaire de Salies et celle de son mari, qui était au service du roi hors de Salies, et qu'elle prétendait la dispenser de résidence dans ladite ville de Salies : sur quoi ledit arrêt renvoie la contestation devant les jurats dudit Salies.

Autre arrêt dudit parlement, du 7 septembre 1718, par lequel, entr'autres choses, un particulier de Salies est maintenu dans la jouissance du compte d'eau salée, et défenses sont faites aux jurats et autres administrateurs d'admettre ni rejeter personne du partage de l'eau salée, sans le consentement des part-prenans.

Autre arrêt du 27 janvier 1719, qui ordonne que la nommée Labadie jouira du droit de compte d'eau salée, autour et rang de la maison de Lacome-Dabaz.

L'expédition de l'article 20, la déclaration générale fournie en 1678, par lesdits jurats et corps de ville de Salies, devant les sieurs commissaires à ce députés par Sa Majesté, pour raison des droits et privilèges de la communauté de Salies, contenant la fixation des limites et bornes de l'enceinte de ladite ville, suivant laquelle chaque habitant qui fait famille dans l'enclos de ladite ville, voisin et fils de voisin, doit jouir du compte d'eau salée, au bas de laquelle déclaration est le jugement de vérification d'icelle, du 22 septembre 1679, signée de Baudin, greffier.

La copie d'un procès-verbal du 2 janvier 1740, dressé par Lalute, subdélégué du sieur de Saint-Contest, ci-devant intendant en Béarn, contenant la nomination des administrateurs et autres officiers, concernant la direction de la fontaine d'eau salée de Salies.

L'inventaire instructif fourni devant ledit sieur de Serilly, intendant, le 6 décembre 1742, par David Bourdette et Pierre Barranque, part-prenans à la fontaine, avec les pièces y mentionnées et dont le résultat est ci-devant rapporté, concluant, quant au civil, pour les raisons y énoncées, que, sans s'arrêter à chose qui a été et pourra être dite par les jurats et députés, ni à leurs exclusions, les condamner en la somme de dix mille livres pour les faits frustratoires et dommages-intérêts résultant de leurs indûes vexations, et aux dépens.

Dire fourni par ledit Labouromme, syndic des part-prenans, le 14 dudit mois de décembre, avec les productions y employées et ci-dessus rapportées, concluant, sans s'arrêter à l'opposition formée sous le nom de Morlaas à l'arrêt du 13 août 1736, à la réformation de l'appointement du 26 juillet de la même année, à l'appel des ordonnances rendues par le sieur de Colomme, commissaire, à la cassation de la délibération du 4 août 1736, non plus qu'à aucune des conclusions prises par lesdits Danty aîné, Madonne et Hedembaig dans leur requête du 7 du même mois d'août, ni à celles que les jurats et députés ont libellé de leur part; donner acte audit Morlaas du département par lui fait de son opposition dudit jour 13 août 1736, sans préjudice audit Labouromme, syndic, de lui faire payer les dépens, qui le concernent jusqu'à son département; ordonner que ledit appointement du 26 juillet, les ordonnances dudit sieur de Colomme, commissaire, et la délibération du 4 août 1736, auront leur plein et entier effet, et homologuer la délibération en tant que besoin serait, pour être exécutée selon sa forme et teneur, sauf pour les articles premier, septième et neuvième, lesquels ont été vidés, savoir : le premier, par la délibération générale prise par les part-prenans, le 16 février 1739, portant nomination d'un syndic pour défendre à la demande de la dame d'Espalungue; le septième, par le règlement fait par Sa

Majesté, le 12 décembre 1739, pour l'administration de la fontaine ; et le neuvième, par l'arrêt rendu au Conseil d'Etat, le 13 août 1741, portant fixation des charges locales ; et condamner solidairement Danty cadet, ci-devant maire, et à présent second jurat, Fortain, troisième jurat, Sarremia, Hourbeigt, Larrouy, anciens jurats et à présent députés, Lafite, Tausin, Labandeux, Laugar et Bouhebent, anciens députés, et avec eux Danty aîné, Madame et Hedembaig en 10,000 livres de dommages-intérêts en faveur des part-prenans, et en tous les dépens, en leur propre et privé nom, et néanmoins solidairement ; au surplus, ordonner que les jurats et députés remettront, dans huitaine, les comptes des receveurs et des gardes des dix dernières années avant ladite délibération générale du 4 août 1736, avec les pièces justificatives desdits comptes, comme aussi ceux de ladite année 1736, avec les pièces justificatives, pour ledit Labouromme, syndic, prendre communication du tout, afin de fournir ses blâmes et impugnations ; et autrement procéder ainsi qu'il appartiendra en conformité de sa mission, contenue aux articles 3 et 11 de ladite délibération générale.

Le mémoire instructif, fourni le 24 dudit mois de décembre par les jurats et corps de ville de Salies, avec les productions y mentionnées et dont le rapport est ci-dessus, demandant qu'il plaise à Sa Majesté, disant droit aux parties sur les matières civiles, en exécution de l'arrêt du conseil du 25 janvier 1742, et unissant toutes les instances, réformer l'appointement du 26 juillet 1736, surpris par ledit Labouromme et les ordonnances du sieur de Colomme, commissaire, en tant que de besoin, les casser tout comme la délibération arrêtée le 4 août 1736, qui sera même biffée et batonnée, avec défenses d'en prendre de semblables ; ce faisant, donner acte au corps de ville comme il adhère à l'opposition dénouée par la requête du 17 août 1736, contre l'arrêt du 13 dudit mois, et en con-

séquence que Labouromme rétablira en main du garde ou trésorier les sommes qu'il en a retirées en vertu dudit arrêt ; recevoir pareillement l'opposition du corps de ville à l'arrêt du 15 février 1737 ; casser l'arrêt du 20 décembre 1737, la procédure faite par le sieur de Carrère, commissaire, en vertu dudit arrêt ; ce faisant, que Graoüillet et autres restitueront en main du garde ce qu'ils en ont enlevé pour les frais de l'arrêt et procédure ; casser et annuler l'arrêt du 21 mars 1739, et les appointemens des 14 et 25 février 1739, le tout rendu par le parlement de Pau ; et, remettant les parties en l'état qu'elles étaient avant l'appointemens du 26 juillet 1736, déclarer n'y avoir lieu d'exécuter l'arrêt du parlement de Pau, du 22 juin 1736, attendu l'arrêt du conseil, du 12 décembre 1739, qui sera exécuté, et, en conséquence, déclarer les oppositions des 15 et 16 juillet aux jouissances de Colomme, Esperbasque, Capdeville et autres légitimes, et ordonner qu'elles tiendront, sauf s'ils se mettent dans le cas du règlement, en résidant et tenant famille dans l'enclos de la ville, conformément audit règlement, et à l'arrêté du conseil, du 12 décembre 1739, ladite enceinte fixée par la déclaration générale de 1677, 1678 et autres, et donnant acte au corps de ville de l'offre par lui faite de remettre en mains dudit sieur de Serilly, intendant, ou d'un de ses subdélégués, les comptes des dix dernières années avant l'instance pour les vérifier, relaxer ledit corps de ville de toutes les autres conclusions libellées par les parties, et condamner les Capdeville frères, Colomme, Esperbasque, Labouromme et leurs consorts, et avec eux les nommés Bourdette, Baranque, Graoüillet, Seré, solidairement, en quinze mille livres de dommages et intérêts, frais frustratoires et dépens de toutes les instances envers le corps de ville, applicables un tiers en propre aux jurats dudits corps de ville, et les deux tiers restans au profit de la ville et communauté se réservant, ledit corps de ville, de faire de très humbles

remontrances au sujet de l'arrêt du conseil du 12 décembre 1733, et contre les articles qui paraissent mériter quelque explication.

Autre mémoire instructif en forme de consultation produite ledit jour, 24 décembre 1742, signé de trois avocats au conseil, concernant les trois évocations jugées légitimes par ladite consultation.

Mémoire non signé, fourni par Pierre Lagoardette dit Millet, de Salies, fils aîné de feu Théophile Lagoardette, concluant quant au civil, pour les raisons y employées, qu'il plaise à Sa Majesté, en lui donnant acte de l'opposition qu'il dénonce à l'arrêt du 22 juin 1736 et cassant tout ce qui a été fait : en conséquence lui adjuger, pour le surplus, les conclusions prises par son père dans sa requête du 21 février 1738 ; ce faisant, recevoir son opposition aux arrêts des 15 février et 20 décembre 1737, casser la procédure faite par le sieur Carrère, commissaire, et ce qui s'en est suivi, et, remettant la cause et parties en l'état qu'elles étaient avant l'arrêt du 22 juin 1736, ordonner que les statuts de 1587, et arrêts du conseil des 12 décembre 1739 et 23 août 1741, seront exécutés, avec défenses d'y contrevenir ; condamner Graouillet, Bourdette et consorts à rétablir en main du garde-bourcier les sommes enlevées pour frais de l'arrêt du 20 décembre 1737 et autres procédures ; condamner pareillement ledit Labouromme à restituer en main du garde les sommes qu'il en a retirées pour frais de la procédure du 4 août 1736, notwithstanding la cassation d'icelle et de l'instance évoquée, en vertu de l'arrêt du 13 août 1736, sans préjudice audit Labouromme de son recours contre les habitants qui lui ont donné mission, et le condamner encore solidairement avec Graouillet et autres, en 2,000 livres de dommages-intérêts envers ledit Lagoardette, d'autant mieux que lesdits Labouromme et Bourdette, avec Colomme et Capdeville, sont les principaux auteurs du désordre, par l'avis de Cap-

deville, prêtre, qu'ils avaient machiné, et que l'on fit passer par délibération, ainsi que les jurats l'ont exposé plus amplement dans leur mémoire.

Requête présentée par lesdits Danty aîné, Madonne et Hedembaig, avec les pièces y jointes, consistant en une copie du terrier ou cadastre des habitans de Salies de l'an 1535, celle d'un arrêt du parlement de Pau, du 6 mai 1664, et enfin une copie d'un arrêt du cinq novembre 1664, le tout informe, concluant lesdits Danty, Madonne et Hedembaig qu'il plaise à Sa Majesté ordonner, conformément audit arrêt du conseil, du 12 décembre 1739, que le règlement, concernant le partage de l'eau de la fontaine salée, du 11 novembre 1587, sera exécuté suivant sa forme et teneur ; ce faisant, ordonner que personne ne pourra jouir du compte d'eau salée, qu'il ne soit fils et petit-fils d'originaires part-prenans à ladite fontaine salée, résidant avec leur famille dans l'enceinte de la ville, ainsi qu'elle se trouve limitée et confrontée par la déclaration générale fournie par les syndics des part-prenans de l'année mil six cent soixante dix huit, homologuée par jugement des commissaires à ce députés par Sa Majesté, du 22 décembre 1679, avec défenses aux jurats et administrateurs d'y contrevenir, à peine d'interdiction, privation de leur droit à ladite fontaine, et de 3,000 livres d'amende ; ce faisant, sans avoir égard à l'appointement du 26 juillet 1736, obtenu par ledit Labouromme, et le réformant, en tant que de besoin, casser la délibération prise devant le sieur de Colomme, commissaire, ledit jour 4 août 1736, condamner ledit Labouromme et délibérans solidairement en la somme de trois mille livres de réparations et dommages-intérêts envers lesdits Danty, Madonne et Hedembaig ; vu aussi l'avis du sieur de Serilly, intendant, et tout considéré :

Le Roi étant en son conseil, et unissant les instances sur les affaires civiles d'entre les jurats de la ville et com-

munauté de Salies, et les part-prenans à la fontaine d'eau salée de ladite ville, et y faisant droit, a débouté et déboute les nommés Danty, Madame, Hedembaig, les jurats et corps de ladite ville de Salies de la réformation par eux demandée de l'appointement du parlement de Pau, du 26 juillet 1736, les déboute pareillement, et le nommé Lagoardette, quant à la forme, de l'opposition à l'arrêt dudit parlement, du 22 juin de la même année 1736, sans néanmoins que ledit arrêt puisse avoir aucun effet, lequel demeurera comme non venu, attendu qu'il y a été pourvu par l'arrêt du conseil, du 12 décembre 1739 ; les déboute aussi de leur opposition à l'arrêt dudit parlement, du 13 août 1736, de l'appel et demande en cassation des ordonnances dudit sieur de Colomme, conseiller, par lui rendues en qualité de commissaire en cette partie, dans la procédure faite en exécution de l'arrêt du 22 juin et de l'appointement du 26 juillet de la même année 1736 :

Et, faisant droit au principal, sans s'arrêter à la demande en homologation de la délibération du 4 août 1736, formée par Montesquiut-Labouromme, syndic des part-prenans, laquelle délibération Sa Majesté a cassée et annulée, ni aux conclusions en dommages et intérêts prises par ledit syndic contre Danty cadet, ancien maire, Fortain, jurat, Anty aîné, Madame, Hedembaig et autres y dénommés, dont Sa Majesté les a déchargés ; a ordonné et ordonne que le règlement des 11 et 16 novembre 1587, arrêt rendu en conséquence, du 12 décembre 1739, seront exécutés selon leur forme et teneur, en ce qu'il n'y sera point dérogé par le présent arrêt ; en conséquence, que l'administration de la fontaine d'eau salée de ladite ville de Salies sera faite par les jurats et quatre administrateurs-contrôleurs, conjointement à l'assistance du syndic et receveur, lesquels quatre administrateurs-contrôleurs, le receveur et le syndic seront nommés par le sieur intendant et commissaire départi dans ladite province de Béarn, de

deux en deux ans, à compter du premier janvier de l'année prochaine 1744, à l'effet de laquelle nomination ordonne, Sa Majesté, que les notables des part-prenans seront assemblés avec les jurats et députés, le premier novembre de l'année avant laquelle lesdits officiers devront entrer en exercice audit jour premier janvier, dans laquelle assemblée sera fait choix de douze sujets dont la liste sera présentée au plus tard le premier décembre audit sieur intendant et commissaire départi, pour être par lui choisi six sujets pour faire, pendant lesdites deux années, les fonctions d'administrateurs-contrôleurs, receveur et syndic.

Veut, sa Majesté, que, dans ladite assemblée des notables part-prenans, les jurats et députés n'aient que le droit de présence seulement, sans que, sous aucun prétexte, ils puissent donner leur suffrage sur le choix desdits douze sujets.

Fait, Sa Majesté, très expresses inhibitions et défenses à tous autres qu'à ceux qui auront été ainsi nommés de s'ingérer dans ladite administration, ni de troubler dans lesdites fonctions les jurats et administrateurs sous telles peines que de droit.

Ordonne, Sa Majesté, que les receveurs des revenus de ladite fontaine seront tenus de remettre de trois en trois mois, à compter du premier janvier 1744, audit sieur intendant et commissaire départi, un bref état des recettes et dépenses qui seront faites sur le produit de la fontaine, lesquels états seront certifiés dudit receveur, des jurats, des administrateurs-contrôleurs et du syndic ; ordonne pareillement, Sa Majesté, que les comptes concernant l'administration et revenus de la fontaine seront rendus par les receveurs devant lesdits jurats et quatre auditeurs, qui seront choisis par les notables seulement, lesquels comptes seront rapportés et clos par lesdits jurats et auditeurs dans les quinze premiers jours de l'année qui suivra celle

où aura fini l'exercice desdits receveurs, dont un double desdits comptes collationné par le premier jurat sera envoyé immédiatement après la clôture au sieur intendant et commissaire départi.

Déclare, Sa Majesté, nulles et comme non avenues les radiations faites par les jurats, sans le consentement des part-prenans, le 16 juillet 1736, leur défend d'en faire de semblables à l'avenir, sous telles peines qu'il appartiendra, sans néanmoins que les particuliers dont les noms ont été rayés par lesdits jurats puissent prétendre jouir des droits des part-prenans à ladite fontaine, si ce n'est sous les conditions portées par le présent arrêt.

Et, faisant droit sur l'opposition des jurats à ce que les particuliers non résidans dans l'enceinte ou enclos de la ville de Salies participent aux comptes d'eau salée, et soient rétablis dans le livre de partage, si ce n'est dans le cas où ils y feront leur résidence et y tiendront famille.

Ordonne, Sa Majesté, que lesdits particuliers demeureront privés de la jouissance dudit compte d'eau salée, jusqu'à ce qu'ils fassent leur résidence dans l'enceinte ou enclos de ladite ville de Salies, avec leur famille, lesquels ne seront cependant rétablis dans le livre de partage et admis à profiter de l'eau salée qu'après six mois d'habitation actuelle dans l'enceinte de ladite ville; ordonne au surplus, Sa Majesté, que jusqu'à ce que lesdits particuliers aient été reçus à participer à la jouissance de ladite eau salée, ils ne pourront être nommés administrateurs-contrôleurs et notables, ni être appelés aux assemblées desdits part-prenans pour y avoir voix délibératrice, le tout conformément au règlement de 1587;

Arrêts du parlement de Pau, rendus en conséquence, et à l'arrêt du conseil du 12 décembre 1739, à l'exception néanmoins des particuliers qui, ayant droit, suivant ce qui a été dit ci-dessus, de participer à ladite fontaine salée, ne résideraient point dans ladite ville de Salies, à cause du

service qu'ils rendent à Sa Majesté dans ses armées ou ailleurs ; et à l'exception aussi des présidens, conseillers, procureurs et avocats-généraux, substituts du procureur-général et greffier en chef du parlement de Pau, qui seraient dans le même cas, lesquels Sa Majesté a dispensé et dispense de résidence dans la ville de Salies, à l'effet de jouir du compte d'eau salée, sans que, sous aucun prétexte, aucuns autres particuliers non résidans puissent jouir de leur droit sur ladite fontaine, sauf à eux à se conformer aux conditions prescrites par le présent arrêt.

Fait, Sa Majesté, défenses de convoquer aucune assemblée générale des part-prenans, sous quelque prétexte et pour quelque cause que ce soit, sans en avoir auparavant obtenu la permission du commissaire départi, aux peines portées par les ordonnances.

Et, sur les demandes pour le rétablissement entre les mains du garde-bourcier ou trésorier, des sommes reçues par les syndics et autres, tant au nommé Morlaas, trésorier en 1736, qu'autres trésoriers depuis ladite année, en exécution des arrêts ou appointements du parlement de Pau ; met, Sa Majesté, les parties hors de cour et de procès, sans cependant tirer à conséquence, et, pareillement sur les conclusions prises par Bourdette et Barranque, en condamnation des frais prétendus faits mal à propos et dommages et intérêts contre les jurats et députés pour avoir signé la cédula évocatoire du 28 juin 1738, et passé la procuration du 20 janvier 1739, pour faire la cédula évocatoire du 22 dudit mois, met, Sa Majesté, les parties hors de cour et de procès, comme aussi sur les dommages et intérêts et frais demandés par les jurats contre Colomme, Esperbasque, les Capdeville frères, leurs consorts, Bourdette, Barranque, Graoüillet et Seré.

Au surplus, ordonne, Sa Majesté, que les jurats et députés de ladite ville de Salies remettront, dans un mois, au sieur intendant et commissaire départi dans la province

de Béarn, ou celui qui sera par lui commis, les comptes des gardes, trésoriers et receveurs des dix dernières années avant la délibération du 4 août 1736, et les comptes du garde et receveur de ladite année 1736, avec les pièces justificatives, pour le tout, communiqué au syndic des part-prenans, être fourni tels blâmes, débats, réponses et soutènemens qu'il appartiendra, pour, sur le tout, être par ledit sieur intendant et commissaire départi procédé à la vérification ou révision desdits comptes, ainsi qu'il appartiendra ; entend, Sa Majesté, que les ordonnances qui seront par lui rendues contre les reliquataires, si aucuns y a, soient exécutées nonobstant toutes oppositions ou appellations, et sans y préjudicier, et lesdits comptables reliquataires contraints au paiement desdits reliquats par toutes voies, même par corps, et leurs veuves et héritiers par saisie et exécution de leurs meubles et effets, sans préjudice néanmoins aux parties, après les vérifications et révisions desdits comptes, de faire procéder devant ledit sieur intendant et commissaire départi au jugement des affaires criminelles qui restent à juger, et ce. conformément à l'arrêt du conseil du 25 janvier 1742.

Au surplus, Sa Majesté a évoqué et évoque à soi et à son conseil les procès et différens nés et à naître, tant au parlement de Pau que devant tous autres juges, entre les jurats de Salies, les administrateurs, les part-prenans et les particuliers qui ont été rayés du registre desdits parts-prenans et exclus de la jouissance du compte d'eau salée, ensemble le procès pendant audit parlement de Pau, entre la dame d'Espalungue et le syndic desdits part-prenans, tous lesquels procès Sa Majesté a renvoyé et renvoie devant ledit sieur intendant et commissaire départi en la province de Béarn, pour être par lui jugés, sauf l'appel au conseil, lui attribuant Sa Majesté, de même que pour juger les vérifications et appellations des clôtures desdits comptes des revenus de la fontaine, et toutes au-

tres contestations sur l'administration de ladite fontaine, de quelque nature qu'elles soient, même sur les droits, places, honneurs et privilèges des jurats, contrôleurs-administrateurs, syndics, receveurs et notables part-prenans, toute cour, juridiction et connaissance et icel interdisant à toutes ses cours et autres juges.

Ordonne, Sa Majesté, que le présent arrêt sera enregistré, tant sur les registres des délibérations de la communauté, que sur les registres concernant l'administration de ladite fontaine, et déposé dans les archives de ladite ville de Salies, tous dépends compensés.

Enjoint, Sa Majesté, au sieur intendant et commissaire départi dans ladite province de Béarn d'y tenir la main, ainsi qu'à l'entière exécution dudit arrêt.

Fait au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le douzième jour de mai mil sept cent quarante trois. Signé : Phelypeaux.

Jean-Nicolas Megret de Serilly, Chevalier, comte de Chapelaïne, seigneur de Sommessons, Auximont et Vassimont, conseiller du roi en ses conseils, conseiller d'honneur en sa cour des aides de Paris, M^e des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances en Navarre, Béarn et généralité d'Auch.

Vu l'arrêt du conseil ci-dessus : Nous ordonnons que ledit arrêt sera exécuté selon sa forme et teneur.

Fait à Bayonne, le 30 mai 1753. Signé, Serilly. Et plus bas, par Monseigneur Maluz.

Après la Révolution, la propriété collective de la corporation des voisins a survécu avec ses caractères essentiellement différents du droit commun de la propriété immobilière. L'administration de la fontaine a été alors réglementée par un arrêté des Consuls du

11 messidor an X qui confirmait un arrêté préfectoral du 4 floréal an IX.

La fontaine, disait l'arrêté, sera administrée par le maire, deux adjoints, le commissaire de police et quatre administrateurs-contrôleurs. Un syndic sera chargé de la poursuite des affaires et un receveur sera nommé. Administrateurs, syndic et receveur étaient désignés par le préfet sur une liste de 12 sujets choisis parmi les part-prenants. Ceux-ci étaient élus par 40 notables part-prenants désignés par le maire, les adjoints et le commissaire de police, le maire avait la présidence de l'assemblée des notables.

Les Consuls, dans leur arrêté du 11 messidor an X, confirmèrent le décret préfectoral, ainsi que l'administration de cette fontaine. Ils considéraient le préfet comme le successeur de l'ancien intendant et déclaraient même qu'il est de l'intérêt public et particulier que cette administration toute spéciale soit maintenue. Ils voyaient donc avec faveur cette exception au droit général et y donnaient leur adhésion.

ARRÊTÉS

du préfet du département des Basses-Pyrénées et des Consuls de la République, relatifs à l'administration de la fontaine salée de Salies. Des 4 floréal an IX et 11 messidor an X.

Extrait des registres de la Préfecture des Basses-Pyrénées.

Le préfet des Basses-Pyrénées, sur le compte qui lui a été rendu de l'état actuel de l'administration de la fontaine salée de Salies et de la réclamation des régisseurs.

Arrête provisoirement :

ARTICLE PREMIER.

La fontaine salée de Salies sera administrée par le maire, les deux adjoints et le commissaire de police, et par quatre administrateurs-contrôleurs.

ART. II.

Il y aura en outre un syndic chargé de la poursuite des affaires relatives à la fontaine et un receveur.

ART. III.

Les quatre administrateurs-contrôleurs, le syndic et le receveur seront nommés par le préfet, sur une liste indicative de douze sujets qui seront choisis parmi les part-prenans de l'eau salée.

ART. IV.

Ce choix sera fait par quarante notables part-prenans qui seront désignés par le maire, adjoints et commissaire de police.

ART. V.

Les notables part-prenans se réuniront sur la convocation du maire. Il présidera leur assemblée : la présence des deux tiers sera nécessaire pour délibérer.

ART. VI.

Le maire fera parvenir le plus tôt possible au préfet, par la voie du sous-préfet, la liste indicative ci-dessus prescrite.

ART. VII.

Les régisseurs et le syndic actuel cesseront sur le champ leurs fonctions et remettront au maire les titres et papiers relatifs à la fontaine d'eau salée dont ils sont nantis, sur

inventaire qui sera fait double, lequel sera signé du maire et d'un des régisseurs.

ART. VIII.

Le receveur actuel remettra pareillement au nouveau receveur les sommes déposées dans sa caisse appartenantes à la masse des part-prenans, moyennant une reconnaissance que le nouveau receveur sera tenu de lui en fournir et qui lui servira de décharge.

ART. IX.

Il rendra compte des recettes et dépenses des dix dernières années devant les nouveaux administrateurs et quatre commissaires-auditeurs ; ceux-ci seront nommés à cet effet par les notables part-prenans.

ART. X.

Le préfet prendra ultérieurement telles mesures qu'il appartiendra sur l'administration de la fontaine salée.

ART. XI.

Le présent arrêté sera transcrit sur les registres de l'administration de la fontaine salée, publié et affiché dans la commune de Salies.

Pau, le 4 floréal an IX de la République française.

Signé : SERVIEZ.

Pour expédition :

Le Secrétaire général de préfecture,

Signé : DAGUETTE.

Pour ampliation :

Le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Orthez,

Signé : PARAIGE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

LIBERTÉ

—

ÉGALITÉ

—

AMPLIATION

Extrait des registres des délibérations des Consuls
de la République.

Paris, le 11 messidor l'an X de la République, une,
et indivisible.

Les Consuls de la République, sur le rapport du Ministre de l'intérieur :

Considérant que l'arrêt du Conseil d'État du 12 mai 1743 avait réglé que le ci-devant intendant de Béarn nommerait les administrateurs-contrôleurs, un syndic et un receveur pour administrer la fontaine d'eau salée de Salies, conjointement avec les jurats, qu'il les choisirait entre douze candidats qui lui seraient présentés par l'assemblée des notables des part-prenans et qu'il vérifierait et approuverait leurs comptes de gestion ;

Que les administrations de département et ensuite les préfets ont remplacé les ci-devant intendants dans les fonctions administratives qui leur étaient déléguées ;

Que l'arrêt du conseil du 12 mai 1743 n'a été annulé par aucune loi, ni par aucun acte du gouvernement ;

Qu'il est de l'intérêt public et de l'intérêt particulier de la commune de Salies que le mode d'administration de la fontaine salée de Salies, qui avait été réglé, soit maintenu ;

Le Conseil d'État entendu ;

Arrêtent :

ARTICLE PREMIER.

L'arrêt du ci-devant Conseil d'État du 12 mai 1743, en ce qui concerne la nomination des administrateurs de la fontaine de Salies et la reddition de leurs comptes sera suivi.

En conséquence, le Préfet du département des Basses-Pyrénées est autorisé à faire la nomination desdits administrateurs, entre douze candidats qui lui seront présentés par les notables des part-prenans aux revenus de ladite fontaine ; il vérifiera tous les ans et apurera leurs comptes.

ART. II.

L'arrêté provisoire que le Préfet a pris à ce sujet, le 4 floréal an IX, est confirmé ; il prendra en outre les mesures nécessaires pour contraindre l'ex-receveur à rendre le compte de ses recettes, et pour faire remettre par lui et les ex-administrateurs les titres et papiers relatifs à l'administration de ladite fontaine ; en conséquence, le jugement du tribunal d'Orthez, du 22 germinal, an X, est regardé comme non avenu.

ART. III.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Premier Consul,

Signé : BONAPARTE.

Par le Premier Consul :

Le secrétaire d'État,

Signé : Hugues-B. MARET.

Pour ampliation :

Le ministre de l'Intérieur,

Signé : CHAPTAL.

Pour copie conforme :

Le secrétaire général de Préfecture,

Signé : DAGUETTE.

Ces dispositions étaient encore en vigueur quand la loi du 17 juin 1843 assimilant les sources salées aux

mines et exigeant pour elles une concession comme pour ces dernières a rendu nécessaire l'ordonnance royale du 29 juin 1843.

Voici l'extrait de cette ordonnance :

ORDONNANCE

du 29 juin 1843 portant qu'il est fait à l'association des part-prenants à la fontaine de Salies concession de ladite fontaine et de puits et sources d'eau salée situés dans la commune de Salies (Basses-Pyrénées).

(EXTRAIT)

Concession appelée concession de Salies, ses limites. — Redevances dues par suite de la loi du 21 avril 1810 et charges relatives à l'impôt du sel. Les concessionnaires seront tenus d'extraire annuellement 500,000 kilogs de sel. — De nouveaux puits ne pourront être ouverts qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 15 de l'ordonnance du 7 mars 1841. — Désignation par les administrateurs de celui qui représentera les concessionnaires devant l'administration : elle doit être faite par déclaration authentique au secrétariat de la préfecture. Cette désignation ne porte point atteinte aux attributions du syndic.

Un arrêté du Commissaire du gouvernement en date du 17 mai 1848 suivit cette ordonnance. Mais il ne reçut jamais d'exécution, aussi nous bornerons-nous à en indiquer le contenu.

L'administration de la fontaine était confiée à une commission composée du maire, de deux adjoints, du commissaire de police et de cinq administrateurs nom-

més pour deux ans par une assemblée générale des part-prenants. — Un receveur remplissant les fonctions de secrétaire était nommé par la commission. — Un nouveau livre des chefs contenant la liste de tous les part-prenants devait être établi par la nouvelle commission et dressé par ordre alphabétique. Il devait contenir les indications nécessaires pour que les droits de chacun fussent facilement reconnus. — Les fonds en caisse devaient être distribués aux part-prenants au commencement de chaque trimestre. — Le paiement devait être constaté par des feuilles envoyées par les parties prenantes. — Le conseil des notables était réduit à 20 membres élus dans la forme déterminée pour l'élection des administrateurs.

Quelques années plus tard, un arrêté préfectoral du 9 juillet 1853, prononça la dissolution du conseil d'administration. Par suite de cette décision l'autorité municipale eut seule la gestion de la fontaine avec le concours d'administrateurs désignés soit par le maire, soit par le préfet. Elle en profita pour appliquer la majeure partie des revenus de la fontaine aux dépenses communales.

Ces agissements amenèrent les protestations des intéressés dont nous avons déjà parlé dans l'historique et le préfet des Basses-Pyrénées soumit au ministre des travaux publics, en 1860, un nouveau projet de règlement.

Ce projet voulait modifier à la fois et les conditions

de la propriété et le mode de gestion de la fontaine. Mais en agissant ainsi, l'autorité administrative faisait essentiellement preuve d'arbitraire, car elle ne s'occupait pas de recueillir le consentement des intéressés. La question fut étudiée à nouveau dans le département, au Conseil général des mines (qui émit les avis des 28 février 1862 et 9 juin 1876), et au Conseil d'État dans un autre ordre d'idées, en cherchant à rendre aux part-prenants la gestion propre de leur propriété.

Ces diverses études ont donné naissance au décret du 18 décembre 1876, qui, si on consulte ses travaux préparatoires déjà énumérés, prouve bien qu'il veut légaliser la propriété privée des part-prenants, même dans sa dérogation au droit commun régissant les immeubles de France. D'un autre côté, la réglementation qu'il admet touchant l'administration de la fontaine est un nouvel argument en faveur de la théorie qui prétend que la corporation des part-prenants n'est pas, comme le veut le Conseil d'État, une fiction illégale, mais bien une tolérance légale, une exception parfaitement admise à certaines règles de notre droit.

Les dispositions de ce décret sont à peu près semblables à celles de l'arrêté de l'an X. Il substitue un système d'élection à deux degrés à la désignation par le préfet des membres électifs du conseil d'administration sur une liste de présentation dressé par le conseil des notables.

La fontaine est administrée par un conseil composé du maire, des adjoints, de six administrateurs élus dont deux sont chargés des fonctions de syndic et de receveur. Un mois avant l'élection des administrateurs, les part-prenants sont convoqués pour élire quarante notables. Ces derniers élisent les 6 administrateurs. Le maire convoque à ces élections, préside l'assemblée générale des part-prenants, celle des notables et le conseil d'administration de la fontaine. Les administrateurs sont nommés pour 5 ans et rééligibles. En cas de vacance par décès les 40 notables sont convoqués dans le mois pour l'élection nouvelle. Le remplaçant reste en fonction jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions du défunt. Le maire a voix prépondérante dans les délibérations du conseil d'administration. Dans les 6 administrateurs on choisit un receveur et un syndic pour représenter les concessionnaires devant l'administration. Sa nomination doit être l'objet d'une déclaration authentique fait au secrétariat de la préfecture (Art. 19, ordonnance du 29 juin 1843). Dans la séance où ses comptes sont soumis à l'approbation du conseil, le receveur ne prend pas part à la délibération. Les dispositions des anciens règlements contraires au présent sont rapportées. Par son article XI le décret reconnaît comme légales ces dispositions. C'est bien ce que nous avons soutenu plus haut. Voici le texte de ce décret :

DÉCRET

Le Président de la République française :

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu les anciens règlements, relatifs à l'administration de la fontaine salée de Salies, et notamment le règlement du 11 novembre 1587, et les arrêts du Conseil d'État du Roi des 12 novembre 1739 et 12 mai 1743 ;

Vu l'arrêté consulaire du 11 messidor an X, sanctionnant l'arrêté du préfet des Basses-Pyrénées du 4 floréal, an IX ;

Vu l'ordonnance royale du 29 juin 1843 portant concession de la fontaine salée de Salies, et des puits et sources d'eau salée qui en dépendent à l'association dite des part-prenants ;

Vu les avis du conseil général des mines des 28 février 1862 et 9 juin 1876 ;

Le Conseil d'État entendu,

Décède :

ARTICLE PREMIER.

La fontaine salée de Salies est administrée par un conseil composé du maire, des adjoints et de six administrateurs élus, y compris les deux membres chargés des fonctions de syndic et de receveur.

ART. II.

Un mois avant l'élection des administrateurs, tous les part-prenants sont convoqués au collège électoral de la commune de Salies, afin d'élire, à la pluralité des suffrages, au scrutin secret, 40 notables part-prenants ;

ART. III.

Ces 40 notables nomment parmi eux, à la majorité des voix et au scrutin secret, les 6 administrateurs.

ART. IV.

Les convocations à ces diverses élections seront faites par le maire de Salies, qui présidera l'assemblée générale des part-prenants, l'assemblée des notables et le conseil d'administration de la fontaine salée, défini à l'article premier.

ART. V.

Les administrateurs sont nommés pour 5 ans, ils peuvent être réélus.

En cas de vacance, avant l'expiration du délai de cinq ans, et dans le délai d'un mois à dater du décès ou de la démission qui a donné lieu à la vacance, l'assemblée des 40 notables part-prenants est convoquée pour élire un nouveau membre du conseil d'administration.

Le nouvel administrateur reste en exercice jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de celui qu'il remplace.

ART. VI.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. VII.

Le conseil d'administration désigne un syndic chargé de l'exécution des décisions du conseil, et un receveur.

Le syndic et le receveur ne peuvent être choisis que parmi les notables part-prenants qui font partie de l'administration.

Le syndic sera pourvu des pouvoirs nécessaires pour représenter devant l'administration les concessionnaires des sources d'eau salée de Salies.

La nomination de ce syndic sera, en conséquence, l'ob-

jet d'une déclaration authentique, faite au secrétariat de la Préfecture ainsi que le prescrit l'article XIX de l'ordonnance royale du 29 juin 1843, portant concession de la fontaine salée de Salies. Le receveur ne peut prendre part à la délibération dans la séance où ses comptes sont soumis à l'approbation du conseil.

ART. VIII.

Les comptes du syndic et du régisseur actuel seront remis au nouveau syndic et au nouveau receveur, qui auront été désignés en vertu du présent décret, et seront apurés en présence du conseil d'administration, dans le mois qui suivra l'installation de ce conseil.

ART. IX.

Le présent règlement sera transcrit sur les registres de l'administration de la fontaine salée, publié et affiché dans la commune de Salies.

ART. X.

Les élections pour la formation du nouveau conseil d'administration de la fontaine salée auront lieu dans le plus bref délai.

Ce conseil entrera en fonctions le 1^{er} janvier 1877.

ART. XI.

Les dispositions des anciens règlements relatifs à l'administration de la fontaine salée de Salies sont rapportées en ce qu'elles ont de contraire au présent règlement.

ART. XII.

Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Versailles, le dix huit décembre mil huit cent soixante seize.

Signé : MARÉCHAL DE MAC-MAHON.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Travaux publics,

Signé : ALBERT CHRISTOPHE.

Pour ampliation :

Le conseiller d'État, secrétaire général,

Signé : PASCAL.

Pour copie conforme :

Signé : DE ROQUETTE.

Pour copie conforme :

Le sous-préfet d'Orthez,

Signé : LOUIS BARON.

CHAPITRE IV

NATURE JURIDIQUE DU DROIT DES PART-PRENANTS SUR LA FONTAINE SALÉE

Occupons-nous maintenant de dégager la nature juridique du droit que les part-prenants possèdent sur la fontaine salée. Nous savons que les droits qu'on peut avoir sur les choses se rangent tous en deux catégories : les droits réels et les personnels ; les premiers s'exercent sans intermédiaire, directement et immédiatement sur la chose, les seconds médiatement au moyen d'une personne tierce. Certainement le droit des part-prenants peut se placer dans la première catégorie. En effet, il n'y a point ici d'intermédiaire, il y a un droit sur une chose : un *jus in re*, chaque part-prenant a un droit sur la fontaine salée qui constitue un immeuble, et ce droit, bien que soumis à certaines restrictions, s'exerce sans intermédiaire.

Mais ce droit réel est d'une nature particulière. Il ne peut être assimilé à aucun de ceux que régit le code civil formant chez nous le droit commun qui leur est propre. Nous allons voir qu'il y déroge sur de nombreux points.

Quels sont en effet les divers droits réels décrits par le Code civil? Nous trouvons la propriété, l'usufruit, l'usage, l'habitation, l'emphythéose, les hypothèques et privilèges, l'antichrèse, etc. Ceux dont se rapproche le plus le droit des part-prenants de Salies sont assurément la propriété, l'usufruit et l'usage, mais il est impossible de le ranger absolument dans l'une quelconque de ces catégories, car de toutes, il diffère par quelque côté. Et c'est précisément là le point original de cette coutume de Salies, qui reste comme un des rares îlots qui ont surnagé dans le déluge de l'unification du droit.

Le droit des part-prenants sur la fontaine salée n'est ni un usage ni un usufruit, car ces droits ont pour caractère essentiel d'être viagers, de s'éteindre à la mort du possesseur du droit. Or ici, le droit, au lieu de s'éteindre à la mort de chaque part-prenant, passe, nous l'avons vu, dans les règlements, aux héritiers, héritières, cadets ou cadettes.

Le droit de chaque voisin se rapproche beaucoup du droit de propriété. Mais, si l'on peut à la rigueur dire que c'est une sorte de droit de propriété, on ne peut prétendre que c'est celui qu'a réglementé le Code civil.

L'article 544 nous dit, en effet : la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et par les règlements.

Dans cette définition, nous trouvons les trois éléments

du droit de propriété : le *jus utendi* ou droit de jouir de la chose, le *jus fruendi* ou droit d'en percevoir les fruits, et le *jus abutendi* ou droit d'en disposer.

Mais retrouvons-nous dans le droit des part-prenants ces mêmes éléments, au moins avec autant d'étendue ? Non, car si les possesseurs d'un *compte de saïce* ont le privilège de jouir et de percevoir chaque année les revenus de la fontaine qui leur sont distribués sous forme de dividende, ils n'ont point un droit de jouissance absolue, ils ne peuvent en jouir que de cette façon et ne peuvent exploiter la fontaine à leur guise ; leur volonté est ici entravée, diminuée par celle de leurs co-part-prenants. Quant au *jus abutendi*, il est encore moins étendu, car la fontaine constitue un bien inaliénable dont les part-prenants ne peuvent aucunement disposer. La principale raison en est que les copropriétaires de la fontaine ne peuvent jamais être tous connus, car dès qu'un part-prenant cesse de résider à Salies, son droit ne peut plus s'exercer ; il n'est point perdu pour cela, mais il est en quelque sorte à l'état latent, il sommeille, et, dès son retour dans la ville, il reprend sa force tout entière. Aussi, des individus qui auraient passé, même des siècles, hors de la ville et qui y reviendraient, verraient-ils revivre leur droit au compte de sel. Les part-prenants, par suite de cette disposition de leur coutume, sont donc dans une indivision forcée, perpétuelle, et cela contrairement à l'article 815 du Code civil : nul ne peut être contraint à

demeurer dans l'indivision, et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

Mais qu'est-ce alors que ce droit réel de la corporation des voisins ? C'est, d'après nous, une propriété *sui generis*, une propriété collective reste des anciennes propriétés collectives, que certains auteurs prétendent être à l'origine de toute propriété. C'est une propriété descendant directement de celle qui existait au Moyen-Age sous le nom de main-morte. En effet, beaucoup de caractères de cette dernière se retrouvent dans la coutume de Salies comme le droit d'ainesse, l'inaliénabilité de l'immeuble, le retour du droit à la communauté au cas où le possesseur décède sans héritiers, et l'origine probable de cette coutume, que nous avons déjà discutée, permet de conjecturer qu'elle en arrive en droite ligne.

Cette propriété de la coutume de Salies est une exception remarquable aux règles qui forment actuellement le droit commun de la propriété immobilière en France, puisqu'elle viole ouvertement le principe qui admet que tout propriétaire ait le droit de jouir et de disposer de sa chose d'une manière absolue. Elle constitue, nous venons de le voir, une propriété inaliénable dont le partage est impossible. De plus, elle est soumise pour son acquisition et sa transmission à certaines conditions restrictives. C'est ainsi que nous avons vu, dans les règlements, l'inégalité résultant du sexe, la fille cadette

n'ayant qu'un demi-droit, alors que son frère possède un droit entier. De même l'obligation de résidence à Salies imposée à tout part-prenant qui veut toucher le compte d'eau salée, et l'obligation matrimoniale qui exige que l'on soit marié et qu'on ait famille à part ou feu allumé dans la ville de Salies.

Ce droit des part-prenants, il est plus exact de dire qu'il se transmet par filiation que par succession. Point n'est besoin que le possesseur actuel du droit meure pour que ses descendants en héritent. Ainsi nous voyons l'héritier séparé de son père et marié, qui, du vivant de celui-ci, touche un demi-droit. Le cadet, lui, touche un droit entier. Et ce droit est absolument distinct, il forme à la mort du chef de famille comme une succession à part puisqu'on peut parfaitement répudier la succession ordinaire et jouir cependant du compte d'eau salée.

La coutume de Salies que nous venons de voir en contradiction complète sur certains points avec le droit civil, viole aussi, sur certains autres, les principes du Code de commerce. Cette propriété collective on pourrait être tenté de la rapprocher des formes de la société réglementée par la loi civile ou commerciale. Mais quand on l'examine de près, on aperçoit des différences notables.

D'abord ces droits des part-prenants ne dérivent nullement de la loi. Ils ont leur fondement dans l'usage ou la tradition codifiée dans les règlements qui ont encore

aujourd'hui toute leur force malgré l'unification législative qu'a subie notre droit.

En second lieu, dans toute société civile ou commerciale on trouve un apport de chaque associé qui consiste tantôt en des capitaux, tantôt dans des qualités morales ou intellectuelles, que chacun apporte en vue d'augmenter le fonds commun. Dans la coutume de Salies, rien de semblable ; il paraît y avoir une sorte de communauté entre les voisins, mais aucun ne fait d'apport.

Contrairement à ce qui a lieu dans les sociétés civiles et commerciales, les associés ne règlent pas eux-mêmes l'administration de leur société. C'est l'autorité publique qui s'immisce dans leurs affaires propres et qui administre : nous avons vu en effet que le maire était président, de droit, du Conseil d'administration.

Pour nous donc, point encore de société civile ou commerciale, une simple communauté ou indivision. La propriété de la source se trouve commune à un certain nombre d'habitants. C'est du reste la théorie soutenue par M^e Vavasseur, avocat à la Cour d'appel de Paris, dans un mémoire conservé aux archives de la fontaine salée (1) et qu'il avait fourni à propos d'un procès de la corporation.

Maintenant, arrivons à une question très importante ayant donné lieu à des procès, qu'a soutenus la corpo-

(1) Délibération du Conseil d'administration du 7 décembre 1887.

ration des part-prenants. La fontaine salée de Salies est-elle un bien communal ou une propriété particulière ? Il s'agit ici d'une question vitale pour la corporation, car si on en arrivait à prouver que la fontaine était un bien communal, son existence serait bien menacée.

Rapprochons de cette question celle qui lui est connexe et qui prétend que la fontaine de Salies doit être considérée comme un bien appartenant à une section de commune. C'est la thèse qu'a soutenue l'administration de l'enregistrement en 1887 lors d'un procès qu'elle eut avec la corporation. Elle s'appuyait sur l'article 1^{er}, n° 2, de la loi du 29 juin 1872, pour réclamer le paiement d'un impôt de 3 0/0 sur les intérêts des emprunts contractés par les part-prenants et considérerait la corporation des voisins comme une section de commune à laquelle appartenait la fontaine salée.

Voyons d'abord les arguments présentés par ceux qui prétendent que la fontaine salée est un bien communal. Ils se prévalent en premier lieu de nombreux arrêts qui disent qu'elle est un bien appartenant aux habitants de la ville de Salies. Ce sont les arrêts du conseil souverain de Béarn du 19 juin 1570 et du 14 août 1574 qui maintiennent les *jurats, députés, manans et habitants de Salies* dans la propriété, possession et jouissance de la fontaine salée.

Une ordonnance d'Henri IV du 21 juin 1588 déclarant que les deux puits salants de la Trompe sont du

domaine de Sa Majesté et que la fontaine salée appartient aux *habitants de Salies*.

Des arrêts du Conseil souverain de Béarn du 7 novembre 1598 et du 28 septembre 1600 condamnant les *habitants de Salies* à payer le fief de la fontaine salée.

Un arrêt du 5 novembre 1664 qui maintient les *habitants de Salies* dans la faculté de prendre l'eau salée de la fontaine.

Le livre terrier de 1678 dans lequel un jurat et un député des habitants de Salies déclarant que les *habitants* possèdent en commun une fontaine d'eau salée (1).

Un autre argument pour prouver que la fontaine est un bien communal est celui tiré du règlement de 1587 dans lequel on parle toujours de la fontaine salée comme appartenant à la ville de Salies : « La dite ville possède comme propre et particulière à soi la fontaine salée qui est dans la dite ville. » Et plus loin : « du droit de laquelle fontaine ladite ville est saisie de longue main, outre la possession immémoriale. »

Enfin, en dernier lieu, les partisans de cette opinion se prévalent de ce que pendant de longues années le budget de la commune fut confondu avec celui de la source salée et que cette dernière paya longtemps toutes les dépenses de la communauté. Et en effet, les archives

(1) Ces arrêts sont cités dans un mémoire imprimé de Bergeras, avocat, et Loustaunau, avoué, de mai 1807, imp. Pau-Véronèse.

en font foi, jusqu'au décret de 1876 la fontaine paya de nombreuses charges communales, et même au Moyen-Age on retrouve dans les comptes conservés dans les registres des délibérations de l'administration de la fontaine, qu'elle les paya totalement.

Voilà les divers arguments présentés, et il est sûr que cette théorie est très séduisante car elle aplanirait bien des difficultés. Elle permettrait de faire rentrer la fontaine dans les biens communaux et d'anéantir le droit de propriété collective appartenant aux part-prenants. Ce serait un moyen très simple, de ramener la coutume de Salies aux principes du Code civil.

Malheureusement cette théorie ne nous paraît guère soutenable et nous allons essayer de démontrer que la source salée n'est point un bien communal mais une propriété particulière dont les part-prenants ne pourraient être justement dépourvus que par une expropriation pour cause d'utilité publique.

Remontons à l'origine probable de la corporation dont nous avons parlé dans l'historique. Assurément elle fut formée par une agrégation d'individus qui se groupèrent autour de la source pour l'exploiter. Elle leur appartient en commun, ce fut une sorte de propriété collective dont les revenus profitèrent à tous. A ce moment il n'y avait pas de distinction entre la communauté et la corporation, il est presque sûr, qu'à cette époque primitive, le mot servant à désigner la corporation n'existait pas plus que la chose elle-même. Ce ne fut que beau-

coup plus tard, que se fit un semblable départ, lorsque avec une civilisation plus avancée, des étrangers furent venus se joindre aux premiers voisins pour partager avec eux les produits de la fontaine.

On nous oppose à une époque plus moderne des arrêts ou des règlements qui parlent des habitants de Salies au lieu des propriétaires de la source, et on semble voir dans cette façon de parler un reste de l'ancien état de choses qui a existé primitivement. Mais nous répondrons à cet argument que ces expressions rendaient alors exactement ce qui existait en réalité. A l'époque où ces arrêts ou règlements furent élaborés, les propriétaires de la source constituaient, peut être entièrement, ou du moins en grande majorité, la ville de Salies. Rien d'étonnant alors, que les monuments de l'époque parlant des propriétaires de la source les aient désignés sous le nom générique d'habitants de Salies.

Au reste, dans l'arrêt du Conseil du roi du 12 décembre 1739, la distinction entre la fontaine bien communal ou propriété privée est très exactement faite : « Sa Majesté..... étant pleinement instruite que la dite « fontaine d'eau salée n'est pas un bien appartenant à « la dite communauté, mais seulement à un certain « nombre de familles domiciliées dans la dite ville. » Et ce passage de l'arrêt s'appuie précisément, pour formuler cette idée, sur les neuf articles du règlement de 1387.

Quant à l'argument tiré de la confusion du budget de la commune et de celui de la source, il y a une explication historique à cette confusion. Nous avons vu déjà que le Béarn fut la terre classique du franc-allevé dans laquelle pénétra fort peu le système féodal. Nous croyons aussi avoir démontré que, en conséquence de cette première idée, la source ne fut pas une concession du seigneur aux voisins, mais que les redevances dues par ces derniers au seigneur d'Audoux furent une usurpation plutôt que le résultat d'une convention librement passée entre le seigneur concédant la source et les serfs.

A cette époque reculée, où il existait peu de sources salées, une fontaine comme celle de Salies devait fournir un bénéfice considérable. S'étonnera-t-on que les seigneurs, qui n'avaient alors d'autres revenus que les impôts qu'ils percevaient sur leurs serfs, aient imposé de préférence ceux de leurs sujets qui tiraient le meilleur parti de l'exploitation des biens immobiliers ? Au reste, les archives sont là pour attester cette pression seigneuriale, nous en avons longuement parlé dans notre historique ; et la lettre de Henri II de Navarre, de 1523, dans laquelle nous trouvons que les habitants de Salies supportaient le quart ou le cinquième des impôts du Béarn, en est un exemple typique.

Au reste, le paiement des charges communes par la fontaine s'explique fort bien, si l'on considère qu'à l'origine les voisins, propriétaires de la source, étaient les

seuls habitants de Salies. Possédant en commun la fontaine, ils agissaient comme des propriétaires privés qui payent les dépenses nécessitées par l'exploitation de leur propriété. C'est pour cela que l'entretien des chemins, des rues et places de la ville, et, en général, toutes les dépenses communales, étaient payés par les revenus de la fontaine.

Plus tard, lorsque des étrangers se furent mêlés à la population qui avait formé le noyau de la corporation, les voisins auraient dû séparer leur budget de celui de la commune. Mais outre que cela eût été difficile en présence de l'immixtion lente des étrangers dans leur communauté, il faut aussi considérer que ces dépenses, ils purent être censés les payer alors, à titre de simple subvention comme un particulier pourrait en fournir à sa commune.

Cette subvention fut peut-être même forcée. Et sans doute eût-elle lieu sous l'influence de la pression seigneuriale ou municipale. Pour la pression seigneuriale, nous en avons déjà vu des exemples dont nous avons donné les raisons. Quant à la pression municipale, il arriva parfois que les jurats chargés de l'administration de la fontaine en même temps que de celle de la ville, trouvèrent plus commode d'appliquer aux dépenses communes une source de revenus facile à trouver. Dans cet ordre d'idées, nous voyons un arrêt du Parlement de Pau du 22 décembre 1703 homologuant une délibération tendant à vendre de l'eau salée pour payer

les intérêts et le capital des offices municipaux réunis à ladite vite de Salies, sans préjudice de régler sur les non part-prenants leur contingent : « Attendu qu'ils « jouissent des biens communs, comme les autres habitants. » Les parts-prenants participaient donc comme les autres habitants aux charges communes, c'était justice, mais là où commençait l'arbitraire, c'était lorsqu'on leur faisait payer la grande majorité des dépenses communales.

L'arrêt du Conseil du roi du 12 décembre 1739 que nous avons déjà cité, distingue les biens communaux de la fontaine. Cependant son article VI, dit que les charges locales seront payées par la fontaine : « Ainsi, qu'il s'est pratiqué jusqu'à présent. » Mais il est sûr qu'il veut entendre par là les charges payées à titre de subvention. C'est ce que nous avons déjà fait remarquer en commentant cet arrêt. Sans cela il y aurait contradiction manifeste entre deux de ses parties.

Cette distinction, qui semble très nettement déterminée depuis cette époque, a du reste été formellement reconnue dans le décret du 18 décembre 1876. Nous avons vu les études successives auxquelles il a donné lieu dans le département, au conseil général des mines et au Conseil d'État, et depuis cette époque la fontaine n'a plus supporté aucune dépense communale. C'est une reconnaissance très nette de la part de l'autorité administrative du caractère de propriété privée de la fontaine.

Mais ce qui vient encore plus corroborer l'opinion que nous avons soutenue, c'est la subvention que les part-prenants n'ont cessé de fournir depuis l'établissement d'écoles communales laïques, dans la ville de Salies, aux Sœurs de la Croix chargées par eux de diriger une école communale libre. Cette subvention volontaire et toute politique peut être justement rapprochée de celles que les part-prenants payaient au Moyen-Age et dont on s'est servi pour soutenir que la fontaine était un bien communal.

Avant de terminer ce débat, nous réfuterons un dernier argument de nos adversaires : celui qui consiste à dire que la fontaine était un bien communal, car tous les voisins y avaient des droits ; or, pouvaient être reçus voisins des individus ayant rendu service à la ville. Et, en effet, nous trouvons dans les archives bien des exemples de semblables réceptions de voisins, et c'est dans un mémoire imprimé du 7 prairial an XI, de Mourrot, avocat, et Petit, avoué (1), que nous voyons reproduite une semblable assertion. Mais dans ce même mémoire, Bonnecaze, plaidant pour les jurats, dit qu'une telle théorie est contraire à l'article du règlement de 1587, qui veut qu'un étranger marié à une cadette jouisse du demi-compte d'eau salée, et seulement pendant la vie de celle-ci.

Certainement, on peut trouver dans les archives des

(1) Imprimé à Pau-Véronèse, page 17.

exemples d'étrangers admis à toucher les revenus de la fontaine, mais ce sont là quelques-unes de ces nombreuses exactions dont les part-prenants furent victimes.

Au reste, les règlements de 1525 et 1536, déjà cités, défendaient formellement aux étrangers de tirer de l'eau à la fontaine, preuve que des abus dans ce genre avaient dû être commis.

En notre faveur, au contraire, nous pourrions citer de nombreux passages des archives, dans lesquels on voit des étrangers reçus voisins sans être admis à participer au bénéfice de la fontaine. Nous n'en donnerons qu'un exemple, assez récent, puisqu'il est de l'époque de la Révolution (1).

Réception d'un Saenz comme citoyen en 1789. Dans le registre des délibérations de la fontaine salée il est mentionné que ledit sieur Saenz est reçu comme citoyen, « sans que cependant ledit sieur Saenz, ni sa progéniture puissent jamais se prévaloir de la présente réception pour prétendre à la fontaine salée qui n'est pas un bien commun, mais un bien particulier appartenant à la corporation des descendants des originaires part-prenants ».

Et cependant ce sieur Saenz est bien reçu comme voisin, c'est-à-dire comme citoyen de Salies, mais sans

(1) Il a été cité dans le journal de Salies thermal à la date du 10 novembre 1892.

participer aux revenus de la fontaine, sans être part-prenant. C'est une très catégorique affirmation du caractère essentiellement privé de la propriété des part-prenants.

Avant de terminer ce chapitre sur la nature juridique du droit des part-prenants, essayons de tirer au clair une nouvelle question qui est celle des emprunts faits par la corporation. Ces emprunts ont été garantis par une hypothèque prise sur la fontaine. Voyons si la constitution de cette hypothèque est bien valable.

La corporation des part-prenants a contracté son premier emprunt par acte notarié du 20 mars 1868. Il s'élevait à la somme de 100,000 francs, à 5 0/0, remboursable dans les 9 ans. Il le fut effectivement de 1874 à 1885.

Un nouveau de 1,200,000 francs fut contracté par acte notarié du 8 juin 1885 à 4 1/2 0/0, remboursable dans les 13 ans.

Depuis, les emprunts de la corporation se sont élevés jusqu'à 600,000 francs, ce qui est actuellement le chiffre dû. Il ont tous été garantis par une hypothèque prise sur la source. Mais quelle peut être la valeur d'une semblable hypothèque? Si nous nous posons une telle question, c'est que la corporation des part-prenants est dans une situation tout à fait particulière.

Par suite de son règlement, il est impossible de savoir au juste quel est le nombre des membres qui la composent. Car nous avons vu que le droit des part-

prenants n'existe que lorsqu'ils habitent Salies et y tiennent famille. S'en vont-ils, leur droit est perdu, mais pas complètement, il continue à subsister, en quelque sorte à l'état latent, et, dès leur retour à Salies, il renaît, et ils peuvent de nouveau s'inscrire parmi les part-prenants.

D'un autre côté, la corporation ne constituant ni une société civile ni une société commerciale, elle ne peut être représentée par personne. Elle ne forme qu'une agrégation d'individus, qui, dans leurs emprunts, doivent nécessairement donner tous, leur consentement d'une façon individuelle.

Aussi sommes-nous bien en droit de nous demander si une hypothèque ainsi consentie est valable? Juridiquement, nous pouvons répondre négativement; car elle manque d'une base fondamentale, du consentement des propriétaires de l'immeuble, qui ne sont jamais tous connus. Donc une telle hypothèque ne doit point être considérée comme bien établie. Elle est nulle parce que les propriétaires de l'immeuble sur lequel elle repose, n'ont point consenti à son établissement.

On peut aussi envisager la question sous une autre face : au point de vue de la réalisation du gage hypothécaire le jour où les créanciers non payés voudraient saisir l'immeuble. Cette saisie assurément ne pourrait être pratiquée, puisque l'hypothèque n'est pas valable.

Je sais qu'il y a fort peu de chances pour qu'une pareille éventualité se produise, car la fontaine salée et son établissement thermal donnent un revenu suffisamment capable de faire face aux intérêts dûs pour les emprunts. Mais enfin, tous les côtés de la question doivent être examinés, et cela pourrait fort bien arriver si les saliens se laissaient entraîner à des dépenses trop exagérées, par exemple pour l'agrandissement de l'établissement, ou la construction d'un casino, comme cela a souvent été discuté dans le conseil d'administration.

Analogue est la question des acquisitions faites par la corporation. Ainsi, on la voit acheter la maison Sarrenica et Larrouy (actes notariés du 7 juillet 1884 et 29 novembre 1863), les salines d'Oraàs le 12 juillet 1860, la maison et le puits de la Partière par jugement du tribunal d'Orthez du 29 novembre 1884, la maison et le puits salant appelés Dondats (actes notariés du 13 septembre et 4 décembre 1882) et diverses autres pièces de terre pour l'embellissement du jardin de son établissement (actes notariés du 24 mars 1861, 16 juin 1865, 20 juin 1870, 12 mars 1887). Eh bien, ces acquisitions sont-elles valables ? Oui en tant qu'elles sont faites par un membre de la corporation comme pour lui personnellement, mais non en tant qu'elles sont faites au nom de la corporation. Le seul moyen d'arriver à les valider serait de faire reconnaître la corporation comme ayant une existence légale, comme constituant

une exception au droit commun de la propriété immobilière en France. Mais nous verrons plus loin que le Conseil d'État s'est formellement opposé à ce qu'un semblable privilège soit accordé aux part-prenants.

CHAPITRE V

DE QUELQUES DROITS ANALOGUES EXISTANT EN FRANCE

Nous allons passer en revue quelques droits semblables à celui que réglemente la coutume de Salies ; car le droit de propriété collective de la corporation des voisins n'est pas le seul en France, il en existe bon nombre d'autres, et nous ne les connaissons pas tous. Nous allons donner un aperçu très général de ceux que nous avons découverts qui servira, peut-être, à ceux qui voudront les étudier d'une manière plus approfondie. Ceux que nous allons énumérer sommairement dans ce chapitre pourraient aisément fournir matière à une étude aussi étendue que celle que nous avons essayé de faire sur la coutume de Salies.

Le but que nous poursuivons dans cette partie de notre travail est de montrer que le droit commun régissant la propriété immobilière en France reçoit encore, dans certaines parties du pays, de nombreuses exceptions qui ont survécu, dernières traces du régime féodal qui a régit si longtemps notre propriété immobilière. Du reste, comme nous venons de le dire, notre étude

de ces droits sera assez superficielle, et nous ne prétendons nullement les avoir tous énumérés : bien au contraire, notre opinion ferme est qu'il en existe en nombre beaucoup plus grand, dans bien des parties de la France, ignorés de nos juristes et de nos législateurs.

Nous allons voir, d'abord, un reste de propriété collective qui subsiste encore dans le Nord de la France sous le nom de *portions ménagères et communales* (1). Ces droits sont exercés dans la région qu'occupaient autrefois les anciennes provinces : la Flandre, les trois évêchés, la Bourgogne et l'Artois. Ce sont des partages de jouissance de marais entre les habitants, chefs de famille de la région, sous la condition qu'en cas d'extinction de la famille, le lot qui leur a été donné par le sort fera retour à la commune, qui l'attribuera au plus ancien chef de famille non apportionné. Le tirage au sort est fait par les conseils municipaux des communes. Il existe des listes sur lesquelles on prend, par rang d'ancienneté, les habitants qui ont droit à une portion vacante. C'est un arrêté préfectoral basé sur l'article 6 des lettres-patentes de 1777, qui réglemente uniformément le mode d'inscription et d'attribution.

Ces droits de propriété collective ont été créés par des lettres-patentes de 1777 qui voulaient, par ce moyen, encourager l'agriculture et donner une sorte

(1) Il existe sur cette question un livre intitulé : *Les portions ménagères et communales en France et à l'étranger*, par E. Passez, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Paris, 1882.

de prime au défrichement des marais. Abolis par la Révolution, ils ont été rétablis quelque temps après, car on a reconnu qu'ils étaient nécessaires à la prospérité de ce pays. Des arrêtés du ministre de l'intérieur les ont autorisés. Actuellement, ils donnent lieu à des partages temporaires soit pour plusieurs années, soit pour une année seulement.

Quelle est la nature juridique de ces droits? Ce sont des droits de propriété, mais des droits de propriété *sui generis*, absolument spéciaux, faisant exception, comme la coutume de Salies elle-même, avec laquelle ils ont de nombreux points de contact, aux principes généraux du Code civil. Certainement, ils viennent en droite ligne de la mainmorte féodale, dont ils ont encore conservé un caractère essentiel, puisque, lors de l'extinction de la famille de l'apportionné, le droit, au lieu d'être transmissible à des étrangers, fait retour à la communauté. Ils sont soumis, quant à leur transmission, à de nombreuses restrictions étant inaliénables, indivisibles, insaisissables.

Quant à les ranger dans une des catégories du Code civil, cela est impossible, toujours quelque côté les en différencie. Le droit sur la portion n'est, en effet, ni un usage ni un usufruit, car ils peuvent pour la plupart se transmettre héréditairement. C'est ce qui a lieu en Lorraine, Bourgogne et Artois.

Au reste, la vente ou la donation du droit sont interdites. Les baux faits par l'apportionné mourant sans

femme ni enfant ne sont opposables ni à son aspirant successeur ni à la commune.

En Flandre, le droit est viager, au profit du ménage ; il est héréditaire en Lorraine, Bourgogne et Artois. Dans cette dernière province il est constitutif d'une sorte de majorat perpétuel au profit de l'ainé. Nous retrouvons ce dernier caractère dans la coutume de Salies et nous faisons remarquer, en passant, qu'il est ici parfaitement toléré par l'administration. De même, pour pouvoir jouir du droit, le domicile dans la commune et le feu distinct et séparé sont nécessairement exigés. L'appportionnement crée du reste une sorte de succession particulière à côté de la succession ordinaire. La chasse et la pêche appartiennent à l'appportionné sur son lot. La location du lot est possible mais liée à la personnalité de l'appportionné. Lorsqu'un lot fait retour à la communauté par suite de l'extinction de la famille à qui il a été accordé, et que la commune en redevient propriétaire, l'envoi en possession est nécessaire pour le nouvel appportionné.

Au reste, ces droits sont des droits purement civils et il n'est point nécessaire d'être français pour pouvoir les exercer. C'est ce qu'a décidé la jurisprudence des Cours et de la Cour de cassation contrairement à celle du Conseil d'État.

On a pu remarquer, dans le courant de ce bref aperçu sur les portions ménagères et communales, qu'elles avaient de nombreux points de ressemblance avec la

coutume de Salies mais que, contrairement à cette dernière, elles étaient admises et tolérées, non point légalement, puisqu'une loi n'est jamais intervenue, mais administrativement. C'est un régime semblable que nous réclamerons plus tard lorsque nous étudierons les solutions à adopter concernant la réformation de la corporation des part-prenants.

Nous avons retrouvé un droit identique à ceux dont nous venons de parler dans la vallée de Vicdessos (Ariège). C'est la propriété collective des mines de fer de Rancié (1) appartenant à tous les habitants de la vallée. Anciennement, d'après les documents qui l'ont créée, tout habitant de la vallée avait le droit d'extraire, tous les jours, une certaine quantité de minerai et de venir la vendre sur un marché dont l'emplacement était scrupuleusement fixé. Les propriétaires des hauts-fourneaux des environs venaient y faire leur provision de minerai qui était ensuite transporté à dos de mulets. Des jurats étaient chargés de la police et de la surveillance des mines, du marché et du corps des mineurs en *office*. Anciennement ils étaient élus par le bayle et les consuls, au nombre de quatre. Ils prêtaient serment sur le *Te igitur* et la Croix. Leur mode de nomination s'est de nos jours transformé ainsi que leur nombre. Quant

(1) *Recueil des titres authentiques, chartes, privilèges, franchises, actes de concessions, règlements divers. Délibérations des conseils municipaux, protestations et enquêtes, concernant les mines de fer de Rancié (Ariège)*, par R. Barbe, Toulouse, 1865.

à leur traitement, il consistait en un tant pour cent sur la vente du minerai et sur les amendes qu'ils prononçaient contre les mineurs pour contraventions aux règlements.

Ces droits furent concédés aux habitants par les seigneurs du pays, soit généreusement, à titre de donation, soit conventionnellement, par suite de la vente qui leur en fut consentie. Ils sont consignés dans de nombreuses chartes existant encore. Les premières sont écrites en latin. Ce sont celles de Roger Bernard et de Gaston Phébus, comtes de Foix. Elles datent de 1272 et 1293, et sont traduites dans le volume de M. Barbe déjà cité. Elles disent formellement que les habitants sont en « possession comme ils l'ont toujours été dans les temps les plus reculés », des mines de fer de la vallée. On y trouve la donation faite aux habitants de tout le territoire de la vallée « avec toutes libertés et tous les usages de franc-alieu dont ils ont déjà joui jusqu'alors ». Il y est très catégoriquement indiqué que les étrangers n'auront aucun droit aux mines. Au reste, dans la charte de 1273, il est déclaré par le souverain qu'une somme représentative des droits et terrains a été versée en échange. Ces libertés, franchises et donations, furent, dans la suite, approuvées et confirmées par les héritiers des droits suzerains des comtes de Foix. Il existe encore un acte de concession de Louis XIV (octobre 1659) et un édit du 18 février 1696.

De nombreux règlements ont été faits pour l'explo-

lation des mines ; le premier en date est celui du 7 août 1414. Il organise la surveillance des mines par les jurats, le marché aux minerais, le prix du minerai. Un autre qui fut élaboré au XVIII^e siècle ne fait guère que le répéter. Nous arrivons ensuite à celui du 29 juin 1805 dans lequel nous voyons que les jurats seront désormais nommés par le préfet sur une liste dressée par les mineurs assemblés. Le prix de vente du minerai sera fixé chaque année par arrêté préfectoral. Le règlement du 16 avril 1821 traite de l'admission ultérieure des mineurs, qui ne pourront être pris que parmi les habitants de la vallée de Viedessos. Dans celui du 31 mai 1833 nous voyons peu à peu se produire une usurpation de la propriété des mines au profit de l'administration. Plus tard, dans les protestations que les mineurs adresseront à l'autorité supérieure lorsqu'on voudra transformer leur propriété collective, nous verrons qu'ils se sont souvent élevés contre la tendance de ce règlement, et en ont souvent contesté la légalité. Et en effet, le préfet, d'après ce dernier, est désormais chargé de l'administration et de la police des mines avec l'avis de l'ingénieur en chef du département. Un conducteur principal des travaux est créé. Les jurats sont maintenus avec leurs attributions, mais ils sont désormais au nombre de cinq, nommés par le préfet, et renouvelés par cinquième chaque année.

Enfin, une ordonnance du 31 mai 1833 a déclaré concessionnaires des mines de fer de Rancié les huit

communes de l'ancienne vallée de Viedessos. Elle constate du reste la jouissance indivise des habitants des huit communes de la vallée depuis plusieurs siècles et que, jusqu'alors, aucune loi n'a apporté de changement à cette jouissance. L'exploitation du minerai continuera suivant les usages locaux.

En 1860 un grave événement vint changer la face des choses. Un projet, patronné par l'administration et par l'ingénieur des mines, fut en effet mis au jour. Il consistait dans l'établissement d'un chemin de fer et de plans inclinés pour transporter le minerai de la mine à Viedessos où aurait été établi un magasin général. L'utilité principale du projet, qu'on mettait en avant, consistait dans la baisse du prix de vente du minerai obtenue par une diminution de son prix de transport. Et puis, nouvelle économie et exploitation plus rationnelle de la mine : les mineurs désormais ne se payeraient plus en nature, mais recevraient un salaire déterminé, octroyé par une société concessionnaire. Certainement ce projet avait peut-être des avantages, mais une objection grave se présentait : la propriété collective des habitants de la vallée allait disparaître, il y aurait ici une véritable expropriation, et, qui plus est, une expropriation dans laquelle les propriétaires ne recevraient pas une juste et préalable indemnité. Car il n'était question de donner aucune compensation aux mineurs. Comme bien on le pense, les protestations des intéressés ne se firent pas attendre. Elles arrivèrent très nombreuses, sous forme de

pétitions des particuliers et des Conseils municipaux des communes. Une enquête d'utilité publique eut lieu en 1863. Les réclamations s'appuyèrent surtout sur la nature du droit créé par les anciennes chartes. Les habitants de la vallée excipèrent des droits de propriété consacrés par ces documents et prétendirent qu'on ne pouvait changer l'exploitation et la forme de leur propriété sans leur consentement. Du reste, la très grande majorité s'élevait contre la construction du chemin de fer et de plans inclinés pour lesquels la société Durosey-Palotte, père et fils, demandaient une concession. Ils préconisaient la confection d'une route jusqu'à la mine en s'appuyant sur les motifs suivants : économie réalisée par sa confection, car un capital beaucoup moindre que celui nécessaire pour les plans inclinés et pour le chemin de fer suffirait ; en second lieu, résultat identique à celui du chemin de fer, c'est-à-dire baisse du prix du minerai ; enfin cette route serait d'une véritable utilité pour le pays, car elle permettrait d'effectuer toujours le transport du minerai au moyen de mulets et les communes vivant de ce transport ne se verraient pas exposées à une noire misère ; et bienfaits pour l'agriculture de ces communes auxquelles les animaux de transport fournissaient l'engrais nécessaire à leurs terres. Les mineurs et les conseils municipaux demandaient en outre dans leurs pétitions l'organisation d'un syndicat de communes et la réforme de l'ordonnance de 1833 qui tendait à confisquer les droits des proprié-

taires au profit de l'administration et de l'ingénieur des mines. Ces protestations ne furent pas vaines, il fut fait droit aux réclamations des mineurs. La solution adoptée consista dans la création d'un syndicat qui a subsisté jusqu'à nos jours.

Pour terminer ce chapitre, nous allons enfin parler d'une coutume qui existe dans un petit village des Basses-Pyrénées semblable à toutes celles que nous avons étudiées jusqu'ici. Mais, particularité curieuse, il n'existe ici aucun texte, et c'est seulement d'après les renseignements puisés auprès des habitants eux-mêmes que nous avons pu l'étudier. Les droits réglementés par cette coutume portent le nom d'*embarrats de Maslacq*, petit village du canton d'Orthez. *Embarrat*, en patois, veut exactement dire enfermé. Ce sont des droits de propriété collective appartenant à quelques familles de la localité sur des arbres plantés dans certains lieux. Lorsqu'il est pratiqué une coupe, le prix de vente est partagé entre toutes ces familles. Ce sont deux hommes choisis pour administrer cette propriété par les ayant-droits qui distribuent les bénéfices. La municipalité de l'endroit est obligée de faire replanter ces arbres lorsqu'ils sont coupés ou qu'ils meurent. Au reste, le revenu que touchent les propriétaires est pour ainsi dire insignifiant. On prétend que ces droits remontent à Henri IV, mais certainement ils doivent avoir une origine beaucoup plus ancienne. Ils se transmettent de père en fils, mais ils constituent une sorte de droit réel

attaché à la terre. Et tout propriétaire possesseur du droit qui vend son immeuble vend, en même temps, le droit qui passe au nouvel acquéreur. On le voit, nous sommes ici aussi en présence d'une nouvelle propriété collective dont l'importance n'est, du reste, pas considérable.

Tels sont les quelques droits qui se rapprochent de la coutume de Salies que nous avons pu trouver dans nos investigations. Comme nous le disions en commençant ce chapitre, nous ne répondons nullement que ce soient les seuls en France. Nous les avons donnés à titre d'exemple, pour prouver que la coutume de Salies n'est pas l'unique exception au droit commun de la propriété immobilière. Il en existe encore de nombreuses et nous croyons qu'elles sont pour la plupart ignorées. Ne sont donc point dans le vrai ceux qui prétendent que le Code civil est la seule loi régissant les immeubles en France. Sur plusieurs points du territoire se retrouvent d'anciens vestiges du régime féodal qui pendant longtemps régît la propriété foncière. Peut-être même viennent-ils de plus loin et sont-ils des restes des propriétés collectives des premiers temps. Malheureusement, de jour en jour, ces originalités disparaissent, effacées par le temps et les législateurs. Petit à petit, l'unification législative se produit, et c'est à regret que nous voyons disparaître, un à un, ces restes vénérables, et si intéressants, du passé.

CHAPITRE VI

ÉTUDE DES DIFFÉRENTES SOLUTIONS PROPOSÉES

Comme conclusion à notre étude de la coutume de Salies nous allons passer en revue les moyens qui s'offrent aux part-prenants de moderniser leur propriété collective. C'est la partie vraiment pratique de notre travail et à laquelle il tend naturellement. Nous allons d'abord voir la fausse situation où se trouve la corporation qui, n'étant plus en harmonie avec les règles de notre droit civil, se heurte constamment avec elles. N'étant pas une association réglementée par nos lois actuelles, l'autorité administrative s'oppose souvent aux contrats qu'elle veut passer. Le Conseil d'État la tolère simplement, mais, comme nous allons le voir, il refuse toute extension de ses prérogatives. C'est cette tendance, qui pourrait un jour lui être funeste, à laquelle ont essayé de remédier tous ceux qui ont cherché à transformer la corporation en une association rentrant dans les cadres du droit moderne. Malheureusement le succès n'a guère couronné leurs efforts car ils se sont toujours heurtés à une résistance opiniâtre des part-

prenants. Ceux-ci, en effet, sont jaloux et fiers de leur coutume comme d'un véritable titre de noblesse, et d'un autre côté, ils considèrent toute tentative de réforme comme une atteinte à leurs droits. Ces idées qui sont profondément enracinées dans la masse du peuple, surtout parmi les part-prenants pauvres ou besogneux, ils savent au besoin les appuyer par la force. Et ces descendants des antiques voisins, qui se battaient autrefois dans la fontaine lorsque l'eau se faisait rare à force de la puiser, ont eu souvent maille à partir avec la force armée, représentée ici par la gendarmerie, qui n'est pas toujours restée complètement maîtresse de la place.

Nous allons d'abord retracer les démêlés qu'eût la corporation avec le Conseil d'État à propos des salines d'Oraàs qui n'appartenaient pas aux part-prenants. Une demande de concession des salines d'Oraàs fut faite le 12 novembre 1890. Ce fut à la suite d'une tentative par une société de Sauveterre, (village des environs de Salies), de créer une exploitation de sel à Oraàs, et d'enlever à Salies les eaux de cette saline. Le Conseil d'État à qui la concession fut demandée, opposa une fin de non recevoir formelle. Sa thèse pouvait se résumer à ceci : il voulait bien admettre que le régime exceptionnel qui subsistait à Salies, avait été maintenu par respect pour les anciennes traditions, mais il n'était d'avis d'en permettre en aucune façon l'extension.

M. Boivin-Champeaux, avocat des part-prenants au

Conseil d'État, leur écrivit à ce sujet, le 12 octobre 1892, la lettre suivante :

« J'ai eu aujourd'hui avec M. Guillaïn (directeur au
« ministère des travaux publics) l'entrevue que je vous
« avais annoncée. En voici le résumé dans ses points
« essentiels.

« M. Guillaïn m'a paru, d'une façon générale, animé à
« notre égard d'intentions conciliantes. L'objection a
« été soulevée par la section du Conseil d'État, saisie
« de l'affaire.

« Elle est fondée sur deux ordres d'idées :

« 1° Certaines des règles actuelles de la corporation
« seraient en opposition avec les principes essentiels
« de notre droit civil, telles que les stipulations sur le
« partage des droits entre les divers enfants d'un même
« père, celles sur les obligations matrimoniales, l'obli-
« gation de séjour ;

« 2° Plusieurs de ces dispositions seraient en outre
« contraires à l'ordre public, notamment en attirant à
« Salies une population misérable ou en amenant entre
« les intéressés des unions disproportionnées à raison
« de l'âge des conjoints. Le désir du Conseil d'État se-
« rait que la corporation actuelle fut remplacée par
« une société civile en harmonie avec notre législation ;
« dans cette société entrerait chacun des part-prenants
« actuellement existants, avec son intérêt actuel dans
« la corporation, représenté en actions permanentes de
« capital, si l'intérêt est transmissible, et en actions de

« jouissance s'éteignant au décès du bénéficiaire, si
« l'intérêt est simplement viager.

« J'ai fait valoir les diverses considérations conte-
« nues dans votre lettre du 9 octobre : les avantages
« généraux de l'organisation actuelle, la consécration
« qu'elle a reçue de l'administration supérieure elle-
« même, notamment par le décret du 18 novembre 1876,
« l'impossibilité absolue d'une liquidation.

« M. Guillaïn est le premier à reconnaître les diffi-
« cultés de la transformation réclamée par le Conseil
« d'État, mais son impression très nette est celle-ci :
« La corporation peut rester dans le *statu quo*, mais
« alors il lui faut renoncer à jamais rien demander à
« l'administration supérieure. Il ne m'a pas dissimulé
« que cette question pourrait jouer un rôle considéra-
« ble dans le conflit que va faire surgir la demande en
« concession de la société de Sauveterre.

« M. Guillaïn doit sous peu de jours adresser au préfet
« des Basses-Pyrénées une dépêche ordonnant une
« enquête sur les conséquences en fait de l'organisation
« actuelle de la corporation et sur les objections ou
« sur les difficultés que soulèverait la transformation.

« Son désir personnel serait qu'une solution amiable
« intervint, il a insisté sur la souplesse que donne au
« cadre des sociétés civiles le principe de la liberté
« des conventions.

« D'après lui, il ne devrait pas être impossible d'in-
« troduire dans une société de ce genre des stipula-

« lions permettant, tout en régularisant la situation, de
« maintenir la plupart des avantages qui résultent de
« l'organisation actuelle.

« J'ai, bien entendu, fait toutes réserves.

« M. Guillain m'a reçu officieusement, et en commu-
« niquant ma lettre aux représentants de la corporation,
« je vous serais reconnaissant de faire observer qu'elle
« a un caractère quasi confidentiel (1). »

A cette lettre il fut répondu par une autre du 7 novembre 1892 élaborée par le conseil d'administration et qui présente les arguments contraires. Nous allons la citer pour faire connaître les deux côtés de la question.

« Monsieur le Sous-Préfet. Au moment où vous faites
« une enquête sur les conséquences en fait de l'orga-
« nisation actuelle des part-prenants, il n'est pas sans
« intérêt que nous vous fassions remarquer que ces
« conséquences ne sont pas aussi noires qu'on se l'est
« figuré au Conseil d'État, et que nous répondions, point
« par point, aux objections que nous connaissons.

1^o *Obligation matrimoniale.* — « Le but de cette
« obligation était de n'admettre au compte d'eau salée,
« que les gens pourvus de famille. La légende rapporte
« qu'autrefois, des unions disproportionnées, à raison
« de l'âge des conjoints, avaient lieu à Salies. Ces
« unions existent partout, et le dividende de 42 francs

(1) Brochure distribuée par l'administration de la fontaine aux part-prenants intitulée : *Transformation des règlements, 1893. Salies*, p. 1 et 2.

« distribué aux part-prenants, n'est pas de nature à
 « leur donner ici une fréquence exceptionnelle.

2° *Affluence de gens misérables.* — « La faiblesse
 « du dividende et l'obligation à un séjour préalable de
 « six mois suffisent à conjurer une telle affluence. Elle
 « se produirait certainement si, par suite d'une trans-
 « formation de l'association, une distribution de part
 « de capital devenait imminente.

3° *Obligation de séjour.* — « Le maintien de cette
 « obligation et de la grande division des parts entre les
 « habitants est une des conditions essentielles de la
 « prospérité de Salies. L'association perdrait son ca-
 « ractère d'institution d'intérêt local, si les parts pou-
 « vaient sortir du territoire, ou s'y concentrer en
 « grande quantité dans un petit nombre de mains.

« L'exploitation commerciale égoïste remplacerait
 « l'exploitation en vue du bien commun.

« Enfin, la répartition du droit par foyer demeure
 « conforme aux règles générales du droit d'usage des
 « biens communaux. Cette répartition ne constitue donc
 « pas une monstruosité juridique.

4° *Inégalité des droits des divers enfants.* —
 « Cette inégalité choque au premier abord nos idées
 « actuelles, mais il faut considérer que le chef de fa-
 « mille reste toujours maître d'indemniser sur ses au-
 « tres biens ses héritiers les moins favorisés.

5° *Indignité des valets et servantes.* — « Cet article
 « demeure lettre morte en pratique.

« Ces considérations suffiront sans doute, Monsieur
« le Sous-Préfet, à présenter notre constitution sous
« un jour plus favorable et moins dangereux pour les
« intérêts en cause.

« Nous joignons à cette lettre copie des arguments,
« d'ordre général, qui démontrent clairement que l'or-
« ganisation actuelle des part-prenants, loin d'être
« nuisible, est essentiellement favorable à l'intérêt pu-
« blic (1). »

On le voit, dans cette affaire, la concession de la source d'Oraàs était subordonnée pour les part-prenants à l'engagement de transformer leur constitution et de la mettre plus en harmonie avec le droit moderne. Au reste, la perte de la source d'Oraàs, par la concession à une société voisine, aurait porté un coup mortel à l'établissement balnéaire qui en utilisait les eaux, annexées à Salies par une canalisation assez coûteuse. C'était du même coup la destruction de l'association dont les principaux bénéfices viennent de la location de l'établissement. Aussi, les notables se réunirent-ils et élaborèrent-ils un projet de transformation des règlements. Le Conseil d'État fut pressenti officieusement pour avoir quelque chance d'approbation. Au reste, divers projets de transformation furent présentés de la même façon au ministère.

(1) Op. cit., pages 43 et 46.

Dans le premier, les part-prenants actuels et leurs enfants nés avant une époque à fixer auraient continué à être régis par le règlement de 1587. Les enfants, nés postérieurement à cette date, devaient, quel que fut leur sexe, jouir d'un compte ou d'un demi-compte d'eau salée dès que, étant majeurs ou émancipés, ils auraient tenu feu à part à Salies. Leur droit devait se transmettre dans les mêmes conditions. Peu à peu, par le jeu des alliances, et sans à-coups, le droit à l'eau serait arrivé à s'étendre à tous les feux de la ville rentrant ainsi dans les règles du droit d'usage des biens communaux. Le système du demi-compte était plutôt préconisé dans ce premier projet.

Le second consistait dans la transformation de la corporation en syndicat autorisé. Mais, bien que les part-prenants aient reconnu la portée pratique de cette idée, au point de vue des impôts, moins lourds que ceux qui frappent une société civile, ils le rejetaient à cause de la tutelle administrative à laquelle sont soumis ces syndicats.

Quant au troisième, que le Conseil d'État approuvait surtout, c'était la transformation de la corporation en une société civile. C'est, du reste, ce que fit savoir M. Boivin-Champeaux au conseil d'administration par une lettre du 24 mars 1893.

Quelque temps après, une lettre du ministre, du 18 mai 1893, avertissait les part-prenants qu'il était temps de prendre une détermination. Ce fut cette lettre

qui provoqua une nouvelle réunion des notables, qui eut lieu le 8 juin 1893, dans laquelle ceux-ci décidèrent que le projet de transformation des règlements, lu à l'assemblée, serait imprimé et distribué aux part-prenants, afin que ces derniers pussent donner leur avis en connaissance de cause. Voici ce que contenait ce projet : L'établissement thermal devait être maintenu à Salies. Les part-prenants inscrits conservaient non-seulement l'usufruit de leur droit, mais encore en obtenaient la propriété par la remise à chacun de titres nominatifs. Un certain nombre de titres était réservé pour les candidats part-prenants dont l'inscription était proche. Pour rendre l'accaparement impossible, le nombre des titres qui pouvaient être réunis dans la même main était limité à 5. Afin d'éviter les dispersions de titres hors de Salies, l'approbation du conseil d'administration était nécessaire pour la cession des titres. Enfin, on devait chercher à assurer aux associés la possibilité de les vendre à leur valeur réelle.

Ce projet très raisonnable, et qui n'expropriait pas injustement et sans ménagement les part-prenants, n'a pas abouti. Les entreprises de sondages de Sauveterre n'ont pas réussi, il est vrai, et la Providence est encore une fois venue au secours de la corporation. Quant aux intéressés eux-mêmes, ils n'ont guère répondu à l'appel qui leur était fait.

Il est, en effet, très difficile d'arriver à une solution avec les remèdes proposés. Le Conseil d'État semble

incliner vers la constitution d'une société civile, mais elle est rendue presque impossible par les règlements qui régissent encore la corporation. Et en effet, pour arriver à modifier cette propriété collective, il faudrait le consentement de tous les propriétaires ; or, comme nous l'avons dit déjà dans une autre partie de cet ouvrage, tous les propriétaires ne sont pas, et même, ne peuvent pas être connus. Avec la condition de résidence que posent les règlements, des descendants des part-prenants qui ont abandonné la ville depuis plusieurs années peuvent revenir et, par suite de ce retour, voir renaître leur droit à l'eau salée.

Le nombre des part-prenants n'est donc jamais fixé, et peut varier constamment.

Il y a peut-être des palliatifs et on pourrait sans doute fixer un certain délai pendant lequel devraient s'inscrire tous les part-prenants. Passé ce terme, ceux qui n'auraient pas satisfait à la formalité de l'inscription, seraient désormais déchus de leur droit. Il est vrai que ce serait une sorte d'expropriation, qui léserait, sans nécessité absolue, une certaine quantité d'individus.

Cette idée d'expropriation nous amène tout naturellement à nous demander si on ne pourrait pas agir vis-à-vis des part-prenants par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique. Si, par exemple, on ne pourrait pas indemniser les part-prenants actuels, en leur donnant un certain capital représentatif du dividende

qu'ils touchent chaque année, et transformer la fontaine en une propriété communale. Il faudrait aussi dans ce cas fixer un délai d'inscription, passé lequel on serait déchu du titre et du droit de part-prenant.

Mais ici revient en premier lieu l'argument déjà présenté : comment arriver à exproprier des propriétaires inconnus ?

Et puis, cette expropriation est-elle nécessitée vraiment par l'utilité publique ? N'est-ce pas plutôt le contraire qui est vrai ? Car voilà bientôt un siècle que l'unification du droit civil a eu lieu, par la révolution de 1789 d'abord, par le code civil ensuite. Et, si les règlements de Salies avaient constitué dans cette partie du pays une anomalie si choquante, ne seraient-ils pas depuis bien longtemps transformés. Je crois, et beaucoup de part-prenants pensent comme moi, que la transformation des règlements serait plutôt nuisible à Salies. En effet la condition de résidence supprimée, beaucoup ne seraient plus intéressés à habiter la ville, et émigreraient ailleurs. La ville de Salies, assez importante jusqu'à ce jour, verrait certainement diminuer sa population. De plus, par la transformation de cette propriété collective, toute une catégorie de pauvres gens tomberait dans la misère. Le compte d'eau salée constitue en effet, pour eux, une espèce de capital inaliénable, dont ils touchent chaque année le revenu. Si, par suite d'une expropriation, ils se trouvaient en possession d'une indemnité pécuniaire ou d'un titre représentatif de la valeur de leur

part, il est fort à craindre que ce capital ne soit rapidement dévoré ou ce titre échangé, et qu'après leur anéantissement, ils ne tombent dans une affreuse misère.

Quelle serait alors la solution du problème ? J'inclinerais à penser que le maintien du *statu quo* serait peut-être encore celle qu'il faudrait préconiser. La corporation a pour elle les longs siècles pendant lesquels elle a vécu toujours sous l'empire des mêmes usages et des mêmes règlements. Son antiquité est vénérable.

Et puis, la nécessité de la transformation ne s'impose nullement. A notre époque où l'on a déjà essayé de faire de la décentralisation, et dans une partie des institutions publiques qui nous touchent de fort près, nous voulons parler de la création des universités régionales, pourquoi ne pas laisser subsister cette ancienne coutume si originale ? Est-il donc absolument obligatoire, d'appliquer à des peuples de races et de mœurs si diverses, des institutions identiques ? Ne peut-on laisser subsister quelques exceptions aux lois générales surtout quand elles ne nuisent pas davantage à la prospérité générale de la nation.

L'État est du reste un peu intéressé au maintien de cet état de choses. Les contributions indirectes touchent des impôts considérables sur le sel fabriqué par la corporation. Et le jour où les part-prenants n'existant plus, les habitants déserteraient peu à peu Salies, le chiffre de ces impôts deviendrait moindre par suite de la diminution même de la fabrication du sel.

Et qu'on ne vienne pas nous dire, que cette exception aux lois régissant la propriété immobilière serait l'unique en France. Nous savons qu'il existe d'autres droits semblables dans notre pays. Les portions ménagères et communales du nord de la France sont hors la loi, comme la propriété collective de Salies. En 1789, elles furent abolies, et cependant on y revint quelques années après. On reconnut que leur organisation était favorable à l'agriculture par suite de la mise en culture des marais pour laquelle elles constituaient une sorte de prime : le paysan étant intéressé à rendre propre à la culture un marais qui devait ensuite lui appartenir ainsi qu'à sa famille. On s'aperçut aussi qu'elles diminuaient la misère dans les villages où beaucoup de pauvres gens vivaient aisément avec leur famille sur l'allocation qui leur avait été départi.

Aussi des arrêtés du ministre de l'intérieur les ont-ils autorisés. La jurisprudence du Conseil d'État abonde en décisions sur les difficultés qu'elles ont soulevées.

Pourquoi donc le Conseil d'État soutient-il que la corporation de Salies est une fiction illégale ? Du reste, ne pourrait-on lui répondre, en arguant du décret du 18 décembre 1876 qui, en réglementant l'administration de la fontaine salée, a, par prétérition, reconnu l'existence légale de la corporation. Tous les intérêts ne seraient-ils pas ainsi sauvegardés par l'adoption de notre solution ? C'est dans ce sens que nous souhaitons, avec la

grande majorité des intéressés eux-mêmes, voir résoudre la question. Puisse notre faible voix être écoutée par ceux qui tiennent en leurs mains les destinées de la fontaine.

Approuvé :

Le Président de la thèse,

A. ESMEIN.

Vu :

Par le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I ^{er} . — De la propriété collective en général.	5
Formes différentes des propriétés primitives.....	7
Origines des propriétés collectives	10
Persistance de la propriété collective au Moyen-Age	15
Législation comparée.....	18
Propriété collective en Algérie	22
Propriété collective de fait dans la famille du pays Basque.	25
CHAPITRE II. — Historique de la coutume de Salies...	28
Origines de Salies.....	30
Fontaine salée. — Son origine	34
Exploitation de la source	42
Administration de la fontaine salée.....	51
Convoitises excitées par la fontaine	55
Salines d'Oraàs.....	62
Découverte des propriétés thérapeutiques de la fontaine ...	64
Mariages salisiens.....	65
CHAPITRE III. — Commentaire des règlements qui ré- gissent la fontaine salée.....	69
Règlement de la fontaine d'eau salée de Salies du 11 no-	
vembre 1587	72
	L. 12

Enregistrement du règlement de la fontaine d'eau salée de Salies du 11 novembre 1587.....	75
Arrêt du Conseil d'État du roi, portant règlement pour l'administration de la fontaine d'eau salée de Salies (12 décembre 1739)	84
Arrêt du Conseil d'État du roi, portant règlement pour l'administration de la fontaine d'eau salée de Salies (12 mai 1743)	90
Arrêtés du préfet du département des Basses-Pyrénées et des Consuls de la République, relatifs à l'administration de la fontaine salée de Salies (4 floréal an IX et 11 mesidor an X)	119
Ampliation. — Extrait des registres des délibérations des Consuls de la République	122
Ordonnance du 29 juin 1843 portant qu'il est fait à l'association des part-prenants à la fontaine de Salies concession de ladite fontaine et de puits et sources d'eau salée situés dans la commune de Salies (Basses-Pyrénées). — Extrait	124
Décret du 18 décembre 1876	128
 CHAPITRE IV. — Nature juridique du droit des part-prenants sur la fontaine salée.....	 132
 CHAPITRE V. — De quelques droits analogues existant en France	 151
 CHAPITRE VI. — Études des différentes solutions proposées	 162

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute. N 5071
